

**Bibliothek
des Instituts für Weltwirtschaft
an der Universität Kiel**

Signatur

D 2993



QUESTIONNAIRE

Le gouvernement impérial autrichien a fait part en 1871 aux gouvernements des autres états européens de son intention de réunir à Vienne une conférence internationale, pour établir un procédé uniforme contre la peste bovine.

Les gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, de la Suisse et de la Turquie ont répondu à cet appel en désignant les délégués chargés de les représenter à la conférence en question; le gouvernement royal hongrois a aussi été invité à nommer ses délégués.

Le ministère impérial autrichien a chargé Son Excellence le Chevalier Jean de Chlumeky, ministre impérial et royal de l'agriculture de présider aux travaux de la conférence.

Le gouvernement autrichien a nommé les délégués suivants: le chef du département sanitaire du ministère de l'intérieur, trois représentants de l'institut vétérinaire de Vienne et deux employés du ministère du commerce.

La conférence s'est réunie le 16 Mars 1872.

Nous faisons précéder les procès verbaux des séances de la conférence par le questionnaire, dont le gouvernement autrichien avait déjà fait part à ceux des autres états et que la conférence a adopté pour base de ses délibérations; nous avons seulement changé les numéros des questions en les conformant à l'ordre dans lequel elles ont été discutées par la conférence et en désignant en parenthèse les numéros primitifs.



QUESTIONNAIRE

Le gouvernement impérial autrichien a fait par en 1871 aux gouvernements des autres Etats européens des propositions de réunir à Vienne une conférence internationale pour établir un procédé uniforme contre la peste bovine. Les gouvernements de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Hollande, de la Russie, de la Suisse et de la Turquie ont répondu à cet appel en désignant des délégués chargés de les représenter à la conférence en question; le gouvernement royal hongrois a aussi été invité à nommer ses délégués.

Le ministre impérial autrichien a chargé Son Excellence le Chevalier Jean de Colmanek, ministre impérial et royal de l'Agriculture, de présider aux travaux de la conférence.

Le gouvernement autrichien a nommé des délégués suivants: le chef du département sanitaire du ministère de l'Intérieur, trois représentants de l'industrie vétérinaire de Vienne et deux employés du ministère du Commerce.

La conférence s'est réunie le 10 Mars 1872. Nous faisons précéder les procès-verbaux des séances de la conférence par la questionnaire dont le gouvernement autrichien a ainsi fait par à tous les autres Etats et que la conférence a adopté pour base de ses délibérations; nous avons aussi fait changer les numéros des questions en les conformant à l'ordre dans lequel elles ont été posées par la conférence et en désignant les numéros primitifs.

QUESTIONNAIRE

servant

de base aux délibérations de la conférence internationale chargée d'établir des mesures uniformes contre la peste bovine.

1. (1.) Y a-t-il des preuves positives et concluantes que, comme il a été soutenu dernièrement, la peste bovine ne se développe spontanément que dans les territoires asiatiques de la Russie et en ce cas une surveillance convenable des frontières serait-elle propre à prévenir son entrée même dans la Russie européenne?

2. (3.) Des institutions propres à obtenir que les troupeaux de bêtes à cornes destinés à l'exportation ne parviennent à la frontière que dans un état qui ne donne pas à craindre que la peste soit propagée par eux, existent-elles déjà en Russie ou, vu la grande extension de l'empire, le nombre proportionnellement petit de médecins vétérinaires et les moyens de communication peu développés encore, ces institutions pourraient-elles y être établies?

3. (4.) Est-il possible de transporter à la frontière les troupeaux destinés à l'exportation au seul moyen des chemins de fer, et de les surveiller scrupuleusement durant leur transport?

4. (5.) Si non, est-il possible, vu les grandes distances en Russie, que les troupeaux destinés à l'exportation et devant être conduits par terre, soient accompagnés durant leur marche de médecins vétérinaires, et que leur état de santé soit ainsi constamment observé?

5. (6.) Existe-t-il en Russie des institutions qui permettent d'ajouter une foi pleine et entière, aux billets de santé et aux certificats d'origine (certificats de provenance) y émis et dont les troupeaux de bêtes à cornes doivent être munis?

6. (7.) Si dans un troupeau russe, destiné à l'exportation, le typhus éclate durant sa marche, ou durant son transport sur chemin de fer

a) suffit-il d'abattre les bêtes malades? ou

b) faut-il abattre toutes les bêtes ayant été en rapport de contact avec les malades? ou

c) faut-il retenir dans une station les bêtes suspectes pour faire éprouver les effets de la maladie au troupeau entier, ou

d) faut-il, durant le transport sur chemin de fer, ou durant la marche des bêtes suspectes, les exposer aux effets successifs de la maladie?

7. (8.) Dans le cas où le passage serait accordé à un tel troupeau russe destiné à être exporté, faut-il opérer la désinfection? et de quelle manière faut-il le faire avant que le troupeau soit arrivé à la frontière?

8. (2.) N'y a-t-il pas lieu de craindre que les établissements de vaccination existant en différentes parties de la Russie n'y favorisent le maintien et la propagation de cette maladie?

9. (9.) Lorsque la Russie, par ses dispositions et mesures, aura assumé la garantie qu'à sa frontière occidentale il ne sera exporté que des troupeaux sains, le bétail des steppes pourra-t-il, dans ce cas, passer la frontière?

10. (10.) En cas d'affirmation, l'importation du bétail des steppes doit-elle être bornée à certaines stations d'entrée? savoir:

a) à des stations d'où le transport des bétails par chemin de fer peut être effectué par chargement direct pour le lieu de destination, ou

b) l'importation doit-elle être étendue aussi à des stations d'où le bétail peut être dirigé sur les chaussées jusqu'à un chemin de fer voisin, en observant certaines mesures de précaution?

11. (11.) Peut-on admettre que les troupeaux à exporter, arrivant à la station d'entrée par chemin de fer, soient chargés immédiatement, c'est à dire sans quarantaine et sans désinfection sur les wagons du chemin de fer attendant? Quelles précautions seraient à observer en ce cas?

12. (12.) La révision des troupeaux de commerce, qui, arrivant par chaussée, passent les stations d'entrée, de quelle manière doit-elle être opérée pour se procurer une parfaite connaissance de l'état de leur santé?

13. (13.) Quelles mesures de précaution faut-il prendre concernant la marche d'un tel troupeau entre la station d'entrée et la station de chargement du chemin de fer voisin?

14. (14.) Dans le cas où la Russie ne serait pas à même de donner des garanties suffisantes qu'il ne soit exporté dans les pays occidentaux que des troupeaux sains, faudrait-il absolument interdire l'entrée du bétail des steppes?

a) Une telle défense d'importation absolue est-elle nécessaire?

b) Est-elle opportune au point de vue d'économie nationale?

c) Peut-elle être maintenue à la longue sans porter atteinte aux relations commerciales actuelles?

d) En cas de guerre, peut-elle être mise à exécution?

e) Par cette défense, le danger que la maladie soit importée par contrebande ne serait-il pas augmenté?

15. (15.) Lorsqu'une défense d'importation absolue de troupeaux des steppes ne serait considérée ni comme nécessaire ni comme opportune, des quarantaines pour les bêtes à cornes doivent-elles être établies sur les frontières vers la Russie?

16. (16.) Comment devraient être organisées ces quarantaines afin d'offrir une sécurité suffisante?

17. (17.) La durée de la quarantaine doit-elle être fixée, et serait-elle la même en toute circonstance? Quelle doit-être la durée de la quarantaine?

18. (18.) Quelles sont les mesures à prendre sur les frontières pour obvier autant que possible aux dangers de la contrebande favorisée par les quarantaines?

19. (19.) Vu la grande étendue du débit de bétail des steppes entre la Russie et les pays occidentaux de l'Europe, serait-il admissible et possible d'établir, sur les points d'entrée, de grands entrepôts de boucherie pour le transport par chemin de fer de la viande des bêtes abattues et trouvées parfaitement saines?

20. (20.) Faut-il en vue du danger de l'introduction de la peste bovine, absolument défendre l'importation des bêtes ovines, porcines et caprines venant de la Russie?

21. (21.) Dans le cas négatif:

- a) L'importation devra-t-elle être admise sans condition, ou
- b) restreinte sur certains points d'entrée?
- c) dans le dernier cas, des billets de santé et des certificats de provenance suffiraient-ils?
- d) Ces bêtes devront-elles être soumises à une révision, une désinfection ou une quarantaine, avant qu'elles puissent continuer leur route?

Quel serait le procédé à observer pour la désinfection?

Quelle devrait-être la durée de la quarantaine?

22. (22.) L'importation de matières animales brutes sèches venant de la Russie, doit-elle être interdite absolument?

23. (23.) Ces matières peuvent-elles être admises sans réserve ou à certaines conditions? et dans le dernier cas peut-on considérer comme suffisants des certificats dignes de foi, attestant la provenance non suspecte de la marchandise?

24. (24.) Ces matières, avant de passer la frontière, doivent-elles y être soumises à un procédé de désinfection, et auquel?

25. (25.) Les conditions auxquelles l'importation de produits animaux bruts sera admise doivent-elles être appliquées à tous les produits de ce genre ou bien lesquels doit-on en eximer?

26. (26.) L'importation de paille, de foin, regain et d'autres substances provenant de la Russie et qui pourraient agir comme contagieuses, doit-elle être

- a) entièrement interdite, ou
- b) permise à certaines conditions, ou bien
- c) déclarée entièrement libre?

27. (27.) Une mesure quelconque est-elle nécessaire pour obvier au danger de l'importation de la peste bovine que présente la paille provenant de la Russie et qui n'a servi que d'emballage?

28. (28.) Si l'importation par chemin de fer de bétail des steppes venant de la Russie est permise

- a) ne doit-on permettre qu'un chargement direct jusqu'au lieu de destination, ou
- b) un changement de wagons peut-il avoir lieu, et sous quelles précautions?
- c) peut-on admettre que les bêtes soient déchargées en certaines stations pour être affouragées et abreuvées et à quelles conditions?
- d) peut-on permettre que, durant le transport, des parties des dits troupeaux en soient détachées pour être emmenées et avec quelles précautions?

29. (29.) Durant le transport du bétail des steppes sur le chemin de fer, quelles précautions faudrait-il observer pour tenir en évidence continuelle l'état de santé des troupeaux importés?

- a) Leur accompagnement continu par un vétérinaire serait-il nécessaire?
- b) Une révision temporaire à faire en certaines stations par un vétérinaire suffirait-elle?
- c) Faut-il répéter la révision sur le lieu de déchargement?
- d) Quelle précaution doit-on observer, si des troupeaux, quittant le lieu de déchargement, doivent être conduits sur les routes publiques.

30. (30.) Doit-il être permis, en général, que des troupeaux de bétail des steppes provenant de la Russie passent les frontières et que ensuite leur transport dans l'intérieur d'un pays ait lieu par terre sur des routes fixées et sans qu'il soit fait usage d'un chemin de fer?

31. (31.) Dans l'affirmative, quelles mesures seront à prendre pour diminuer tant que possible le danger, que la peste bovine soit introduite par de troupeaux conduits sur les routes publiques?

Les mesures indiquées dans la question 29 suffiront-elles à cet égard ?

32. (32.) Si dans un troupeau de bétail le typhus venait à éclater durant le transport par chemin de fer ou la marche, faut-il

- a) que, outre les bêtes infectées, toutes les bêtes encore saines de ce transport soient abattues aussitôt que possible? — ou
- b) pourrait-on permettre que la viande des bêtes tuées comme suspectes mais trouvées, inspection faite, complètement saines, soit transportée sur chemin de fer dans les grandes villes? ou
- c) pourrait-on faire passer une quarantaine sur les lieux aux bestiaux encore sains et la quarantaine terminée admettre leur transport ultérieur?

33. (62.) Dans les principautés roumaines (la Moldavie et la Valachie) y a-t-il moyen de prendre des mesures telles

- a) que l'on puisse être sûr d'obvier à l'introduction de la peste du côté de la Russie et à sa propagation dans les pays étrangers limitrophes
- b) et que la suppression de la maladie y soit opérée d'après les mêmes principes qui seront agréés entre les états de l'Europe occidentale.

34. (63.) En cas négatif

- a) faut-il établir à perpétuité et en tout cas vis-à-vis des principautés roumaines les mêmes mesures de prévention qui seront jugées nécessaires aux frontières de la Russie, ou
- b) ces mesures ne doivent-elles être exécutées que dans le cas, où la peste bovine aurait éclaté dans ces contrées?
- c) dans les époques où la peste bovine ne règne pas dans les principautés roumaines, doit-on admettre aux frontières les mêmes facilités de commerce que les autres états s'accordent mutuellement lorsque cette maladie règne dans un de leurs territoires?

35. (64.) La Serbie et la Turquie sont-elles à même d'offrir des garanties que le typhus, y ayant éclaté, soit supprimé avec la promptitude et l'efficacité nécessaires?

Lorsque entre des états qui procèdent d'après les mêmes principes et avec la même rigueur pour prévenir et supprimer la peste bovine, certaines facilités auront été agréées concernant le commerce international des bestiaux et des produits animaux bruts, la Serbie et la Turquie doivent-elles également participer à ces facilités dans le cas, où la peste bovine y aurait éclaté?

36. (65.) En cas négatif, la Serbie et la Turquie, lorsque la peste bovine a éclaté dans ces pays, doivent-elles être soumises aux mêmes mesures qui seront jugées nécessaires à perpétuité vis-à-vis de la Russie, comme pays constamment infecté du typhus contagieux?

37. (39.) Faut-il imposer aux administrations des chemins de fer, en général et d'après des règles données, l'obligation de faire nettoyer ou selon le cas, désinfecter les waggon sur lesquels du bétail quelconque a été transporté?

38. (37.) Faut-il que la désinfection soit étendue aux rampes des lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'aux autres objets ayant été en contact avec les bêtes?

39. (38.) Quel procédé de désinfection des waggon de chemin de fer est reconnu pour être le plus convenable, le plus sûr et le moins nuisible au matériel?

40. (34.) Faut-il que les fumiers ramassés dans les waggon, sur lesquels du bétail des steppes a été transporté, soient enfouis même en temps exempts d'épizootie, ou peuvent-ils être employés pour engraisser les terres, une désinfection préalable ayant eu lieu?

41. (33.) Faut-il que les waggon, sur lesquels, du bétail des steppes a été chargé, soient désinfectés même en temps exempts de peste bovine?

42. (35.) Faut-il que, en temps exempts de peste bovine, tous les waggons, sur lesquels des bêtes à cornes ou à laine ont été transportées, soient soumis à une désinfection ou le simple nettoyage suffirait-il en ce cas?

43. (36.) Faut-il, en temps suspects de typhus contagieux, désinfecter tous les waggons, sur lesquels il a été transporté du bétail de sorte quelconque provenant d'un pays infecté?

44. (40.) Faut-il obliger les administrations des chemins de fer à ce que, en général et dans toutes les circonstances, des bêtes de boucherie ne soient jamais chargées dans les waggons ensemble avec des bêtes d'économie, et que des transports de bêtes de boucherie ne soient jamais joints à des transports de bêtes d'économie?

45. (41.) Faut-il obliger les administrations des chemins de fer à permettre aux chargeurs d'effectuer, conformément aux prescriptions relatives, le nettoyage et la désinfection des waggons, lors même que ces derniers auraient déjà été nettoyés ou désinfectés de la part de l'administration du chemin de fer?

46. (42.) De quelle manière faut-il effectuer le nettoyage et la désinfection des vaisseaux sur lesquels il a été transporté des bêtes infectées ou suspectes?

47. Quelles mesures seraient à prendre aux marchés auxquels on introduit habituellement des bestiaux destinés pour le commerce international?

48. (43.) Si, dans un pays, le typhus a éclaté dans quelque grande population de bétail, faut-il que toutes les bêtes ayant été exposées au danger d'infection, mais trouvées encore saines (bêtes suspectes) soient abattues, sans qu'il soit tenu compte de leur nombre?

49. (44.) Dans l'affirmative, faut-il

- a) enfouir avec leurs peaux toutes les bêtes abattues, même celles dont la chair aura été trouvée parfaitement saine? ou
- b) les peaux des bêtes trouvées saines pourront-elles être détachées et utilisées, pourvu qu'une désinfection préalable en ait lieu?
- c) est-il admissible d'utiliser aussi la chair des bêtes suspectes tuées et, inspection faite, trouvées saines? ou
- d) dans le cas précédent, l'usage de cette chair doit-il être permis seulement dans le lieu infecté?
- e) peut-on admettre que cette chair soit transportée en des lieux voisins où il s'en fait une grande consommation? et
- f) à quelles mesures de précaution ces transports de chair doivent-ils être soumis?

50. (45.) Si dans un grand troupeau ou dans une population bovine très-nombreuse, il ne se produit que des cas de typhus fort isolés, peut-on permettre que toutes les bêtes infectées et celles d'entre les suspectes qui avaient été placées dans leur voisinage immédiat ayant été abattues, un partage du reste des bêtes saines ait lieu de manière que le troupeau soit divisé en parties du moindre nombre possible et séparées les unes des autres, et que chaque partie ainsi séparée, dans laquelle un nouveau cas de la maladie éclaterait, soit considérée comme un troupeau à part dont l'abattage en entier serait indispensable?

51. (46.) Un tel partage ne devra-t-il avoir lieu que pour le bétail des steppes et des landes (Pusten) ou bien peut-on étendre cette mesure à des troupeaux de bétail de l'Europe occidentale?

52. (47.) Que faudrait-il faire lorsque, pour raison de manque de forces ouvrières, de l'état de la saison ou de la nature du sol, etc. l'enfouissement des bêtes abattues surtout là, où il s'agirait de grandes populations bovines, ne saurait être opéré que très successivement?

53. (48.) Les fumiers des établissements ruraux infectés de la peste bovine, doivent-ils être enfouis ou brûlés en toute circonstance?

54. (49.) Lorsque dans un grand établissement rural, où il y a de grandes quantités de fumiers, la peste a éclaté, est-il permis de les

faire enlever par des chevaux pour les étendre sur les champs et les recouvrir immédiatement avec la charrue?

55. (50.) Lorsque la fiente de l'étable infectée aura été jetée sur le tas de fumier, suffit-il d'en éloigner les couches supérieures pour être enfouies ou brûlées, et le reste du fumier, après avoir été désinfecté, peut-il être emporté sur les champs et recouvert avec la charrue?

Quel mode de désinfection peut être considéré comme sûr?

56. (51.) La peste ayant éclaté dans un troupeau de brebis, faut-il

- a) tuer absolument toutes les brebis? ou bien
- b) peut-on, dans les grands troupeaux, diviser en plusieurs parties les bêtes non atteintes du contagium, pour faire subir à chacune une quarantaine, après avoir abattu toutes les bêtes malades?

57. (52.) Lorsque des brebis se trouvent dans des étables ayant été habitées par des bêtes bovines atteintes de la peste, doit-on

- a) tuer ces brebis? ou
- b) les faire laver et désinfecter?
- c) de quelle manière cette désinfection doit-elle être opérée?
- d) quelle doit-être la durée de leur quarantaine?

58. (53.) Est-il constaté que l'adjudication de la somme correspondante à la pleine valeur estimative à payer comme dédommagement pour les bêtes tant saines que malades, abattues pour cause de l'apparition de l'épizootie, soit un moyen propre à faciliter une prompt suppression de la peste, en ce qu'elle tend à en provoquer la dénonciation dès les premiers symptômes de la maladie?

59. (54.) Si la peste bovine n'a éclaté que dans quelques endroits d'un pays, savoir dans le même district ou dans plusieurs districts attenants et que les mesures de suppression et de séclusion y soient exécutées suivant les mêmes principes et avec la même rigueur que dans les pays limitrophes l'exportation des bêtes à cornes venant d'une partie quelconque de ce pays doit-elle être interdite?

60. (55.) En cas de négation:

- a) Le commerce de bestiaux doit-il être déclaré entièrement libre?
- b) doit-on le limiter à certaines stations d'entrée?
- c) ne doit-on permettre l'importation des bêtes à cornes et leur transport ultérieur que sur chemin de fer?
- d) leur passage non interrompu sur chemin de fer est-il admissible sans révision? ou
- e) une révision du troupeau à la station de jonction est-elle de rigueur et de quelle manière doit-elle être opérée?
- f) de quelle manière doivent être conçus et légalisés les billets de santé et les certificats de provenance pour admettre l'entrée d'un tel troupeau?

61. (56.) Dans les cas énumérés dans l'alinéa 59 les brebis, chèvres et cochons provenant d'une partie quelconque d'un pays où la maladie aurait éclaté, doivent-ils être exclus de toute entrée dans les pays limitrophes ou doit-on permettre leur importation sous les conditions mentionnées sous 60, ou enfin leur passage devrait-il être déclaré absolument libre?

62. (57.) Faudrait-il absolument interdire l'exportation des produits animaux secs, provenant d'un pareil pays ou déclarer tout à fait libre le commerce de ces produits?

63. (58.) Le commerce de produits animaux bruts secs, de provenance d'un pays temporairement infecté, faudrait-il

- a) le limiter à certaines stations d'entrée, ou
- b) le borner à la production de certificats de provenance?
- c) ces certificats comment devraient-ils être conçus et légalisés?
- d) ces produits, avant de passer la frontière devraient-ils être soumis à une désinfection et à laquelle?

e) y a-t-il des produits animaux bruts qui peuvent être déclarés exempts des restrictions d'entrée prescrites, et quels sont ces produits?

64. (59.) L'importation de paille, de foin, de regain et d'autres matières, venant d'un pays temporairement infecté, doit-elle être déclarée libre, ou doit-elle être interdite, ou soumise à certaines conditions et auxquelles?

65. (60.) Une mesure quelconque est-elle nécessaire pour obvier au danger que présente la paille et le foin ayant servis d'emballage aux marchandises provenant d'un pays infecté?

66. La clôture d'un pays vers un autre, lequel n'est pas regardé comme perpétuellement infecté, doit-elle être restreinte au seul cas où le typhus aura éclaté dans les districts limitrophes, soit à une distance de trois lieues de la frontière?

Procès verbaux

des

séances plénières de la conférence internationale chargée d'établir
un procédé uniforme contre la peste bovine.

MEMBRES DE LA CONFÉRENCE.

Président:

Son Excellence le Chevalier Jean de Chlumetzky, Ministre Imp. et Roy. de l'Agriculture.

Délégués:

- De l'Allemagne: Mr. *Dahrenstaedt*, Conseiller intime au Ministère du culte, de l'instruction et de la santé publique, Mr. *Probstmayer*, Directeur de l'école centrale vétérinaire à Munich et Mr. *Müller*, Professeur d'école vétérinaire.
- De l'Autriche-Hongrie: Autriche: le Docteur *François Ulrich*, Conseiller aulique et chef du département sanitaire au Ministère de l'Intérieur, le Docteur *Maurice Röhl*, Conseiller et Directeur de l'Institut vétérinaire, le Docteur *François Müller*, Professeur de l'Institut vétérinaire, le Docteur *Andrée Bruck müller*, Professeur de l'Institut vétérinaire, Mr. *Charles Haardt de Hartenthurn*, Conseiller du Ministère du Commerce, et Mr. *Joseph Pollanetz*, Secrétaire du Ministère du Commerce.
- Hongrie: le Docteur *Guillaume Zlamal*, Conseiller du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, le Docteur *Léopold Grosz* secrétaire du Ministère de l'Intérieur, Mr. *Jean Mina*, Professeur de l'Académie du Klausenbourg.
- De la Belgique: Mr. *Leclerc*, Inspecteur Général de l'agriculture au Ministère de l'Intérieur, et Mr. le Docteur *Wehenkel*, Professeur d'école vétérinaire.
- De la France: Mr. *Bouley*, Membre de l'Institut et Inspecteur Général des écoles vétérinaires.
- De la Grande-Bretagne: le Docteur *Alexandre Williams*, Secrétaire du département vétérinaire.
- De l'Italie: Mr. le Docteur *Jean Bapt. Ercolani*, Professeur de l'Université de Bologne, et le Docteur *Fel. Perosino*, Professeur de l'école vétérinaire de Turin.
- Des Principautés roumaines: le Docteur *Etienne Capsa*, Directeur Général du service de santé, et Mr. le Professeur *Maurice Colben*, Vétérinaire en chef.
- De la Russie: Mr. le Professeur *Ravitsch*, Conseiller d'Etat, Mr. le Professeur *Seifmann*, Conseiller aulique et Mr. *Hugo*, Conseiller aulique et Directeur de douane.
- De la Serbie: Mr. le Docteur *Mladen Jankovics*.
- De la Suisse: Mr. le Docteur *Zangger*, Membre du conseil national et directeur de l'école vétérinaire de Zurich.
- De la Turquie: Mr. le Docteur *Marchand*, Conseiller de santé.

BUREAU DE LA CONFERENCE.

- Le Docteur *Joseph R. Lorenz*, Conseiller du Ministère de l'Agriculture, rapporteur de la conférence.
Le Chevalier *de Chamiec*, Chambellan de S. M. Imp. et Roy. Ap., secrétaire de la conférence.
Le Baron *Guillaume de Genotte*, Vice-Secrétaire du ministère des affaires étrangères.

PREMIÈRE SÉANCE PLÉNIÈRE.

(16 mars 1872.)

Président: Son Excellence le Chevalier Jean de Chlumec y
Ministre Imp. et Roy. de l'agriculture.

Présents: tous les Délégués. La séance est ouverte à midi.

A la suite d'un discours adressé à Messieurs les délégués successivement en allemand et en français, le président déclare que la conférence est ouverte.

En abordant les questions de forme, Son Excellence propose qu'il soit voté sur les matières d'une importance secondaire par mains levées et sur les questions de principes par appel nominal.

Le conseiller intime Dahrenstaedt croit qu'il serait plus opportun de voter par Etats, afin qu'il pût être constaté avec certitude quel Etat se déclare pour ou contre une mesure proposée.

Le conseiller de ministère Ulrich appuie cette proposition.

Le président fait remarquer que, si Messieurs les délégués sont munis de pleins pouvoirs suffisants pour prendre des décisions aux noms de leurs gouvernements respectifs, le mode de voter par Etats ou arrondissements administratifs est celui qui serait à recommander de préférence.

Tous les membres présents se déclarent dans ce sens.

Le président propose de prendre pour base de délibération le questionnaire, qui se trouve en possession des membres de la conférence, avec la réserve, bien entendu, qu'il sera reconnu à la conférence, ainsi qu'aux comités qu'elle aura constitués le droit de poser des questions non contenues dans le questionnaire, pourvu qu'elles ne soient pas étrangères à la matière.

Cette proposition est adoptée.

Le président propose ensuite que les questions du questionnaire ne soient pas débattues immédiatement mais examinées d'abord dans des comités et soumises après à une discussion définitive dans l'assemblée plénière.

D'après la nature du questionnaire, il-y-aurait lieu de recommander la formation de deux comités, l'un pour la discussion des mesures préventives et l'autre pour celle des mesures répressives. C'est aux comités eux-mêmes qu'il faudrait abandonner le soin de se constituer et de fixer leur organisation intérieure.

Il ne serait pas opportun d'avoir recours à la voie d'élection pour former les deux comités, il serait préférable que chaque membre de la conférence fût libre de s'inscrire à volonté dans l'un ou dans l'autre. Chaque membre de la conférence n'aura le droit de voter que dans le comité dont il fait partie sans que néanmoins il lui soit interdit d'assister aux délibérations de l'autre. A cet effet il serait à recommander que les séances des deux comités n'aient pas lieu simultanément, afin que chaque membre ait la possibilité de suivre les discussions des deux comités.

Chaque comité doit avoir le droit de requérir l'assistance des experts, ne faisant pas partie de la conférence, pour obtenir des renseignements sur des questions spéciales.

Personne ne s'étant prononcé contre les propositions ci-dessus, elles sont considérées comme adoptées, après quoi le président invite les membres à s'inscrire dans les comités et lève la séance à 1 heures.



Les comités se sont constitués après la séance de la manière suivante :

COMITÉ DES MESURES PRÉVENTIVES.

Président :

Mr. le directeur *Röll*, conseiller autrichien.

Vice-Président :

Mr. le conseiller *Zlamal*.

Secrétaires :

Mr. *Leclerc*, inspecteur général de Belgique.

„ *Charles Müller*, professeur de Berlin.

Mr. le professeur *Maurice Colben*, vétérinaire en chef roumain.

„ le docteur *Grosz*, secrétaire de ministère hongrois.

„ le directeur *Hugo*, Conseiller aulique russe.

„ le docteur *Marchand*, Conseiller de santé ottoman.

„ le professeur *Ravitsch*, Conseiller d'état russe.

„ le professeur *Seifmann*, Conseiller aulique russe.

„ le docteur *Ulrich*, Conseiller aulique autrichien.

„ le docteur *Alexandre Williams*, secrétaire du conseil intime britannique.

COMITÉ DES MESURES RÉPRESSIVES.

Président :

Mr. le directeur *Zangger*, membre du conseil national suisse.

Secrétaires :

Mr. le docteur *François Müller*, professeur autrichien.

„ le docteur *Wehenkel*, professeur belge.

Mr. le docteur *Bruckmüller*, professeur autrichien.

„ *Bouley*, membre de l'institut et inspecteur général des écoles vétérinaires en France.

„ le docteur *Capsa*, directeur général roumain.

„ *Dahrenstädt*, conseiller intime prussien.

„ le docteur *Ercolani*, professeur italien.

„ le docteur *Jankovics*, directeur serbe.

„ le professeur *Mina*, de Klausenbourg.

„ le docteur *Perosino*, professeur italien.

„ le directeur *Probstmayer* de Munich.

Les séances du comité des mesures préventives ont eu lieu le 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26 et 27, celles du comité des mesures répressives — le 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25 et 30 mars. Chaque comité a élaboré un compte rendu sur les questions dont il s'est occupé et les secrétaires des deux comités ont été chargés du rôle de rapporteurs pour les séances plénières.



SECONDE SÉANCE PLÉNIÈRE

(2 avril 1872.)

Président: Son Excellence le Chevalier de Chlumecy Ministre I. et R. de l'agriculture.

Présents: tous les délégués.

La séance est ouverte à 10 heures.

On procède à la lecture du texte allemand du procès verbal de la séance générale du 16 mars ; ce procès verbal est adopté. Ensuite on fait la lecture en français de la partie de ce procès verbal, relative à la manière de voter dans l'assemblée générale et on déclare, que le texte français du procès verbal en question n'étant pas encore rédigé, on se réserve d'en donner lecture prochainement.

Le rapporteur du comité des mesures préventives le docteur Charles Müller fait rapport sur les questions 1 à 7 que le premier comité a considérées comme formant un groupe de questions connexes et résume les propositions et les décisions prises à ce sujet qui sont les suivantes :

1 Il n'y a pas de preuves positives et concluantes que la peste bovine ne se développe spontanément que dans les territoires asiatiques de la Russie.

2 Les mesures que la Russie a prises jusqu'à cette heure pour prévenir et réprimer la peste bovine ne peuvent pas être considérées comme suffisantes pour atteindre maintenant le but indiqué dans la question N^o 3, mais le gouvernement de ce pays est disposé à multiplier sur la frontière occidentale les stations d'observation pour les troupeaux en marche, à la condition qu'il soit affranchi des grandes difficultés que les quarantaines établies par les pays voisins apportent au commerce international de bétail.

3 Eu égard à la situation actuelle des communications en Russie, il est indispensable pour les relations commerciales que les transports de bétail puissent continuer à se faire en partie par voie de terre.

4 Les stations d'observation rempliront le même but à l'égard des troupeaux en marche que l'accompagnement de ceux-ci par des médecins vétérinaires ; cependant il serait possible de pren-

dre cette mesure depuis la dernière station d'observation jusqu'à la frontière.

5 Les certificats de santé et d'origine en général, quel que soit le pays où ils sont délivrés, ne méritent pas une confiance complète et sans réserve.

6 Relativement aux mesures prises en Russie en cas où la peste bovine éclate dans un troupeau en marche, on abat au fur et à mesure toutes les bêtes malades, en laissant les autres continuer leur route et, si le transport a lieu par chemin de fer, on abat toutes les bêtes malades et l'on conduit les autres dans les grandes villes les plus proches pour être livrées immédiatement à la consommation.

L'abattage des animaux suspects pourra se faire quand les assurances mutuelles obligatoires pour le bétail seront plus développées en Russie.

7 Il doit être absolument interdit de laisser franchir la frontière occidentale de la Russie par un troupeau infecté qui aura été traité comme il est dit ci-dessus.

Le conseiller d'état Ravitsch fait remarquer relativement à la décision Nro. 7 du comité des mesures préventives, que la Russie aura bientôt entrepris des mesures qui seront suffisantes pour garantir les états voisins contre l'introduction de la peste bovine: il sera procédé non seulement à l'organisation des stations d'observation dont il est question sous les Nos 2 et 4, mais en outre à la formation des sociétés d'assurance mutuelle, dont on se promet des résultats avantageux; de sorte que la réprobation conçue implicitement dans les décisions du comité ne sera bientôt plus applicable à la Russie.

Le professeur Charles Müller répond, que la déclaration de Mr. Ravitsch n'a pour objet que l'avenir, tandis que la conférence ne doit se préoccuper que de l'état actuel des choses.

L'inspecteur général Leclerc est d'avis, que les stations d'observation étant la seule mesure importante que la Russie s'engage à entreprendre à l'avenir pour garantir les autres états contre l'introduction de la peste bovine, il serait opportun de demander aux représentants de la Russie des informations plus précises sur l'organisation de ces instituts.

L'inspecteur général Bouley croit que ces stations d'observation ne sont rien autre que des quarantaines intérieures.

L'inspecteur général Leclerc déclare que, la Russie s'étant prononcée dans le comité contre les quarantaines, il ne peut pas admettre, qu'elle organisera ses stations d'observation d'après ce modèle, qu'il desire des informations précises sur ce sujet et qu'à défaut de celles-ci il est décidé à s'asso-

cier à la proposition de monsieur Charles Müller qui demande l'interdiction absolue de l'importation du bétail russe dans l'Europe occidentale.

Le conseiller d'état Ravitsch déclare que ces stations d'observation ont pour but de soumettre les troupeaux, durant leur trajet de 20—25 jours jusqu'à la frontière, à une inspection sanitaire et une observation de quelques jours dans plusieurs endroits situés à quelque distance l'un de l'autre, de manière que les troupeaux seraient observés pendant un laps de temps plus prolongé que la période d'incubation.

Le professeur Charles Müller fait remarquer que ces stations d'observation ne seraient à proprement parler qu'une quarantaine que les bestiaux auraient à subir durant la marche, or cette espèce de quarantaine ne présente pas le degré suffisant de sûreté, car les stations seront éloignées de plusieurs jours de marche l'une de l'autre et les premiers symptômes de la maladie se manifestent chez les bestiaux de la race des steppes si légèrement, qu'il pourra facilement arriver que des troupeaux infectés passeront les stations d'observation, sans qu'elles aient trahi un germe de la peste; de sorte que ces stations d'observation pourraient devenir des foyers de propagation du fléau.

Le conseiller intime Dahrenstaedt demande quelles sont les instructions servant de base à l'organisation de ces stations d'observation.

Le conseiller d'état Ravitsch répond que de telles instructions n'existent pas encore, car les stations d'observation ne pourront être organisées définitivement qu'après que les quarantaines existant contre la Russie auront été supprimées. Mais du moment qu'il sera décidé de remplacer les quarantaines par des stations d'observation la Russie fera tout son possible pour donner à ces instituts une organisation de nature à présenter pour l'Europe occidentale une sécurité parfaite.

Le conseiller Zlamal est d'avis que cette controverse est parfaitement oiseuse, parcequ'il y a seulement promesse d'une part et méfiance de l'autre; les états menacés tiennent à se procurer par leurs propres organes la conviction que les troupeaux destinés à l'importation ne sont pas infectés, par conséquent il n'y a pas lieu de se préoccuper des stations d'observation qui ne sont qu'une mesure interne de la Russie, mais il faudrait plutôt examiner par quels moyens les autres états pourraient se convaincre que les troupeaux venant de la Russie ne sont pas infectés.

Le conseiller de gouvernement Röhl est d'avis que la Russie ne parviendra à organiser ses mesures de précaution qu'à la suite d'une expérience prolongée, de sorte que la conférence doit se borner à déclarer, conformément à la dé-

cision du comité, que dès que la Russie aura offert les garanties suffisantes, les autres états européens apporteront au commerce les soulagements énoncés dans les articles 9-13.

Les représentants de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Angleterre présentent une motion ayant pour but l'interdiction de l'importation des ruminants venant de la Russie, aussi longtemps que cette puissance n'aura pas offert des garanties reconnues comme suffisantes par les autres gouvernements.

La discussion de cette motion est renvoyée à l'article 14.

On vote sur les articles 1 à 7.

L'article 1 est adopté à l'unanimité d'après la proposition du comité.

La décision prise par rapport à la question N^o 1 est donc la suivante:

„Il n'y a pas de preuves positives et concluantes que la peste bovine ne se développe spontanément que dans les territoires asiatiques de la Russie.

Par rapport à l'article 2 Mr. Bouley fait remarquer, qu'il suffirait de voter sur le premier alinéa, vu que le second n'est pas une réponse à une question posée mais un complément qui doit trouver sa place dans le procès verbal et non parmi les décisions de la conférence.

L'inspecteur général Leclerc partage cet avis.

Le conseiller de ministère Ulrich remarque que la divergence d'opinions résulte de ce que le texte français de la décision prise par rapport à la question N^o 2 n'est pas conforme au texte allemand.

Le conseiller Zlamal propose de constater simplement la disposition de la Russie à entreprendre les mesures nécessaires, sans énumérer ces mesures.

L'inspecteur général Leclerc formule en français cette proposition.

Le conseiller intime Dahrenstaedt appuie la proposition de Mr. Bouley, de supprimer le second alinéa relatif aux engagements de la Russie.

On vote sur l'article 2; le premier alinéa est adopté à l'unanimité; au second alinéa les représentants de tous les gouvernements, excepté celui de l'Allemagne, se prononcent pour la rédaction de Mrs. Zlamal et Leclerc. Le représentant de la Grande-Bretagne s'abstient de vote.

La réponse à la question N^o 2 est donc la suivante:

Conformément au vote de l'Allemagne:

„Les mesures que la Russie a prises jusqu'à cette heure pour prévenir et réprimer la peste bovine ne peuvent pas être considérées comme suffisantes pour atteindre maintenant le but indiqué dans la question N^o 2.“

Conformément au vote de tous les états excepté l'Allemagne et la Grande-Bretagne:

„Les mesures que la Russie a prises jusqu'à cette heure pour prévenir et réprimer la peste bovine ne peuvent pas être considérées comme suffisantes pour atteindre maintenant le but indiqué dans la question N^o 2. Le gouvernement russe a cependant déclaré par l'entremise de ses délégués qu'il est prêt à entreprendre les mesures nécessaires à cet effet.“

Les représentants de la Russie déclarent qu'ils tiennent particulièrement à ce qu'il soit exprimé dans le procès verbal que le premier comité a reconnu la disposition du gouvernement russe à entreprendre les mesures en question.

On passe à l'article 3.

Mr. Zangger propose d'ajouter à la décision du comité ce qui suit: le transport par chemin de fer des bestiaux destinés à l'exportation rendrait leur surveillance plus facile.

On procède au vote sur l'article 3. La rédaction proposée par le comité est adoptée à l'unanimité, le complément de Mr. Zangger par les représentants de tous les états à l'exception de l'Autriche-Hongrie.

La réponse à la question N^o 3 est donc la suivante:

Conformément au vote de l'Autriche-Hongrie:

„Eu égard à la situation actuelle des communications en Russie, il est indispensable pour les relations commerciales que les transports de bétail puissent continuer à se faire en partie par voie de terre.“

Conformément au vote de tous les autres états:

„Eu égard à la situation actuelle des communications en Russie, il est indispensable pour les relations commerciales que les transports de bétail puissent continuer à se faire en partie par voie de terre. Le transport par chemin de fer exclusivement faciliterait cependant la surveillance des bestiaux destinés à l'exportation.“

Par rapport à la question N^o 4 le professeur Wehenkel remarque que l'inspection dans les stations d'observation n'a pas la même valeur que l'accompagnement des troupeaux par un vétérinaire.

Le conseiller intime Dahrenstaedt propose de ne point faire mention des stations d'observation et de rédiger la décision de la manière suivante: „L'accompagnement des troupeaux par un vétérinaire est désirable.“

L'inspecteur général Leclerc fait observer que la question N^o 4 du questionnaire ne peut être répondue que négativement et que la rédaction proposée par le comité n'est pas une réponse, mais une information; il-y-aurait donc lieu à répondre tout simplement „non“ à la question N^o 4.

Le conseiller intime Dahrenstaedt est aussi d'avis que les déclarations du gouvernement russe par rapport aux stations d'observation devraient trouver leur place dans le procès verbal et non dans la réponse à la question N^o 4.

Le conseiller Zlamal parle dans le même sens.

Le professeur Charles Müller et l'inspecteur général Leclerc formulent la réponse à l'article ainsi qu'il suit: „il résulte des déclarations des délégués russes que l'accompagnement des troupeaux venant de la Russie par des vétérinaires est impossible.

Cette rédaction est adoptée par l'assemblée.

La réponse unanime à la question N^o 4 est donc la suivante:

„Il résulte des déclarations des délégués russes que l'accompagnement des troupeaux en marche par des vétérinaires est impossible en Russie.“

Les représentants de la Russie désirent qu'il soit fait mention dans le procès verbal de ce que la Russie s'est déclarée prête, soit à organiser des stations d'observation qui rendraient l'accompagnement des troupeaux par des vétérinaires inutile, soit à ordonner un tel accompagnement à partir de la dernière station d'observation jusqu'à la frontière.

On passe à la question N^o 5.

Le conseiller Röhl croit que cette réponse du premier comité se trouve en contradiction avec celle qui a été donnée par le second comité par rapport à l'article 60 lit. f; attendu que cette dernière s'occupe des conditions auxquelles les certificats de provenance doivent répondre, ce qui conduit nécessairement à la conclusion que le second comité ne refuse pas un certain degré de confiance à ces certificats.

Messieurs Dahrenstaedt, Leclerc, Bouley et Wchenkel ne voient pas de contradiction, car si le comité refuse une confiance complète aux certificats, il n'est pas dit par là que ces documents ne peuvent pas avoir une valeur relative s'ils répondent aux conditions fixées dans l'article 60.

Mr. Hugo fait remarquer que, dans le commerce international on ajoute une confiance complète à de pareils certificats.

Mr. Leclerc ajoute que le second comité a cru devoir admettre des certificats pour les produits bruts et pour le transport par voie de mer, par conséquent il n'y a pas de raisons pour que les certificats ayant pour objet les animaux vivants aient moins de valeur.

Le professeur Charles Müller observe qu'il n'a pas été décidé que les certificats de provenance, ayant pour objet le transport par voie de mer et les produits bruts, méritent une confiance absolue, et déclare que l'analogie que fait valoir Mr. Hugo n'existe pas, attendu qu'il n'est pas aussi facile de changer le contenu des colis que de substituer une pièce de bétail à une autre pendant le transport du troupeau. La rédaction

proposée par le comité, loin d'impliquer un soupçon quelconque, constate seulement que les certificats en question ne sauraient, malgré la bonne foi de l'autorité qui les livre, inspirer une confiance absolue.

Mr. Röhl propose, de concert avec messieurs François Müller et Ravitsch, d'ajouter à la décision prise par le comité par rapport à la question N^o 5 les mots suivants: „les conditions sous lesquelles il sera prêté foi aux certificats de provenance sont précisées à l'article 60 lit. f.

On vote sur l'article 5; les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de l'Italie, de la Roumanie, de la Serbie, de la Suisse et de la Turquie se prononcent pour la rédaction du comité, après quoi le complément proposé par Mr. Röhl est adopté par tous les membres, sauf les délégués de l'Allemagne et de la Hongrie.

La réponse à la question N^o 5 est donc la suivante:

Conformément au vote de l'Allemagne et de la Hongrie:

„Les certificats de santé et d'origine en général, quel que soit le pays où ils sont délivrés, ne méritent pas une confiance complète et sans réserve.“

Conformément au vote de tous les autres:

„Les certificats de santé et d'origine en général, quel que soit le pays où ils sont délivrés, ne méritent pas une confiance complète et sans réserve. Les conditions sous lesquelles, dans les cas particuliers, il pourra être prêté foi aux certificats de provenance sont précisées par l'article 60.“

On aborde la question N^o 6.

Le rapporteur Mr. Charles Müller déclare qu'il suffit de donner une réponse très brève conçue dans les termes suivants: „les cas énoncés sous les littéras a, c et d sont résolus négativement, celui du littéra b affirmativement.

L'inspecteur général Bouley pense qu'il suffit de s'en rapporter sur ce point à la décision qui a été prise par le comité des mesures répressives à l'occasion des questions N^o 48 et 50.

Le docteur Wehenkel pense, en conformité avec l'opinion de Mr. Müller, qu'il suffit de répondre „oui“ au littéra b et „non“ à tous les autres littéras.

Le conseiller d'état Ravitsch déclare, que si la Russie est mise sur la même ligne avec les autres états par rapport au commerce de bestiaux, elle ne manquera pas d'appliquer avec la plus grande rigueur toutes les mesures pratiquées dans les autres pays et que, dans ce cas, les représentants de la Russie seraient d'accord avec messieurs Müller et Wehenkel.

Le directeur Zangger croit qu'il serait préférable de dire: „la Russie sera mise sur la même ligne avec les autres états dès qu'elle aura mis en exécution les mesures en question.“

proposée par le comité, joint d'insérer un sous-
paragraphe, relatif seulement aux certificats
en question ne seraient pas soumis à la même loi de
l'autorité que les livres, insérer une clause
absolue.

Mr. Rühl propose de concert avec messieurs
François Müller et Hartwich, d'ajouter à la
déclaration prise par le comité par rapport à la
question N° 5 les mots suivants: "Les conditions
sous lesquelles il sera prêté les certificats de
provenance sont précisées à l'article 60."

On vote sur l'article 60. Les représentants de
l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de
l'Italie, de la Roumanie, de la Serbie, de la Suisse
et de la Turquie se prononcent pour la rédaction
proposée.

Les établissements d'inoculation de la
peste bovine doivent être considérés comme dan-
gereux pour la propagation de cette maladie,
malgré toutes les précautions dont ils peuvent être
entourés,

On procède au vote sur l'article N° 6:
la rédaction de Mr. Bouley „la question 6 est
résolue conformément aux décisions prises par
rapport aux N°s 48 et 50“ est adoptée par tous
les votants à l'exception des représentants de la
Hongrie.

On aborde la question N° 7.

Le rapporteur Mr. Charles Müller fait re-
marquer que du moment que la question N° 6 a
été ajournée, il faut conséquemment en agir de
même en ce qui concerne la question N° 7.

Le rapporteur donne lecture de la question
N° 8 à laquelle le comité a proposé la réponse
suivante:

Mr. Bouley propose d'adopter la rédaction
du comité avec le complément suivant:

L'expérience de 120 ans a démontré, que:

1° L'Inoculation est un moyen qu'il faut ab-
solutement répudier à tous les points de vue dans
tous les pays de l'Europe centrale et occidentale.

2° Dans les pays où la peste bovine règne à
l'état endémique, rien n'autorise à prescrire l'in-
oculation comme une mesure qui ait fait ses preu-
ves, au point de vue de ses avantages écono-
miques.

La solution proposée par le comité est adop-
tée à l'unanimité et le complément de Mr. Bou-
ley par tous les votants sauf les représentants de la
Hongrie.

La réponse à la question N° 8 est donc la suivante:

Conformément au vote de la Hongrie:

„Les établissements d'inoculation de la peste bovine doivent être considérés comme dangereux
pour la propagation de cette maladie, malgré toutes les précautions dont ils peuvent être entourés.“

Conformément au vote de tous les délégués excepté ceux de la Hongrie:

„Les établissements d'inoculation de la peste bovine doivent être considérés comme dangereux
pour la propagation de cette maladie, malgré toutes les précautions dont ils peuvent être entourés.
L'expérience de 120 ans a démontré: 1° que l'inoculation est un moyen qu'il faut absolument répudier
sous tous les points de vue dans tous les pays de l'Europe centrale et occidentale; 2° que dans les
pays où la peste bovine règne à l'état endémique, rien n'autorise à prescrire l'inoculation comme
une mesure qui ait fait ses preuves, au point de vue de ses avantages économiques.“

On aborde les questions qui ont été exami-
nées par le comité dans la supposition que la
Russie sera à même tôt ou tard d'offrir les garan-
ties dont il est question dans l'article 2.

Le comité a proposé de résoudre la question N^o 9 comme suit :

Comme la peste bovine est une maladie qui est indépendante de la race et qui ne se développe pas spontanément en dehors de son pays d'origine, il n'y a aucun motif de prendre des mesures spéciales de précaution à l'égard des animaux des steppes. Ils peuvent être importés sans inconvénient, comme le bétail des autres races, du moment où les garanties dont il est question au N^o 2 seront obtenues, de manière à ce qu'il n'arrive que des animaux sains à la frontière russe.

L'inspecteur général Leclerc propose de remplacer la phrase „qui ne se développe pas spontanément en dehors de son pays d'origine“ par celle-ci „qui pour l'Europe ne se développe pas spontanément en dehors de la Russie.“ Il croit ce changement indispensable en égard à la réponse faite sur la première question.

Après une discussion de quelque étendue on en vient aux voix : l'Autriche, la Russie et la Suisse se prononcent pour la rédaction du comité et tous les autres états pour celle de Mr. Leclerc.

La question N^o 9 est donc résolue comme suit :

Conformément au vote de l'Autriche, de la Russie et de la Suisse :

„Comme la peste bovine est une maladie qui est indépendante de la race et qui ne se développe pas spontanément en dehors de son pays d'origine, il n'y a aucun motif de prendre des mesures spéciales de précaution à l'égard des animaux des steppes. Ils peuvent être importés sans inconvénient, comme le bétail des autres races, du moment où les garanties dont il est question au N^o 2 seront obtenues, de manière à ce qu'il n'arrive que des animaux sains à la frontière russe.“

Conformément au vote de tous les autres délégués :

„Comme la peste bovine est une maladie qui pour l'Europe ne se développe pas spontanément en dehors de la Russie il n'y a aucun motif de prendre des mesures spéciales de précaution à l'égard des animaux des steppes. Ils peuvent être importés sans inconvénient, comme le bétail des autres races, du moment où les garanties dont il est question au N^o 2 seront obtenues, de manière à ce qu'il n'arrive que des animaux sains à la frontière russe.“

La réponse proposée par le comité par rapport à la question N^o 10 est la suivante :

L'importation du bétail des steppes, sous réserve des garanties indiquées au N^o 2, ne doit être permise en général que par des points désignés de la frontière, où il sera possible d'expédier les animaux par chemin de fer avec chargement direct jusqu'aux lieux de destination. Seront seulement exceptées de cette règle les bêtes bovines que les établissements industriels de la Galicie orientale doivent importer de la Russie.

En ce qui concerne l'importation des bêtes bovines de Russie par voie de mer, les dispositions des règlements sanitaires maritimes paraissent

suffisantes pour prévenir la propagation de la peste bovine par cette voie.

Le rapporteur fait observer que la peste bovine qui a éclaté en Angleterre en 1864 y-a été introduite par voie de mer.

Le directeur Probstmayer désire qu'on substitue l'expression „ruminants“ ou du moins „bêtes à cornes“ à l'expression „bétail des steppes“ et que l'exception faite par le comité en faveur de la Galicie n'ait pas lieu, attendu que toute exception est une atteinte portée à la règle générale.

Le conseiller Röhl expose les motifs qui ont déterminés le comité à faire une exception en faveur de la Galicie et appuie particulièrement sur les pertes considérables qu'aurait à subir l'agriculture de cette province si elle était privée des fumiers produits par le bétail engraisé dans ses nombreuses distilleries, qui ne pourront pendant une série d'années à venir s'approvisionner d'autre bestiaux que de ceux des pays orientaux.

Le conseiller Zlamal se prononce dans le même sens.

Mr. Dahrenstaedt propose de formuler le premier alinéa comme il suit: „l'importation de bétail russe destiné à la boucherie ne peut avoir lieu que par certains points d'entrée, où il sera chargé dans les waggons et transporté directement au lieu de sa destination. Sont exceptés de cette règle les boeufs importés directement de la Russie pour être engraisés dans les distilleries.

Mr. Leclerc observe que les employés ne seront que rarement à même de discerner entre le bétail destiné à l'engraissement et celui de boucherie.

Mr. Röhl fait observer que le bétail de boucherie provient ordinairement des établissements d'engraissement où la peste bovine ne se produit que rarement, tandis que le bétail destiné à l'engraissement est bien plus susceptible de propager cette maladie; il ne serait donc pas logique de permettre que le bétail plus dangereux soit transporté à volonté non seulement en Galicie mais jusque dans les pays les plus éloignés de l'Europe occidentale, tandis qu'il est décidé que le bétail moins dangereux, celui de boucherie, ne peut être transporté que par chemins de fer. Par conséquent Mr. Röhl se prononce contre la généralisation proposée par Mr. Dahrenstaedt et désire que l'exception ne soit faite qu'en faveur de la Galicie.

Mr. Zangger propose de substituer aux mots „Galicie orientale“ l'expression „les territoires avoisinant la Russie.“

Le vote a donné les résultats suivants: le premier alinéa, jusqu'à l'exception en faveur de la Galicie, est adopté par tous les votants d'après la rédaction du comité, sauf que l'expression „bêtes à cornes“ est substituée aux mots „bétail des

steppes." Quant à l'exception en faveur de la Galicie, les représentants de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de la France, de l'Italie, de la Serbie et de la Suisse se déclarent pour la rédaction du comité et le représentant de la Grande-Bretagne s'abstient de vote. Les représentants de l'Allemagne, de la Roumanie, de la Russie et de la Turquie se prononcent pour la généralisation de la concession faite en faveur de la Galicie.

Le dernier alinéa de l'article 10, relatif aux transports par voie de mer est adopté dans les termes proposés par le comité.

La question N^{ro} 10 est donc repondue comme suit:

Conformément au vote de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de la France, de l'Italie, de la Serbie et de la Suisse:

„L'importation de bêtes à cornes, sous réserve des garanties indiquées au N^{ro} 2 ne doit être permise en général que par des points désignés de la frontière, où il sera possible d'expédier les animaux par chemin de fer avec chargement direct jusqu'aux lieux de destination. Seront seulement exceptées de cette règle les bêtes bovines que les établissements industriels de la Galicie orientale doivent importer de la Russie.

En ce qui concerne l'importation de bêtes bovines de Russie par voie de mer, les dispositions des règlements sanitaires maritimes paraissent suffisantes pour prévenir la propagation de la peste bovine par cette voie.“

Conformément au vote de l'Allemagne, de la Roumanie, de la Russie et de la Turquie:

„L'importation de bêtes à cornes, sous réserve des garanties indiquées au N^{ro} 2 ne doit être permise en général que par des points désignés de la frontière, où il sera possible d'expédier les animaux par chemin de fer avec chargement direct jusqu'au lieu de destination. Seront seulement exceptées de cette règle les bêtes bovines que les établissements industriels doivent importer de la Russie.

En ce qui concerne l'importation de bêtes bovines de Russie par voie de mer, les dispositions des règlements sanitaires maritimes paraissent suffisantes pour prévenir la propagation de la peste bovine par cette voie.“

Proposition du comité par rapport à la question N^{ro} 11:

Lorsque les garanties indiquées au Nr. 2 seront complètement fournies, il y aura lieu de permettre, sans quarantaine ni désinfection, le chargement immédiat des troupeaux de bêtes bovines à importer, sur les waggon des chemins de fer aboutissant aux endroits qui seront désignés pour l'entrée du bétail.

Les troupeaux importés, de même que les personnes et les objets qui les auront accompagnés, ne pourront pas être mis en contact avec le bétail indigène.

Les bêtes bovines importées par voie de terre dans la Galicie orientale devront être soumises à une quarantaine dans les établissements industriels où elles seront conduites.

Mr. Dahrenstaedt désire ici encore que la concession faite en faveur de la Galicie soit étendue à tous les établissements d'engraissement.

Mr. Leclerc désire que l'interdiction de tout contact des bêtes introduites et des personnes qui les auront accompagnées avec les animaux

indigènes soit limitée à un espace de temps déterminé.

Mr. Röhl déclare qu'il n'y a point de doute que dans la réponse en question il ne s'agit que du contact pendant le chargement.

Le second alinéa est adopté dans les termes suivants: „ces bestiaux ainsi que les personnes et les objets qui auront été en contact avec eux durant le transport, ne pourront pas pendant le chargement être mis en contact avec les animaux indigènes.

Dans l'alinéa 3 on supprime les mots „dans la Galicie orientale.“

La conférence adopte la réponse du comité à la question N^o 11 avec les modifications ci-dessus énoncées et supprime les questions N^o 12 et 13.

Les questions N^{os} 11, 12 et 13 sont donc résolues de la manière suivante:

Lorsque les garanties indiquées au N^o 2 seront complètement fournies, il y aura lieu de permettre, sans quarantaine ni désinfection, le chargement immédiat des troupeaux de bêtes bovines à importer, sur les waggons des chemins de fer aboutissant aux endroits qui seront désignés pour l'entrée du bétail.

Ces bestiaux ainsi que les personnes et les objets, qui auront été en contact avec eux durant le transport, ne pourront pas pendant le chargement être mis en contact avec les animaux indigènes.

Les bêtes bovines importées par voie de terre devront être soumises à une quarantaine dans les établissements industriels où elles seront conduites.

La séance est levée à 2 heures 50 minutes.

Proposition du comité par rapport à la question N^o 11:

Les bêtes bovines importées par voie de terre devront être soumises à une quarantaine dans les établissements industriels où elles seront conduites.

Mr. Röhl déclare qu'il n'y a point de doute que dans la réponse en question il ne s'agit que du contact pendant le chargement.

TROISIÈME SÉANCE PLENIÈRE

(3 avril 1872.)

Président: Le chevalier Jean de Chlumetzky, ministre Imp. et Roy. de l'agriculture.

Viceprésident: Le directeur Röll, conseiller du gouvernement autrichien.

Présents: Tous les membres de la conférence.

La séance est ouverte à 10 heures du matin.

On donne lecture en allemand du procès verbal de la dernière séance générale, qui est adopté. Le procès verbal français est mis en circulation pour être vérifié.

Le rapporteur Mr. Charles Müller aborde les questions 14—27 relatives aux mesures de précaution qui doivent être entreprises ou maintenues jusqu'au moment où la Russie aura donné les garanties suffisantes contre la propagation de la peste bovine. Ces mesures se divisent en 4 groupes, dont le premier comprend les questions 14—19 et a pour objet l'importation du bétail; le second comprend les questions 20 et 21 et a pour objet l'importation des autres ruminants; le troisième comprend les questions 22—25 et a pour objet l'importation des produits animaux bruts; le quatrième comprend les questions 26 et 27 et a pour objet le foin, la paille et les autres matières du même genre.

Le rapporteur Mr. Charles Müller fait remarquer relativement au premier groupe que la minorité du comité s'est prononcée pour la prohibition de l'importation, tandis que la majorité a considéré cette mesure comme désirable, mais impossible par égard aux circonstances actuelles

Le comité a proposé de résoudre la question N^o 14 comme suit:

Aussi longtemps que la Russie ne sera pas à même de donner des garanties suffisantes qu'il ne soit exporté dans les pays occidentaux que des troupeaux sains de bêtes bovines, l'interdiction absolue de l'entrée du bétail des steppes

- a) sera désirable (l'Allemagne et la Belgique la considèrent nécessaire),
- b) l'opportunité de cette mesure au point de vue de l'économie nationale dépend essentiellement des circonstances particulières dans lesquelles se trouvent les différents pays;
- c) la même décision est prise relativement à ce littéra.

- d) la possibilité de maintenir la prohibition en cas de guerre est entièrement subordonnée aux circonstances;
- e) l'interdiction absolue augmentera le danger que la peste bovine soit importée par contrebande.

Cette décision de la majorité du comité se trouve en opposition directe avec la motion des représentants de l'Allemagne, de la Belgique et de la Grande-Bretagne proposée pendant la discussion sur les articles 1--7 et ajournée à l'article 14. Cette motion est la suivante:

„Considérant que la peste bovine ne se développe pas spontanément en dehors de la Russie et ne peut être introduite directement ou indirectement que de ce pays dans l'Europe occidentale;

considérant que les mesures entreprises par la Russie contre la peste bovine ne sont pas pour le moment suffisantes;

considérant que les stations d'observation n'existent pas encore en nombre suffisant et que les résultats n'ont pas encore prouvé leur efficacité;

les sous-signés proposent que l'importation des ruminants russes dans les autres états européens soit absolument interdite, aussi longtemps que la Russie n'aura pas offert les garanties suffisantes.“

Le secrétaire de ministère Mr. Grosz prend la parole pour dire que les rapporteurs ont évidemment le devoir de défendre l'opinion de la majorité, fut-elle même contraire à leur avis personnel, tandis que messieurs les rapporteurs du comité des mesures préventives font exactement l'opposé, en proposant à l'assemblée générale une mesure rejetée par la majorité de leur comité.

Le rapporteur Mr. Charles Müller répond qu'il a fait un exposé des motifs que la majorité et la minorité ont fait valoir dans le comité.

Le conseiller intime, Dahrenstaedt, fait observer que le rapporteur a le devoir d'exposer toutes les opinions mais que, d'après les principes adoptés par la conférence, il doit subordonner son vote aux intentions de son gouvernement.

Le professeur Bruckmüller désire faire envisager les questions en discussion, non seulement au point de vue sanitaire, mais encore à celui des intérêts économiques et croit que la prohibition absolue serait accompagnée de suites les plus fâcheuses au point de vue économique, sans que l'on puisse espérer l'extinction complète de la peste bovine, car elle serait introduite par la contrebande qui ne manquerait pas de se développer aux frontières. La grande importance économique de cette question a fait plus d'une fois perdre de vue l'intérêt sanitaire, par exemple la Grande-

Bretagne, malgré les ravages qui y ont été opérés par la peste bovine, n'a pas jugé opportun de prohiber l'importation de bétail et s'est contenté de certaines mesures de précaution; la Bavière où l'importation du bétail autrichien a été absolument prohibée s'est trouvée néanmoins dans la nécessité de faire une exception en faveur du bétail gris provenant du Tyrol et du Vorarlberg, attendu qu'une partie de la Bavière possède aussi du bétail de la race grise.

(Son Excellence le ministre de l'agriculture se retire et laisse sa place au conseiller Röhl, élu Vice-président par une majorité de 16 voix.)

L'inspecteur général Bouley demande que la discussion ne se prolonge pas plus longtemps, parceque la plupart des membres de la conférence s'accordent à reconnaître qu'il y a impossibilité matérielle d'empêcher, par des moyens quelconques le bétail russe de franchir la frontière occidentale de ce pays. En interdisant l'importation régulière, on n'arrivera qu'à augmenter l'introduction par voie de contrebande, qui est la plus dangereuse au point de vue sanitaire.

Après une controverse de quelque durée entre le directeur Probstmayer et le professeur Bruckmüller à propos de l'ordonnance bavarroise relative aux bestiaux de la race grise, on procède au vote sur l'article 14 et l'on commence par la proposition des représentants de l'Allemagne, de la Belgique et de la Grande-Bretagne. Cette proposition est rejetée par tous les états à l'exception de ceux qui l'ont signée. Ensuite on soumet aux voix les littéras consécutifs de la solution proposée par le comité relativement à l'article 14.

Au littéra *a* les représentants de l'Autriche, de la Hongrie, de la Belgique et de la Grande-Bretagne déclarent, conformément à la décision du comité, que la prohibition absolue de l'importation du bétail russe serait désirable; tandis que les représentants de la France, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, de la Suisse et de la Turquie considèrent cette prohibition comme n'étant pas même désirable. Les représentants de l'Allemagne s'abstiennent de voter.

Les littéras *b*, *c* et *d* sont adoptés à l'unanimité.

Au littéra *e* Mr. Dahrenstaedt propose une rédaction opposée, conçue dans les termes suivants:

„En cas d'interdiction, le danger que la peste bovine soit importée par contrebande n'est pas plus grand qu'en cas des quarantaines.“

L'inspecteur général Bouley est d'avis que le danger est beaucoup plus grand en cas d'interdiction.

Le professeur Wehenkel ne partage pas l'opinion de Mr. Dahrenstaedt et reconnaît que le danger de la contrebande serait augmenté par la prohibition, mais cette considération ne lui paraît pas suffisante pour contrebalancer les in-

convénients bien plus graves encore qu'amènerait la libre importation du bétail russe, aussi il reste fidèle au système de prohibition.

Le directeur Zangger fait remarquer qu'il est constaté que la contrebande se développe en proportion directe avec l'augmentation des droits de douane et que par conséquent le système de prohibition appliqué au commerce de bestiaux ne saurait produire que les mêmes résultats.

Le directeur Seifmann fait observer que la contrebande, à laquelle le système de prohibition donnerait lieu, serait d'autant plus dangereuse, qu'elle prendrait de préférence pour objet le bétail suspect, comme étant celui qui coûte le moins et dont la perte n'est pas conséquent moins pénible en cas de saisie.

On procède au vote, qui a pour objet non seulement la solution proposée par le comité et la motion de Mr. Dahrenstaedt, mais en outre encore la proposition de Mr. Wehenkel d'ajouter à l'alinéa e le complément suivant: „mais ce danger serait considérablement amoindri par les mesures de précaution dont il est question à l'article 18.“

L'Autriche, la Hongrie, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suisse et la Turquie se prononcent pour la décision du comité; l'Allemagne seule appuie la proposition de Mr. Dahrenstaedt; enfin l'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne se déclarent pour la motion de Mr. Wehenkel.

La réponse à la question N° 14 est la suivante:

Conformément au vote de l'Allemagne:

„Considérant que la peste bovine ne se développe pas spontanément en dehors de la Russie et ne peut être introduite directement ou indirectement que de ce pays dans l'Europe occidentale; considérant que les mesures entreprises par la Russie contre la peste bovine ne sont pas pour le moment suffisantes;

considérant que les stations d'observation n'existent pas encore en nombre suffisant et que leurs résultats n'ont pas encore prouvé leur efficacité;

l'importation de ruminants de la Russie dans les autres pays sera absolument interdite, aussi longtemps que la Russie n'aura pas offert les garanties suffisantes.

Aussi longtemps que la Russie n'aura pas donné des garanties que ses frontières ne seront franchies que par de bestiaux sains, l'opportunité de l'interdiction absolue de toute importation de bétail russe ainsi que la possibilité de maintenir une telle interdiction à la longue et en temps de guerre dépendent des circonstances particulières dans chaque état: en cas d'interdiction le danger que la peste bovine soit importée par contrebande n'est pas plus grand qu'en cas des quarantaines.“

Conformément au vote de la Belgique:

„Considérant que la peste bovine ne se développe pas spontanément en dehors de la Russie et n'est introduite directement ou indirectement que de ce pays dans l'Europe occidentale;

considérant que les mesures entreprises par la Russie contre la peste bovine ne sont pas pour le moment suffisantes;

considérant que les stations d'observation n'existent pas encore en nombre suffisant et que les résultats n'ont pas encore prouvé leur efficacité;

a) il est désirable que l'importation de ruminants russes dans les autres états européens soit absolument interdite, aussi longtemps que la Russie n'aura pas donné des garanties suffisantes.

b) l'opportunité de cette mesure au point de vue d'économie nationale dépend des circonstances particulières, dans lesquelles se trouvent les différents pays;

- c) il en est de même, quant à la possibilité de maintenir cette mesure à la longue;
- d) la possibilité de maintenir la prohibition en cas de guerre est entièrement subordonnée aux circonstances;
- e) l'interdiction absolue augmentera le danger que la peste bovine soit importée par contrebande, mais ce danger serait considérablement amoindri, par les mesures de précaution citées à l'article 18.

Conformément au vote de l'Autriche-Hongrie:

„Aussi longtemps que la Russie n'aura pas donné des garanties que ses frontières ne seront franchies que par des bestiaux sains, la prohibition absolue de toute importation de bétail russe serait

- a) désirable;
- b) l'opportunité de cette mesure au point de vue d'économie nationale dépend des circonstances particulières, dans lesquelles se trouvent les différents pays;
- c) il en est de même, quant à la possibilité de maintenir cette mesure à la longue;
- d) la possibilité de maintenir la prohibition en cas de guerre est entièrement subordonnée aux circonstances;
- e) l'interdiction absolue augmentera le danger que la peste bovine soit importée par contrebande.

Conformément au vote de la France, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie et de la Turquie:

„Même en défaut des garanties en question de la part de la Russie, la prohibition absolue de toute importation de bétail russe

- a) ne serait pas désirable;
- b) l'opportunité de cette mesure au point de vue d'économie nationale dépend des circonstances particulières, dans lesquelles se trouvent les différents pays;
- c) il en est de même, quant à la possibilité de maintenir cette mesure à la longue;
- d) la possibilité de maintenir la prohibition en cas de guerre est entièrement subordonnée aux circonstances;
- e) l'interdiction absolue augmentera le danger que la peste bovine soit importée par contrebande.

Conformément au vote de la Grande Bretagne:

Aussi longtemps que la Russie n'aura pas donné des garanties que ses frontières ne seront franchies que par des bestiaux sains, la prohibition absolue de toute importation de bétail russe serait

- a) désirable;
- b) l'opportunité de cette mesure au point de vue d'économie nationale dépend des circonstances particulières, dans lesquelles se trouvent les différents pays;
- c) il en est de même, quant à la possibilité de maintenir cette mesure à la longue;
- d) la possibilité de maintenir la prohibition en cas de guerre est entièrement subordonnée aux circonstances;
- e) l'interdiction absolue augmentera le danger que la peste bovine soit importée par contrebande, mais ce danger serait considérablement amoindri par les mesures de précaution citées à l'article 18.

Le comité a proposé de répondre à la question N° 15 de la manière suivante:

Les quarantaines doivent être maintenues en Autriche du côté de la frontière de Russie, aussi longtemps que le dernier pays n'aura pas donné des garanties suffisantes, conformément à la décision prise sur la 3^{me} question.

Le rapporteur, Mr. Charles Müller, fait remarquer que la décision proposée par le comité contient une erreur de rédaction, car d'après le questionnaire il s'agit d'organiser des quarantaines et non de maintenir celles qui existent déjà.

Le vice-président Mr. Röhl est d'avis, que cette erreur n'a pas d'importance parce que si les

quarantaines existant déjà doivent être maintenues, il en résulte nécessairement que de nouvelles devront être établies partout où elles seront nécessaires.

L'inspecteur général Leclerc propose que la conférence se prononce sur la question telle qu'elle est posée dans le questionnaire et qu'elle ne se borne pas, comme le propose le comité, à voter le maintien des quarantaines en Autriche.

L'inspecteur général Bouley propose de généraliser la réponse en l'exprimant comme suit: „les quarantaines doivent être organisées vers les frontières de la Russie partout où s'opère l'importation des bestiaux dans les contrées limitrophes, aussi longtemps que ce pays n'aura pas donné les garanties, dont il est question à l'article 2.“

Mr. Ravitsch appuie cette proposition.

Mr. Dahrenstaedt déclare, que l'Allemagne ne consentira jamais à organiser des quarantaines dans ses états, mais elle n'a rien de contraire à ce que des instituts de ce genre soient organisés dans les autres pays.

Mr. Ulrich propose la rédaction suivante: „l'organisation des quarantaines est recommandée à tous les pays, qui n'ont pas adopté le système de prohibition absolue.“ Cette rédaction devrait contenter l'Allemagne, qui finira peut-être par abandonner son système de prohibition.

Mr. Dahrenstaedt déclare, que si même l'Allemagne abandonne jamais le système de prohibition elle n'aura pas recours à celui des quarantaines et donnera la préférence à d'autres mesures de précaution.

Mr. Zangger se prononce en faveur de la proposition de Mr. Bouley, car il s'agit évidemment des mesures qui doivent être entreprises non seulement par l'Autriche, mais par tous les états qui n'auront pas adopté le système de prohibition absolue.

On procède au vote, qui a pour objet la rédaction du comité modifiée de commun accord par la suppression des mots „en Autriche“, la proposition Leclerc-Bouley énoncée ci-dessus et la motion de Mr. Dahrenstaedt conçue dans les termes suivants: „lorsque dans un pays avoisinant la Russie, la prohibition de toute importation de bétail russe n'est considérée ni comme nécessaire, ni comme opportune, il dépend des circonstances spéciales de ce pays d'avoir recours aux quarantaines ou à un autre moyen quelconque pour se garantir contre le danger d'importation de la peste bovine.“

Tous les membres de la conférence, à l'exception des représentants de l'Allemagne, votent pour la solution du comité; l'Autriche, la Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Suisse et la Turquie se prononcent pour la proposition Leclerc-Bouley; Mr. Dahrenstaedt retire la sienne et

demande seulement qu'il soit fait mention dans le procès verbal que l'Allemagne s'est déclarée contre les quarantaines.

La question N^o 15 est donc répondue par tous les délégués, à l'exception de ceux de l'Allemagne, de la manière suivante:

Les quarantaines doivent être maintenues du côté de la Russie, ou nouvellement organisées partout où l'importation de bétail russe est permise, aussi-longtemps que la Russie n'aura pas offert les garanties, dont il est question à l'article 2.

On aborde la question N^o 16 que le comité a proposé de répondre comme suit:

Les quarantaines doivent être organisées de manière à ce que les différents troupeaux qui y arrivent soient parfaitement isolés les uns des autres et à ce qu'ils s'y trouvent dans des conditions telles que les animaux ne puissent pas y contracter des maladies ni y perdre de leur valeur.

Cette réponse du comité est adoptée à l'unanimité.

La décision de la conférence sur la question N^o 16 est donc la suivante;

„Les quarantaines doivent être organisées de manière à ce que les différents troupeaux qui y arrivent soient parfaitement isolés les uns des autres et à ce qu'ils s'y trouvent dans des conditions telles que les animaux ne puissent pas y contracter des maladies ni y perdre de leur valeur.

Proposition du comité par rapport à la question N^o 17:

La durée de la quarantaine doit être fixée et être la même en toute circonstance.

Cette durée doit être de 10 jours.

Le rapporteur Mr. Charles Müller fait remarquer que le premier alinéa de la proposition du comité a été adopté à l'unanimité par le comité, mais que, quant au second alinéa les opinions étaient partagées: les uns désiraient que la durée de la quarantaine soit fixée à 21 jours, les autres voulaient la voir étendue à 15 jours seulement et la majorité du comité est tombée d'accord sur la durée de 10 jours, se fondant sur l'expérience qui a démontré que la période d'incubation ne se prolonge que de 5 à 7 jours et qu'une quarantaine trop prolongée favorise le développement de la contrebande.

Mr. Bouley s'oppose à ce que la durée de la quarantaine soit étendue au delà de 10 jours. Il comprendrait l'utilité d'une prolongation si les animaux étaient introduits isolément et par unités, mais comme ils le sont par groupes plus ou moins nombreux il y a toute probabilité que sur un troupeau de cent têtes, par exemple, la période d'incubation ne sera pas le maximum chez tous les animaux qui peuvent couvrir la peste si le troupeau a été infecté en route. Les probabilités sont, au contraire, qu'il y aura des gradations dans les manifestations, depuis la période minimum jusqu'à

la période extrême. Conséquemment dans la limite de 10 jours proposée par le comité, toutes chances existent pour que l'on ait le temps de reconnaître si le troupeau est malade.

On procède au vote: le premier alinéa est adopté à l'unanimité.

Au second alinéa les représentants de l'Allemagne et de la Belgique proposent un amendement à l'effet que la durée de la quarantaine soit fixée à 21 jours. Après une discussion de quelque longueur sur cet amendement on soumet aux voix le second alinéa, qui est adopté dans la rédaction proposée par le comité par l'Autriche, la Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suisse et la Turquie, tandis que l'Allemagne et la Belgique se prononcent pour une quarantaine de 21 jours.

La réponse à la question N^{ro} 17 est donc la suivante:

Conformément au vote de l'Allemagne et de la Belgique:

„La durée de la quarantaine doit être fixée et être la même en toute circonstance. Cette durée doit être de 21 jours.“

Conformément au vote de tous les autres états:

„La durée de la quarantaine doit être fixée et être la même en toute circonstance. Cette durée doit être de 10 jours.“

On aborde la question N^{ro} 18 que le comité a proposé de résoudre comme suit:

Le comité propose comme mesure à prendre pour obvier autant que possible aux dangers de la contrebande favorisée par les quarantaines:

- 1^o une surveillance assidue sur les frontières;
- 2^o le recensement du bétail dans les districts voisins de celle-ci;
- 3^o des peines sévères contre la fraude;
- 4^o l'abandon graduel des races grises dans les districts de l'Autriche contigus à la Russie.

Le rapporteur Mr. Charles Müller fait remarquer que la contrebande n'a pas beaucoup d'importance pour l'Allemagne, grâce aux lois rigoureuses de ce pays, or l'Autriche et la Hongrie ayant déclaré qu'elles sont continuellement exposées à la contrebande, le comité a cru devoir adopter les mesures énoncées à l'article en question. Quant à l'abandon graduel des races grises cette mesure paraît avoir une efficacité toute particulière pour l'Autriche dont les districts contigus à la Russie possèdent la même race de bétail qui est répandue en Russie, à savoir la grande race grise sous laquelle on comprend en Allemagne le bétail provenant du bos primogenus et répandu dans l'Europe orientale et en Asie occidentale et non tout le bétail de couleur grise,

comme l'a supposé le professeur Bruckmüller. Là-dessus s'engage une controverse entre les professeurs Bruckmüller et Charles Müller sur ce que l'on entend par bétail gris en Allemagne.

La conférence vote sur l'article 18 qui est adoptée à l'unanimité dans la rédaction proposée par le comité.

La question N^o 18 est donc répondue comme suit:

„Les mesures à prendre pour obvier autant que possible aux dangers de la contrebande favorisée par les quarantaines sont: une surveillance assidue sur les frontières, le recensement du bétail dans les districts voisins de celle-ci, des peines sévères contre fraude, l'abandon graduel des races grises.“

Proposition du comité par rapport à la question N^o 19.

Il serait non seulement possible, mais désirable et avantageux, pour prévenir la propagation de la peste bovine, d'établir sur le territoire autrichien, aux points d'importation, de grands entrepôts de boucherie, pour l'abattage et le transport par chemin de fer de la viande des bêtes saines, à la condition que ces établissements soient placés sous la surveillance directe du gouvernement.

Le rapporteur porte à la connaissance de la conférence la proposition de Mr. Perosino, qui désire qu'on engage le gouvernement russe à organiser dans la proximité des steppes de grands établissements pour la préparation de la viande. Le comité des mesures préventives a déjà examiné cette proposition et émis l'opinion que l'organisation des tels établissements serait désirable.

Le conseiller Zlamal fait observer, qu'en conformité avec le principe adopté relativement à l'article 15 il y aurait lieu de déclarer ici encore, que l'organisation des grands entrepôts de boucherie aux points d'importation est désirable partout et non seulement en Autriche.

Le conseiller intime Dahrenstaedt se prononce contre une telle généralisation et désire que la mesure en question soit limitée à l'Autriche, car elle présenterait bien moins de sécurité si elle était appliquée ailleurs, en Russie par exemple.

L'inspecteur général Bouley fait l'observation, qu'on ne saurait empêcher la Russie d'organiser des entrepôts de boucherie sur son territoire.

Le conseiller d'état Ravitsch proteste contre l'opinion de Mr. Dahrenstaedt, qui implique le soupçon que les prescriptions de police sanitaire ne seraient pas exécutées exactement dans les entrepôts de boucherie organisés en Russie.

L'inspecteur général Leclerc fait remarquer qu'en supprimant les mots: „sur le territoire autrichien“ on donnerait à la décision un caractère

général qui satisfait à la demande de Mr. Dahrenstaedt; les entrepôts pourront être établis en Russie et si les gouvernements voisins n'y trouvent pas les garanties voulues, ils pourront en établir à leur tour.

On procède aux voix: la première partie est adoptée dans la rédaction du comité, sauf la suppression des mots „sur le territoire autrichien“. Quant à la seconde partie Mr. Ravitsch propose que ces entrepôts de boucherie soient placés sous la surveillance des commissions composées de délégués des états voisins. Le professeur François Müller craint que des telles commissions mixtes ne prêtent à des dissensions facheuses. A la votation sur la seconde partie de l'article 19, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Roumanie, la Serbie, la Suisse et la Turquie se prononcent pour la rédaction du comité, tandis que les représentants de la Russie se déclarent pour la proposition de Mr. Ravitsch.

La réponse à la question N^o 19 est donc la suivante:

Conformément au vote de la Russie:

„Il serait non seulement possible, mais désirable et avantageux, pour prévenir la propagation de la peste bovine, d'établir aux points d'importation de grands entrepôts de boucherie, pour l'abattage et le transport par chemin de fer de la viande des bêtes saines, venant de la Russie, à la condition que ces établissements soient placés sous la surveillance des commissions composées de délégués des états voisins.“

Conformément au vote des autres états:

„Il serait non seulement possible mais désirable et avantageux, pour prévenir la propagation de la peste bovine d'établir aux points d'importation de grands entrepôts de boucherie, pour l'abattage et le transport par chemin de fer de la viande des bêtes saines, venant de la Russie, à la condition que ces établissements soient placés sous la surveillance de l'état.“

Quant à la proposition de Mr. Perosino, la conférence déclare, en conformité avec l'opinion du comité des mesures préventives, que l'organisation des établissements pour la préparation des viandes serait désirable.

On aborde les questions N^o 20 et 21.

Proposition du comité par rapport à la question N^o 20.

Il n'y a pas lieu, en vue du danger de l'introduction de la peste bovine, d'interdire absolument l'importation de bêtes bovines, caprines et porcines venant de la Russie.

Le rapporteur déclare que, pour ceux qui, à l'occasion de l'article 14, se sont prononcés contre l'importation des ruminants en général, il ne peut être question ici que de cochons.

Les représentants de l'Allemagne désirent qu'il soit fait mention de cette observation dans le procès verbal, sur quoi l'article 20 est adopté par tous les délégués sauf ceux de l'Allemagne et de la Belgique.

La réponse à la question N^{ro} 20 est donc la suivante:

Conformément au vote de l'Allemagne et de la Belgique:

„Il n'y a pas lieu, en vue du danger de l'introduction de la peste bovine, d'interdire absolument l'importation de bêtes porcines venant de la Russie.

Conformément au vote de tous les autres états:

„Il n'y a pas lieu, en vue du danger de l'introduction de la peste bovine, d'interdire absolument l'importation de bêtes bovines, caprines et porcines venant de la Russie.

Proposition du comité par rapport à la question N^{ro} 21.

a. — On peut, dans des circonstances normales, permettre l'importation des pores sans conditions, mais il faut au contraire prendre à leur égard certaines précautions, lorsque la peste bovine existe dans une zone de 37 kilomètres au delà de la frontière russe ou quand les lois relatives à cet objet ordonnent que cette frontière soit complètement fermée.

L'importation des moutons et des chèvres ne peut pas être autorisée sans conditions.

b. — L'importation doit se faire exclusivement par les points de la frontière désignés à cet effet ou par ceux où existent des établissements de quarantaine.

c. — Les certificats de santé et d'origine ne peuvent pas être considérés comme suffisants pour autoriser l'importation.

d. — Les moutons et les chèvres doivent être soumis à une observation de douze heures (dans le cours d'une journée), dans un établissement de quarantaine, avant qu'ils puissent continuer leur route.

Il y aura lieu d'opérer la désinfection des pieds de ces animaux, en les faisant passer dans l'eau.

Quant aux moutons et aux chèvres importés par voie de mer, les dispositions des règlements maritimes sont considérées comme suffisantes, ainsi que cela a été admis pour les bêtes bovines.

Les littéras a, b et c de l'article 21 sont adoptés avec la modification qu'au lieu de 37 on y a mis 40 kilomètres, sur la proposition de Mr. Bouley.

Quant au littéra d Messieurs Wehenkel et Leclerc proposent en amendement, que les moutons et les chèvres venant de la Russie aient à subir une quarantaine de la même durée que celle qui est prescrite pour les bêtes bovines.

Le vote sur le premier alinéa de ce littéra donne les résultats suivants: l'Autriche, la Hon-

grie, la France, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suisse et la Turquie se déclarent pour la rédaction du comité et l'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne pour l'amendement Wehenkel-Leclerc.

Quand au second alinéa du littéra en question Mr. Bouley demande que la désinfection des pieds des moutons et des chèvres se fasse par un passage dans un lait de chaux et Mr. Marchand désire que la désinfection puisse également avoir lieu en faisant passer les animaux dans l'eau de mer.

Le vote sur le second alinéa du littéra *d* donne les résultats suivants: l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Russie et la Serbie se déclarent pour la rédaction du comité, tandis que l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Suisse et la Turquie se prononcent en faveur de la proposition Bouley-Marchand.

Le dernier alinéa du littéra *d* est adopté à l'unanimité d'après la rédaction du comité.

La réponse à la question N^o 21 est la suivante:

Conformément au vote de l'Autriche, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Russie et de la Serbie:

„On peut, dans des circonstances normales, permettre l'importation des pores sans conditions, mais il faut au contraire prendre à leur égard certaines précautions, lorsque la peste bovine existe dans une zone de 40 kilomètres au delà de la frontière russe ou quand les lois relatives à cet objet ordonnent que cette frontière soit complètement fermée.

L'importation des moutons et des chèvres de la Russie:

- a) ne doit pas être autorisée sans conditions;
- b) elle doit se faire exclusivement par les points de la frontière désignés à cet effet ou par ceux où existent des établissements de quarantaine;
- c) les certificats de santé et d'origine ne peuvent pas être considérés comme suffisants pour autoriser l'importation;
- d) les moutons et les chèvres doivent être soumis à une observation de douze heures (dans le cours d'une journée), dans un établissement de quarantaine, avant qu'ils puissent continuer leur route.

Il y aura lieu d'opérer la désinfection des pieds de ces animaux, en les faisant passer dans l'eau. Quant aux moutons et aux chèvres importés par voie de mer, les dispositions des règlements maritimes sont considérées comme suffisantes, ainsi que cela a été admis pour les bêtes bovines.

Conformément au vote de l'Allemagne, de la Belgique et de la Grande-Bretagne:

„On peut, dans des circonstances normales, permettre l'importation des pores sans conditions, mais il faut au contraire prendre à leur égard certaines précautions, lorsque la peste bovine existe dans une zone de 40 kilomètres au delà de la frontière russe ou quand les lois relatives à cet objet ordonnent que cette frontière soit complètement fermée.

L'importation des moutons et des chèvres de Russie ne peut pas être autorisée. Si néanmoins un état l'autorise

- a) elle ne peut pas être autorisée sans conditions;
- b) elle doit se faire exclusivement par les points de la frontière désignés à cet effet ou par ceux où existent des établissements de quarantaine;
- c) les certificats de santé et d'origine ne peuvent pas être considérés comme suffisants pour autoriser l'importation;
- d) les moutons et les chèvres doivent être soumis à une observation de douze heures (dans le cours d'une journée), dans un établissement de quarantaine, avant qu'ils puissent continuer leur route.

Il y aura lieu d'opérer la désinfection des pieds de ces animaux, en les faisant passer dans l'eau.

Quant aux moutons et aux chèvres importés par voie de mer, les dispositions des règlements maritimes sont considérées comme suffisantes, ainsi que cela a été admis pour les bêtes bovines."

Conformément au vote de la France, de l'Italie de la Suisse et de la Turquie:

"On peut, dans des circonstances normales, permettre l'importation des pores sans conditions, mais il faut au contraire prendre à leur égard certaines précautions, lorsque la peste bovine existe dans une zone de 40 kilomètres au delà de la frontière russe ou quand les lois relatives à cet objet ordonnent que cette frontière soit complétement fermée.

L'importation des moutons et des chèvres de Russie

- a) ne doit pas être autorisée sans conditions;
- b) elle doit se faire exclusivement par les points de la frontière désignés à cet effet ou par ceux où existent des établissements de quarantaine;
- c) les certificats de santé et d'origine ne peuvent pas être considérés comme suffisants pour autoriser l'importation;
- d) les moutons et les chèvres doivent être soumis à une observation de douze heures (dans le cours d'une journée) dans un établissement de quarantaine, avant qu'ils puissent continuer leur route.

Il y aura lieu d'opérer la désinfection des pieds de ces animaux, en les faisant passer dans un lait de chaux ou dans l'eau de mer.

Quant aux moutons et aux chèvres importés par voie de mer, les dispositions des règlements maritimes sont considérées comme suffisantes, ainsi que cela a été admis pour les bêtes bovines."

Le rapporteur Mr. Charles Müller passe aux questions Nos 22, 23 et 24 et fait remarquer que les peaux congelées n'ont pas été mises par le comité au même niveau que les peaux sèches et qu'il n'a pas été considéré comme admissible que les produits secs fussent mêlés avec les frais.

Propositions du comité par rapport aux questions Nos 22, 23 et 24:

22 On ne peut pas justifier l'interdiction absolue des matières animales brutes sèches venant de la Russie.

23 L'importation des produits animaux bruts secs venant des états voisins doit être permise, quand la peste bovine n'y existe pas. Dans le cas contraire, les lois qui règlent dans chaque pays l'importation des produits de l'espèce conserveront toute leur action.

Ces produits devront être accompagnés d'un certificat d'origine qui, sans présenter toute garantie, doit être considéré comme nécessaire dans ce cas.

24 Ce point est résolu par la décision prise sur la 23^{me} question.

Mr. Zangger demande des informations sur les peaux salées, car il sait que ces produits ne sont pas salés sur toute leur surface avec la même exactitude et devraient par conséquent être traités comme les peaux fraîches.

Mr. Probstmayer émet la même opinion et désire la suppression des peaux salées.

Messieurs Bouley, Ravitsch et Ercolani appuient sur les propriétés désinfectantes du sel.

Au vote qu'on entreprend là-dessus, l'article 22 est adopté dans la rédaction du comité et l'article 23 avec la seule modification que dans le texte français les mots „comme ayant son utilité“ sont substitués à l'expression „nécessaire“.

La réponse unanime à la question N^{ro} 22 est la suivante:

„On ne peut pas justifier l'interdiction absolue des matières animales brutes sèches venant de la Russie.“

La réponse également unanime à la question N^{ro} 23 est celle qui suit:

„L'importation des produits animaux bruts secs venant des états voisins doit être permise, quand la peste bovine n'y existe pas. Dans le cas contraire les lois qui règlent dans chaque pays l'importation des produits de l'espèce conserveront toute leur action.

Ces produits devront être accompagnés d'un certificat d'origine qui, sans présenter toute garantie, doit être considéré comme ayant son utilité dans ce cas.“

Proposition du comité par rapport à la question N^{ro} 25:

25 Les produits animaux bruts qui peuvent être importés sans désinfection préalable, sous les conditions indiquées pour la question N^{ro} 23, sont les peaux, les os, les cornes, les bouts de cornes et les onglons parfaitement secs, les intestins salés ou séchés de bêtes bovines et de moutons, le suif en tonneaux et en peaux, les poils des bêtes bovines et caprines, les soies de pores et la laine de moutons en sac.

Il en est de même en ce qui concerne les peaux salées faisant l'objet d'un commerce international.

Quand la peste bovine existe dans un gouvernement de la Russie voisin de la frontière, il y a lieu d'interdire sans exception l'importation dans les contrées voisines des peaux, des os et des intestins à l'état frais, du suif et de la viande fraîche provenant de cette région.

Quant au premier alinéa de l'article 25 les représentants de l'Autriche, de la France, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie et de la Turquie se prononcent pour la rédaction du comité et ceux de l'Allemagne, de la Belgique et de la Suisse pour la proposition Zangger-Probstmayer; le représentant de la Grande-Bretagne s'abstient de vote.

Le second alinéa de l'article 25 est adopté à l'unanimité.

La réponse à la question N^{ro} 25 est donc la suivante:

Conformément au vote de l'Autriche, de la Hongrie, de la France, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie et de la Turquie:

„Les produits animaux bruts qui peuvent être importés sans désinfection préalable, sous les conditions indiquées pour la question N^{ro} 23, sont les peaux, les os, les cornes, les bouts de cornes et les onglons parfaitement secs, les intestins salés ou séchés de bêtes bovines et de moutons, le suif en tonneaux et en peaux, les poils des bêtes bovines et caprines, les soies de pores et la laine de moutons en sac.

Il en est de même en ce qui concerne les peaux salées faisant l'objet d'un commerce international.

Quand la peste bovine existe dans un gouvernement de la Russie voisin de la frontière, il y a lieu d'interdire sans exception l'importation dans les contrées voisines des peaux, des os et des intestins à l'état frais, du suif et de la viande fraîche provenant de cette région.“

Conformément au vote de l'Allemagne, de la Belgique et de la Suisse:

„Les produits animaux bruts qui peuvent être importés sans désinfection préalable, sous les conditions indiquées pour la question N^o 23, sont les peaux, les os, les cornes, les bouts de cornes et les onglons parfaitement secs, les intestins salés ou séchés de bêtes bovines et de moutons, le suif en tonneaux et en peaux, les poils de bêtes bovines et caprines, les soies de pores et la laine de moutons en sac.

Quand la peste bovine existe dans un goavernement de la Russie voisin de la frontière, il y a lieu d'interdire sans exception l'importation dans les contrées voisines des peaux, des os et des intestins à l'état frais, du suif et de la viande fraîche provenant de cette région.“

Proposition du comité en égard à la question N^o 26:

L'importation de paille, foin, regain et autres substances semblables venant de la Russie, doit être prohibée seulement quand ces substances peuvent être considérées comme contagifères, c'est-à-dire lorsqu'elles viennent d'une région où règne la peste bovine.

Mr. Dahrenstaedt déclare qu'il approuve la décision du comité en tant que, d'après cette décision, chaque état est libre de décider dans quelles circonstances les produits en question doivent être considérés comme contagifères. L'Allemagne fera usage de cette liberté pour interdire absolument l'importation de ces produits.

Mr. Wehenkel parle dans le même sens.

Mr. Ravitsch fait observer que la Russie n'exporte que très peu de foin, paille et regain, en sorte que ce n'est pas dans l'intérêt de sa patrie qu'il demande la libre circulation de ces produits, mais bien dans l'intérêt du commerce international. Ces produits ne peuvent être exportés vu leur nature que des districts de la Russie contigus à la frontière, or on saura toujours en Autriche si la peste bovine règne immédiatement au delà de la frontière et on interdira l'importation de ces produits en ce cas, tandis que dans le cas contraire il n'y a nulle nécessité d'infliger une entrave inutile au commerce.

Mr. Hugo fait observer que l'interdiction de l'importation des produits en question serait d'autant plus impossible que beaucoup de propriétaires fonciers ont des terres d'un côté et de l'autre de la frontière austro-russe.

On procède au vote: l'Autriche, la Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suisse et la Turquie se décident pour la rédaction du comité, tandis que l'Allemagne et la Belgique se prononcent pour la proposition de Mr. Wehenkel.

La réponse à la question N^o 26 est celle qui suit:

Conformément au vote de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, de la Suisse et de la Turquie:

„L'importation de paille, foin, regain et autres substances semblables venant de Russie, doit être prohibée seulement quand ces substances peuvent être considérées comme contagieuses, c'est-à-dire lorsqu'elles viennent d'une région où règne la peste bovine.“

Conformément au vote de l'Allemagne et de la Belgique:

„L'importation de paille, foin, regain et autres substances semblables venant de Russie, doit être prohibée.“

Proposition de comité en égard à la question N^o 27.

Considérant que le déballage à la frontière serait accompagné de très grandes difficultés, il n'y a pas lieu de donner suite à cette question.

Quant à l'article 27 Messieurs Dahrenstaedt et Probstmayer désirent qu'il soit conçu dans les termes suivants: „on agira de même quant au foin, paille et regain qui auront servi à l'emballage.“

Au vote qui a lieu là-dessus, l'Autriche, la Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suisse et la Turquie se déclarent pour la rédaction du comité, tandis que l'Allemagne et la Belgique votent pour la proposition Probstmayer-Dahrenstaedt.

La réponse à la question N^o 27 est donc celle qui suit:

Conformément au vote de l'Autriche, de la Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Roumanie, de la Serbie, de la Suisse et de la Turquie:

„Considérant que le déballage à la frontière serait accompagné de très grandes difficultés, il n'y a pas lieu de donner suite à cette question.“

Conformément au vote de l'Allemagne et de la Belgique:

„Il en est de même à l'égard du foin et de la paille employés à l'emballage.“

Proposition de comité en égard à la question N^o 28.

Lorsque, sous les conditions prescrites à l'occasion des questions N^{os} 2 et 10, l'importation de bétail de Russie est admise:

- a) Elle ne peut avoir lieu que par chemin de fer et par chargement direct jusqu'au lieu de destination.
- b) Les changements de wagons ne doivent avoir lieu que pour des motifs très sérieux résultant des nécessités du service des chemins de fer, et les bestiaux doivent être complètement isolés pendant toute cette opération, conformément à ce qui a été décidé pour la question N^o 10.
- c) Il faut autant que possible éviter de débarquer les bestiaux transportés par chemin de fer pour les affourager et les abreuver; il serait désirable que l'on prit des mesures pour que ces opérations pussent se faire dans les wagons mêmes.

- d) L'examen de ce littéra est devenu inutile par suite des décisions prises sur les littéras a et b.

Mr. Dahrenstaedt désire qu'il soit fait mention dans le procès verbal qu'il ne fait pas d'opposition à cette décision du comité pour la seule et unique raison que cette décision se rapporte au moment où la Russie aura présenté les garanties voulues.

La solution proposée par le comité est adoptée à l'unanimité.

La réponse unanime à la question N^{ro} 28 est la suivante:

Lorsque, sous les conditions prescrites à l'occasion des questions N^{ros} 2 et 10, l'importation de bétail de la Russie est admise:

- a) Elle ne peut avoir lieu que par chemin de fer et par chargement direct jusqu'au lieu de destination.
- b) Les changements de waggons ne doivent avoir lieu que pour des motifs très sérieux résultant des nécessités du service des chemins de fer, et les bestiaux doivent être complètement isolés pendant toute cette opération, conformément à ce qui a été décidé pour la question N^{ro} 10.
- c) Il faut autant que possible éviter de débarquer les bestiaux transportés par chemin de fer pour les affourager et les abreuver; il serait désirable que l'on prit des mesures pour que ces opérations pussent se faire dans les waggons mêmes.
- d) L'examen de ce littéra est devenu inutile, par suite des décisions prises sur les littéras a et b.

Proposition du comité en égard à la question N^{ro} 29:

Pour contrôler l'état sanitaire des bêtes des steppes durant leur transport par chemin de fer,

- a) L'accompagnement continu par un vétérinaire n'est pas nécessaire.
- b) Il suffit d'une révision temporaire par un médecin vétérinaire et cette révision devra se faire dans les stations où aura lieu l'alimentation des troupeaux.
- c) Une révision ultérieure doit être faite au lieu de déchargement.
- d) Il suffit, comme précaution, de suivre avec les troupeaux des routes indiquées à l'avance et d'éviter tout contact des animaux importés avec ceux des localités traversées.

Mr. Dahrenstaedt fait la même observation qu'il a faite à l'occasion de l'article précédent et soulève une objection quant à l'expression „bétail des steppes“.

Mr. Leclerc demande que, conformément à ce qui a été fait pour plusieurs autres articles, on dise ici „bétail de Russie“ au lieu de „bêtes des steppes“.

La réponse unanime à la question N^{ro} 29 est celle qui suit:

Pour contrôler l'état sanitaire des bêtes de Russie durant leur transport par chemin de fer,

- a) L'accompagnement continu par un vétérinaire n'est pas nécessaire.
- b) Il suffit d'une révision temporaire par un médecin vétérinaire et cette révision devra se faire dans les stations où aura lieu l'alimentation des troupeaux.

- c) Une révision ultérieure doit être faite au lieu de déchargement.
- d) Il suffit, comme précaution, de suivre avec les troupeaux des routes indiquées à l'avance et d'éviter tout contact des animaux importés avec ceux des localités traversées.

Proposition de comité en égard à la question N^o 30:

En attendant que la Russie ait pris les mesures de garantie, qui ont été indiquées à l'occasion de la 2^{me} question, le transport du bétail qui a subi la quarantaine doit être permis par voie de terre dans les pays voisins.

L'article 30 est adopté dans la rédaction du comité, il n'y a que l'Allemagne qui s'abstient de vote par égard à la décision prise sur l'article 14.

La réponse à la question N^o 30 est donc la suivante:

Conformément au vote de tous les-états, excepté l'Allemagne:

En attendant que la Russie ait pris les mesures de garantie qui ont été indiquées à l'occasion de la 2^{me} question, le transport du bétail qui a subi la quarantaine doit être permis par voie de terre dans les pays voisins.

Proposition du comité en égard à la question N^o 31:

Les mesures de précaution qui ont été indiquées à propos des littéras *b*, *c* et *d* de la 29^{me} question sont suffisantes pour le transport par voie de terre.

L'article 31 est adopté à l'unanimité.

La réponse unanime à la question N^o 31 est donc celle qui suit:

Les mesures de précaution qui ont été indiquées à propos des littéras *b*, *c* et *d* de la 29^{me} question sont suffisantes pour le transport par voie de terre.

Proposition du comité en égard à la question N^o 32.

32 Si, dans un troupeau de bétail importé, le typhus contagieux venait à éclater durant le transport par chemin de fer ou par voie de terre:

- a) tous les animaux de ce transport malades et sains, doivent être abattus dans le plus bref délai possible;
- b) il y a lieu dans ce cas d'agir à l'égard des produits provenant des bêtes abattues de la même manière que pour ceux qui proviennent des animaux que l'on sacrifie dans les pays infectés;
- c) la décision prise sur le littéra *a* rend le littéra *c* superflu.

Le rapporteur déclare que le comité a été de l'opinion que dans le cas actuel, il doit être question du bétail en général et non exclusivement du bétail des steppes. Cette question a d'ailleurs pour objet une mesure répressive, de sorte que la

conférence aurait le choix soit de l'aborder immédiatement soit de l'ajourner.

Le professeur François Müller considère l'article 32 comme connexe avec l'article 48, où il s'agit de la répression de la peste bovine, qui éclate dans un grand troupeau, n'importe s'il se trouve dans une étable, ou en marche.

Pour cette raison il y aurait lieu d'ajourner l'examen de cet article jusqu'après la décision de l'article 48.

Mr. Dahrenstaedt est du même avis, que la conférence adopte aussi.

La séance est levée à 2 heures 50 minutes.

QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE.

(4 avril 1872.)

Président: Son Excellence le Chevalier Jean de Chlumecky, Ministre Imp. et Roy. de l'agriculture.

Présents: tous les membres de la conférence.

Le procès verbal de la séance précédente est adopté avec quelques rectifications.

La séance est ouverte à 10 heures.

Le rapporteur Mr. Charles Müller aborde, dans l'ordre adopté par le comité, l'exposé des questions 33 à 36 et informe la conférence que le comité a résolu que la Roumanie devrait être traitée sous tous les rapports absolument comme la Russie.

Proposition du comité en égard aux questions N^{ro} 33 et 34 :

33 Le comité apprécie les mesures, prouvées par des données statistiques, qui ont été adoptées par le gouvernement de la Roumanie, depuis 1868, pour prévenir et réprimer la peste bovine, mais il est d'avis qu'il faut attendre le résultat de ces mesures avant d'abandonner les précautions prises jusqu'à présent à la frontière de ce pays.

34 *Littéra a.* — Il y a lieu de maintenir d'une manière permanente envers la Roumanie les mêmes mesures de précaution qu'envers la Russie.

Littéra b. — Ces mesures doivent être appliquées en tout temps, même quand la peste bovine ne règne pas dans ce pays.

Littéra c. — La décision relative au littéra *a* rend inutile une solution sur le littéra *c*.

Le directeur général Capsa déclare que même dans les états les mieux organisés l'application pratique des lois laisse toujours quelque chose à désirer, mais il croit pouvoir affirmer que la Roumanie ne mérite pas moins de confiance sous ce rapport que les autres états. La configuration de la frontière entre la Roumanie et la Russie facilite la surveillance et l'organisation satisfaisante des quarantaines. Quant à cette organisation, elle ne peut pas, pour le moment, être considérée comme tout-à-fait satisfaisante, mais le gouvernement roumain a la ferme résolution d'y apporter tous les perfectionnements nécessaires pour que les quarantaines soient mise au

niveau des institutions analogues existant en Autriche. Le gouvernement ne manquera pas en outre d'organiser un service sanitaire satisfaisant dans tout le pays et de mettre en exécution toutes les mesures de répression qui seront prescrites par la conférence. Si l'on prend en considération que les mesures entreprises depuis deux ans, tout imparfaites qu'elles sont, ont néanmoins suffi pour réprimer la peste bovine en Roumanie, et que ce pays ne compte pas au nombre de ceux où la peste bovine se développe spontanément, on sera forcément amené à la conclusion qu'il ne serait pas juste de ne point faire de différence entre la Roumanie et la Russie.

Les efforts que la Roumanie entreprend pour se garantir de la peste bovine ne sont pas de date récente, car ils remontent jusque bien avant l'année 1868. Pour tous ces motifs il y aurait lieu de traiter la Roumanie exactement comme les autres états à l'exception de la Russie, c'est-à-dire de répondre affirmativement aux littéras *a* et *b* de la question 33.

Mr. Dahrenstaedt fait remarquer que les mesures rigoureuses adoptées contre la Russie trouvent leur justification dans cette circonstance que la peste bovine s'y développe spontanément; or cela n'étant pas le cas en Roumanie, en Serbie et en Turquie il serait d'autant moins opportun d'assimiler ces états à la Russie que le procédé qu'ils appliquent contre la peste bovine se trouve conforme aux décisions de la conférence. Pour ces motifs il y aurait lieu de résoudre, conformément à la proposition de Mr. Capsa, les littéras *a* et *b* de la question 33 affirmativement.

L'inspecteur général Bouley est d'accord avec Mr. Dahrenstaedt et trouve que le comité n'est pas conséquent avec lui même lorsque, après avoir déclaré à propos de l'article 33 que la Roumanie a pris des mesures, d'une efficacité prouvée par des données statistiques, pour prévenir et réprimer la peste bovine, il propose ensuite de mettre ce pays sur la même ligne que la Russie.

Le bulletin sanitaire, dont la Roumanie a adopté la publication, doit inspirer une confiance entière, en sorte que l'on sera toujours exactement renseigné sur la situation sanitaire de la Roumanie et par conséquent il y a lieu d'appliquer à ce pays la décision qui a été prise à l'égard de la Serbie.

Mr. Zlamal conclut du discours de Mr. Capsa qu'il y aura lieu de mieux traiter la Roumanie alors seulement que les mesures en question auront fait leurs preuves, or cela n'est pas le cas jusqu'à-présent, car les quarantaines d'aujourd'hui ne sont que des enclos, sans un service sanitaire satisfaisant et sans une organisation correspondante à celle des quarantaines hongroises.

Au vote, l'Autriche, la Hongrie, la Grande-Bretagne et la Russie se déclarent pour la rédac-

tion du comité, tandis que l'Allemagne, la Belgique, la France, la Roumanie, l'Italie, la Suisse et la Turquie se prononcent pour la proposition Capsa-Dahrenstaedt.

La Serbie s'abstient de vote.

La réponse à la question N^o 33 est donc la suivante:

Conformément au vote de l'Autriche, de la Hongrie, de la Grande-Bretagne et de la Russie:

La conférence apprécie les mesures, prouvées par des données statistiques, qui ont été adoptées par le gouvernement de la Roumanie, depuis 1868, pour prévenir et réprimer la peste bovine, mais elle est d'avis qu'il faut attendre le résultat de ces mesures avant d'abandonner les précautions prises jusqu'à-présent à la frontière de ce pays.

Conformément au vote de l'Allemagne, de la Belgique, de la France, de l'Italie, de la Roumanie, de la Suisse et de la Turquie:

„Dans les principautés roumaines il y a moyen de prendre des mesures telles:

- a) que l'on puisse être sûr d'obvier à l'introduction de la peste du côté de la Russie et à sa propagation dans les pays étrangers limitrophes;
- b) et que la suppression de la maladie y soit opérée d'après les mêmes principes qui seront agréés entre les états de l'Europe occidentale.“

Le rapporteur Mr. Charles Müller déclare de concert avec Mr. Dahrenstaedt que, pour ceux qui ont voté avec Mr. Dahrenstaedt, à l'occasion de l'article 33, la question 34 est résolue et n'entre pas en considération.

Le directeur Zangger propose de formuler la réponse à la question 34 comme suit: „dans la supposition que la Roumanie aura organisé ses quarantaines d'une manière satisfaisante, il y a lieu d'agir envers ce pays, quand la peste bovine n'y règne pas, comme envers les autres états à l'exception de la Russie.“

Le conseiller intime Dahrenstaedt a recours à ses anciens motifs pour obtenir que la Roumanie soit traitée comme les autres états à l'exception de la Russie, toutes les fois que la peste bovine n'y règne pas.

On procède au vote sur la question N^o 34. Les littéras a et b de la solution du comité sont adoptés par l'Autriche, la Hongrie, la Grande-Bretagne et la Russie, tandis que l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, la Roumanie, la Suisse et la Turquie se déclarent pour la proposition Dahrenstaedt. La Serbie s'abstient de vote.

Au lieu de l'alinéa c on adopte par toutes les voix, excepté celle de l'Allemagne, la proposition de Mr. Zangger.

La réponse à la question N^o 34 est donc la suivante:

Conformément au vote de l'Autriche, de la Hongrie et de la Russie:

- a) Il y a lieu de maintenir d'une manière permanente envers la Roumanie les mêmes mesures de précaution qu'envers la Russie;
- b) ces mesures doivent être appliquées en tout temps, même quand la peste bovine ne règne pas dans ce pays;

- c) dans la supposition que la Roumanie aura organisé ses quarantaines d'une manière satisfaisante, il y a lieu d'agir envers ce pays, quand la peste bovine n'y règne pas, comme envers les autres états à l'exception de la Russie.

Conformément au vote de l'Allemagne:

Il n'y a pas lieu de maintenir envers la Roumanie les mêmes mesures de précaution qu'envers la Russie.

Conformément au vote de la Belgique, de la France, de l'Italie, de la Roumanie, de la Suisse et de la Turquie:

Il n'y a pas lieu de maintenir envers la Roumanie les mêmes mesures de précaution qu'envers la Russie.

Dans la supposition que la Roumanie aura organisé ses quarantaines d'une manière satisfaisante, il y a lieu d'agir envers ce pays, quand la peste bovine n'y règne pas, comme envers les autres états à l'exception de la Russie.

Conformément au vote de la Grande Bretagne:

- a) Il y a lieu de maintenir d'une manière permanente envers la Roumanie les mêmes mesures de précaution qu'envers la Russie;
 b) ces mesures doivent être appliquées en tout temps, même quand la peste bovine ne règne pas dans ce pays.

Propositions du comité en égard aux questions N^{ro} 35 et 36.

- a) En ce qui concerne la Serbie il est décidé:

Lorsqu'il n'y aura pas de peste bovine en Serbie, il sera procédé à l'égard de ce pays comme envers les autres Etats de l'Europe, à l'exception de la Russie et de la Roumanie.

Dans le cas contraire, la Serbie entière sera considérée comme infectée, et le bétail que la Hongrie importera de ce pays, pour la consommation locale, devra subir une quarantaine, de la même manière que le bétail importé de la Russie et de la Roumanie, dans des établissements que le gouvernement austro-hongrois se propose d'organiser à cet effet.

- b) En ce qui concerne la Turquie le comité décide:

Il y a lieu de prendre à l'égard de la Turquie les mêmes précautions qu'envers la Russie et la Roumanie, aussi longtemps que le gouvernement ottoman n'aura pas décrété des mesures préventives et répressives suffisantes contre la peste bovine et que ces mesures n'auront pas fait leurs preuves.

Le rapporteur Mr. Charles Müller fait observer que pour tous ceux, qui à l'occasion des alinéas a et b de l'article 34 ont voté pour la proposition Capsa-Dahrenstaedt, le mot „Roumanie“ est supprimé dans le premier alinéa de l'article 35.

Mr. Dahrenstaedt demande que la proposition qu'il a fait en faveur de la Roumanie à l'occasion de l'article N^{ro} 34 soit également étendue à la Serbie et la Turquie.

Mr. Charles Müller fait remarquer que le comité a eu des renseignements détaillés sur les mesures sanitaires adoptées en Roumanie et en Serbie, ce qui n'a pas été le cas par rapport à la Turquie, de manière qu'on ignore dans quelles parties de cet état la peste se manifeste habituellement, quelles sont les mesures de répression qu'on y applique, comment on s'y garantit contre le danger d'importation, etc. Il n'y a pas de doute, il est vrai, que la Turquie, où la peste bovine ne se développe pas spontanément, soit à même d'entreprendre contre ce fléau des mesures analogues à celles qui seront prescrites dans les autres états, mais la Turquie n'a pas jusqu'à présent manifesté l'intention déterminée d'entreprendre de telles mesures, par conséquent on irait trop loin si l'on se décidait à la placer sur la même ligne que les autres états, d'autant plus que les expériences des années 1863 et 1864, où la peste bovine a été importée de la Turquie jusqu'en Italie, ont démontré suffisamment toute l'étendue du danger auquel les états voisins sont exposés du côté de la Turquie.

Mr. Marchand proteste contre les paroles de Mr. Ch. Müller et rappelle que l'on applique en Turquie diverses mesures, qui sont énumérées dans le procès verbal du 25 mars du premier comité. Ces mesures témoignent de la sollicitude du gouvernement ottoman. Il ajoute que celui-ci publie des bulletins sanitaires qui font connaître si l'épizootie existe ou non dans le pays. Il n'y a pas lieu, suivant lui, de se montrer aussi rigoureux envers la Turquie que le demande le comité, lorsque le typhus n'y règne pas, car celui-ci ne naît jamais spontanément dans ce pays. Il ajoute que quand le typhus se déclare en Roumanie, la Turquie interdit l'entrée du bétail de ce pays.

Mr. Bouley présente la proposition suivante : „La Turquie au point de vue de la peste bovine devra être mise sur le même pied que la Roumanie et la Serbie si son gouvernement s'engage à adopter et s'il fait appliquer les mesures sanitaires prescrites par la conférence. Jusqu'à cette époque on devra continuer à prendre envers la Turquie les mêmes mesures qu'envers la Russie.“

Mr. Ravitsch se déclare pour la proposition de Mr. Bouley et contre celle de Mr. Dahrenstaedt, qui voudrait agir envers la Russie avec plus de rigueur qu'envers la Turquie. Dans les parties occidentales de la Russie, la peste bovine ne se développe spontanément, pas plus qu'en Turquie, par conséquent il n'est pas juste de refuser la confiance aux promesses de la Russie, tandis qu'on ajoute foi à celles de la Roumanie, de la Serbie et de la Turquie.

Mr. Wehenkel propose de s'en tenir au questionnaire et de répondre consécutivement aux deux alinéas de celui-ci.

Mr. Zlamal fait remarquer que si l'on considère la question sous le point de vue de la possibilité on ne saura nier que la Turquie peut entreprendre les mesures nécessaires contre la peste bovine tout aussi bien que la Roumanie et la Serbie, mais si l'on se place au point de vue de l'état actuel on ne saurait se refuser à la conviction que la Turquie est de beaucoup en arrière par rapport à ses voisins.

Mr. Röhl fait observer qu'on ne peut douter que la Turquie peut mettre en exécution les mesures voulues contre la peste bovine, mais les états voisins n'ont à se préoccuper que de l'état actuel des choses. Si l'Allemagne s'intéresse à juste titre à ce que la peste bovine soit réprimée rigoureusement en Galicie, l'Autriche a bien plus des raisons encore de s'alarmer toutes les fois que ce fléau éclate en Turquie, parcequ'elle court le risque d'être exclue du commerce international.

Mr. Leclerc fait remarquer que par suite des diverses propositions qui viennent d'être présentées, la conférence va être obligée de s'engager dans une série inextricable de votes qui n'auront pas de rapport direct avec les questions posées aux Nos 35 et 36. Il serait beaucoup plus simple de formuler une réponse aux deux points posés dans le programme, d'autant plus que, d'après les renseignements contenus dans les procès verbaux du comité, il n'est pas douteux que ces deux points seront résolus affirmativement en ce qui concerne la Serbie.

Mr. Zangger est au contraire d'avis qu'il faut traiter la question comme elle est posée par le comité. Quand il n'y a point de peste bovine, il y a lieu de laisser une liberté parfaite au commerce, mais quand la peste bovine a éclaté on doit forcément considérer les états d'Orient comme plus dangereux que les autres.

Au vote, sur les articles 35 et 36, par rapport à la Serbie, l'Autriche, la Hongrie, la France, l'Italie, la Roumanie, la Suisse et la Turquie se prononcent pour la rédaction du comité, tandis que l'Allemagne, la Belgique et la Serbie se déclarent pour la proposition de Mr. Leclerc. La Grande-Bretagne s'abstient de vote et le représentant de la Turquie proteste contre l'opinion de la conférence.

Mr. Charles Müller fait observer, que ceux qui ont voté, à l'occasion de l'article 34 pour et à l'article 35 contre la proposition du comité veulent évidemment que la Serbie soit traitée avec plus de rigueur que la Roumanie, quoique le comité fût d'avis contraire.

Mr. Dahrenstaedt désire qu'il soit fait mention dans le procès verbal que l'intention de la conférence est celle que la Roumanie ne soit pas traitée avec plus de rigueur que la Serbie.

On procède au vote sur les articles 35 et 36 par rapport à la Turquie. L'Autriche, la Bel-

gique, la Hongrie, l'Italie et la Russie votent pour la rédaction du comité, tandis que l'Allemagne, la France, la Roumanie, la Serbie et la Suisse se déclarent pour la proposition de Mr. Bouley. Le représentant de la Grande-Bretagne s'abstient de vote et celui de la Turquie proteste contre la rigueur que la conférence montre à l'égard de ce pays.

La réponse aux questions N^o 35 et 36 relativement à la Serbie est donc la suivante:

Conformément au vote de l'Autriche, de la Hongrie, de la France, de l'Italie, de la Roumanie, de la Suisse et de la Turquie:

„Lorsqu'il n'y aura pas de peste bovine en Serbie, il sera procédé à l'égard de ce pays comme envers les autres Etats de l'Europe, à l'exception de la Russie et de la Roumanie.

Dans le cas contraire, la Serbie entière sera considérée comme infectée, et le bétail que la Hongrie importera de ce pays, pour la consommation locale, devra subir une quarantaine, de la même manière que le bétail importé de la Russie et de la Roumanie, dans des établissements que le gouvernement austro-hongrois se propose d'organiser à cet effet.“

Conformément au vote de l'Allemagne, de la Belgique et de la Serbie:

„La Serbie est à même d'offrir des garanties que le typhus, y ayant éclaté soit réprimé avec la promptitude et l'efficacité nécessaires.

La Serbie peut, dans le cas où la peste bovine y aurait éclaté, participer à toutes les facilités qui sont agréées, concernant le commerce international des bestiaux et des produits animaux bruts, entre les états qui procèdent d'après les mêmes principes et avec la même rigueur pour prévenir et réprimer la peste bovine.

La réponse aux questions N^o 35 et 36 relativement à la Turquie est la suivante:

Conformément au vote de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Italie et de la Russie:

„Il y a lieu de prendre à l'égard de la Turquie les mêmes précautions qu'envers la Russie et la Roumanie, aussi longtemps que le gouvernement ottoman n'aura pas décrété des mesures préventives et répressives suffisantes contre la peste bovine et que ces mesures n'auront pas fait leurs preuves.“

Conformément au vote de l'Allemagne, de la France, de la Roumanie, de la Serbie et de la Suisse:

„La Turquie, au point de vue de la peste bovine, devra être mise sur le même pied que la Serbie si son gouvernement s'engage à adopter et s'il fait appliquer les mesures sanitaires prescrites par la conférence.

Jusqu'à cette époque on devra continuer à prendre envers la Turquie les mêmes mesures qu'envers la Russie.“

Proposition du comité par rapport à la question N^o 37.

Le nettoyage et la désinfection de chaque waggon qui aura servi à transporter des ruminants, des chevaux ou des pores, quel que soit l'état sanitaire du pays, doit être rendu obligatoire pour les administrations des chemins de fer, qui devront prendre à cet effet des règlements de service, et ces waggon ne pourront être employés à de nouveaux transports des animaux susdits qu'après la désinfection.

Mr. Bouley demande que, pour mieux marquer le caractère de généralité de la décision, on dise que le nettoyage et la désinfection doivent être rendus obligatoires en tout temps.

La conférence adopte ce changement de rédaction.

Mr. Dahrenstaedt propose de supprimer dans le second alinéa les mots „à de nouveaux transports des animaux susdits“, car on ne saurait admettre que les waggons soient employés à des transports quelconques avant d'être désinfectés.

Cette rédaction de Mr. Dahrenstaedt est adoptée par tous les délégués excepté ceux de la Russie qui se déclarent pour celle du comité.

La réponse à la question N^o 37 est donc la suivante:

Conformément au vote de tous les états excepté la Russie:

„Le nettoyage et la désinfection de chaque waggon qui aura servi à transporter des ruminants, des chevaux ou des pores, quel que soit l'état sanitaire du pays, doit être rendu obligatoire pour les administrations des chemins de fer, qui devront prendre à cet effet des règlements de service, et ces waggons ne pourront être employés à de nouveaux transports des animaux susdits qu'après la désinfection.“

Conformément au vote de la Russie:

„Le nettoyage et la désinfection de chaque waggon qui aura servi à transporter des ruminants, des chevaux ou des pores, quel que soit l'état sanitaire du pays, doit être rendu obligatoire pour les administrations des chemins de fer, qui devront prendre à cet effet des règlements de service.“

Proposition du comité par rapport à la question N^o 38.

La désinfection doit être étendue aux rampes des lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'aux autres objets ayant été en contact avec les bêtes.

La réponse unanime à la question N^o 38 est celle qui suit:

„La désinfection doit être étendue aux rampes des lieux de chargement et de déchargement, ainsi qu'aux autres objets ayant été en contact avec les bêtes.“

Proposition du comité par rapport à la question N^o 39.

La désinfection doit être précédée d'un nettoyage complet.

On peut faire usage pour la désinfection de l'eau chaude à la température de 70 degrés centigrades au moins, de la vapeur d'eau, du lait de chaux, du chlorure de chaux, de l'acide carbolique et des autres acides extraits du goudron, ou de tout autre procédé qui sera reconnu efficace par chaque gouvernement.

La désinfection doit se faire sous la surveillance d'un homme compétent.

Mr. Zangger propose que les meilleurs moyens de désinfection soient énumérés.

Le président fait observer que le texte français des décisions du comité contient une telle énumération.

Messieurs Leclerc, Röhl et Charles Müller répondent que ce n'est que par une erreur que le texte allemand ne contient pas cette énumération.

Mr. Bouley désire que la lessive soit nommée au nombre des moyens de désinfection.

La rédaction du comité est adoptée avec la modification de Mr. Bouley relative à la lessive.

La réponse unanime à la question N^o 39 est la suivante:

„La désinfection doit être précédée d'un nettoyage complet.

On peut faire usage pour la désinfection de l'eau chaude à la température de 70 degrés centigrades au moins, de la vapeur d'eau, du lait de chaux, du chlorure de chaux, de l'acide carbolique et des autres acides extraits du goudron, de la lessive ou de tout autre procédé qui sera reconnu efficace par chaque gouvernement.

La désinfection doit se faire sous la surveillance d'un homme compétent.“

Proposition du comité par rapport à la question N^o 40.

Quand il n'y a pas de peste bovine, le fumier qui s'accumule dans les waggons servant au transport de tous les ruminants, pourra être utilisé après désinfection.

Celle-ci devra se faire d'après des règles à fixer par chaque gouvernement.

Lorsque la peste bovine règnera dans une contrée dont on importe du bétail par voie ferrée, le fumier qui sera trouvé dans les waggons devra être enfoui ou détruit.

Le rapporteur motive la résolution du comité et ajoute que, d'après les renseignements de Mr. Williams, on mélange le fumier avec de la chaux en Angleterre.

L'article 40 est adopté à l'unanimité.

Les questions 41, 42 et 43 sont supprimées pour les motifs que le comité a fait valoir.

La réponse unanime à la question N^o 40 est donc la suivante:

„Quand il n'y a pas de peste bovine, le fumier qui s'accumule dans les waggons servant au transport de tous les ruminants, pourra être utilisé après désinfection.

Celle-ci devra se faire d'après des règles à fixer par chaque gouvernement.

Lorsque la peste bovine règnera dans une contrée, dont on importe du bétail par voie ferrée, le fumier qui sera trouvé dans les waggons devra être enfoui ou détruit.“

Proposition du comité par rapport à la question N^o 44.

Les administrations des chemins de fer doivent être tenues de ne pas transporter par les mêmes trains que d'autres ruminants ceux qui seront déclarés comme bétail d'exploitation, si les propriétaires de ceux-ci en font la demande.

Le rapporteur Mr. Charles Müller fait remarquer que les avis dans le comité étaient partagés par rapport à cette question; les uns pensaient qu'on ne pouvait imposer aux administrations des chemins de fer des obligations si graves et si difficiles, tandis que les autres étaient de l'opinion qu'il faut garantir aux chargeurs le droit de transporter le bétail d'exploitation hors de contact avec le bétail de consommation.

Mr. Dahrenstaedt propose de modifier la rédaction dans le sens suivant: „il est désirable que les administrations des chemins de fer soient tenues de ne point transporter les ruminants déclarés comme bétail d'exploitation dans les mêmes trains avec les autres ruminants.

Cette rédaction est adoptée.

La réponse unanime à la question N^{ro} 44 est donc la suivante:

„Il est désirable que les administrations des chemins de fer soient tenues de ne pas transporter, par les mêmes trains que d'autres ruminants ceux qui seront déclarés comme bétail d'exploitation, si les propriétaires de ceux-ci en font la demande.“

Proposition du comité par rapport à la question N^{ro} 45:

Les administrations des chemins de fer doivent autoriser les expéditeurs de bestiaux à opérer, à leurs frais, le nettoyage et la désinfection des waggons qui auront déjà subi une première fois ces opérations.

Les expéditeurs devront effectuer ce travail dans un délai qui sera fixé par les dites administrations, se servir de l'un des procédés qui ont été indiqués précédemment et payer une indemnité proportionnée au temps pendant lequel les waggons resteront inoccupés par leur fait.

L'article 41 est adopté avec la modification proposée par Mr. Bouley et consistant en ce que dans le texte français le mot „devront“ soit remplacé par „devraient“.

La réponse unanime à la question N^{ro} 45 est la suivante:

„Les administrations des chemins de fer doivent autoriser les expéditeurs de bestiaux à opérer, à leurs frais, le nettoyage et la désinfection des waggons qui auront déjà subi une première fois ces opérations. Les expéditeurs devraient effectuer ce travail dans un délai qui sera fixé par les dites administrations, se servir de l'un des procédés qui ont été indiqués précédemment et payer une indemnité proportionnée au temps pendant lequel les waggons resteront inoccupés par leur fait.“

Proposition du comité par rapport à la question N^{ro} 46:

Les vaisseaux ayant servi au transport des ruminants, des chevaux et des cochons devront être, en tout cas, nettoyés et désinfectés dans toutes les parties qui auront été en contact avec eux et ce par les procédés qui ont été indiqués précédemment pour les waggons de chemins de fer.

Chaque gouvernement déterminera à qui incomberont les frais de l'opération.

On procédera à l'égard du fumier recueilli sur ces vaisseaux comme pour celui des waggon.

L'article 46 est adopté dans la rédaction du comité avec la réserve que les bacs de passage ne seront pas compris parmi les vaisseaux qui doivent être désinfectés.

La réponse unanime à la question N^{ro} 46 est donc la suivante:

„Les vaisseaux ayant servi au transport des ruminants, des chevaux et des cochons devront être, en tout cas, nettoyés et désinfectés dans toutes les parties qui auront été en contact avec eux et ce par les procédés qui ont été indiqués précédemment pour les waggon de chemins de fer.

Chaque gouvernement déterminera à qui incomberont les frais de l'opération.

On procédera à l'égard du fumier recueilli sur ces vaisseaux comme pour celui des waggon.

Proposition du comité par rapport à la question N^{ro} 47:

Les précautions à prendre pour les marchés internationaux de bétail sont:

- a) la surveillance par des vétérinaires que chaque gouvernement nommera;
- b) la séparation complète du bétail de provenance suspecte de celui qui n'inspire aucune appréhension;
- c) l'abattage sur place, pour la consommation locale, du bétail de provenance suspecte;
- d) la séparation complète du bétail qui a été engraisé dans les établissements industriels de celui qui vient des pâturages;
- e) la séparation du bétail de consommation et de celui d'exploitation.

Le rapporteur Mr. Charles Müller appuie sur la grande importance de cette question, attendu qu'il a été observé en 1870 en Allemagne et en France que les marchés des grandes villes ont éminemment contribué à la propagation de la peste bovine.

Mr. Dahrenstaedt fait observer que l'objet en question n'est pas encore suffisamment élucidé par l'expérience; d'ailleurs il serait à désirer que les mesures proposées par le comité fussent mises à l'épreuve. Il croit qu'il serait particulièrement désirable que des vétérinaires nommés par les états intéressés se trouvent à chaque grand marché pour tenir les gouvernements respectifs au courant de l'état sanitaire de ces marchés. Il propose par conséquent de donner à l'alinéa a la rédaction suivante: „la surveillance par des vétérinaires nommés par les gouvernements intéressés.“

Mr. Zlamal est d'avis que la surveillance officielle ne peut être exercée que par les organes du gouvernement sur le territoire duquel se trouve le marché.

Mr. Zangger fait remarquer que le pays dans lequel se trouve un marché international, est pour le moins autant intéressé que ses voisins à ce que l'état sanitaire de ce marché ne laisse rien à

désirer, car l'explosion de la peste bovine ne pourrait que produire des conséquences fâcheuses pour le marché.

Le président fait observer que la proposition Dahrenstaedt-Zangger pourrait parfaitement former un alinéa à elle seule, car dans l'alinéa *a* il s'agit des obligations de l'état dans lequel se trouve le marché, tandis que la proposition ci-dessus a pour but d'accorder en outre aux états voisins le droit de surveillance.

Mr. Dahrenstaedt n'a pas d'objection à cette manière d'envisager la question.

Mr. Ravitsch craint que ce droit de surveillance accordé aux états étrangers ne conduise à des conflits fâcheux.

Mr. Leclerc présente et formule un nouvel alinéa, qu'il faudrait placer après l'alinéa *a*, dans les termes suivants: „le gouvernement du pays, où sera tenu un marché international, devra donner toutes facilités d'inspection aux vétérinaires qui seront chargés par les gouvernements des autres nations de se rendre compte des précautions prises pour la tenue de ce marché.“

La conférence adopte à l'unanimité la rédaction du comité, ainsi que le nouvel alinéa formulé comme ci-dessus par Mr. Leclerc.

La réponse unanime à la question N^o 47 est celle qui suit:

„Les précautions à prendre pour les marchés internationaux de bétail sont:

- a) la surveillance par des vétérinaires que chaque gouvernement nommera;
- b) le gouvernement du pays, où sera tenu un marché international, devra donner toutes facilités d'inspection aux vétérinaires, qui seront chargés par les gouvernements des autres états de se rendre compte des précautions prises pour la tenue de ce marché;
- c) la séparation complète du bétail de provenance suspecte de celui qui n'inspire aucune appréhension; l'abattage sur place, du bétail de provenance suspecte;
- d) la séparation complète du bétail qui a été engraisé dans les établissements industriels de celui qui vient des pâturages;
- e) la séparation du bétail de consommation et de celui d'exploitation.“

La séance est levée à 2 heures.

CINQUIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE.

(5. avril 1872.)

Président: Son Excellence le Chevalier Jean de Chlumeky, Ministre Imp. et Roy. de l'agriculture.

Présents: Tous les membres de la conférence.

La séance est ouverte à 10 heures.

Le texte allemand du procès verbal de la séance précédente est adopté avec quelques modifications, qui sont faites sur-le-champ.

Le directeur Probstmayer propose un amendement à la décision prise dans la dernière séance à l'occasion du littéra *e* de l'article 47 et demande qu'au lieu de la rédaction du comité on adopte la suivante: „la séparation du bétail engraisé et du bétail maigre.“ Cet amendement est indispensable, parceque dans différentes parties de l'Allemagne la distinction entre le bétail de consommation et celui d'exploitation n'est pas suffisamment prononcée.

Mr. Zlamal fait remarquer, que la question de savoir si le bétail est maigre ou gras est celle qui a le moins d'importance dans le cas actuel. La surveillance insuffisante qu'on exerce par rapport au bétail des herbages, rend ce bétail là particulièrement dangereux sous le point de vue de la peste bovine. Par conséquent la solution proposée par le comité est celle qui doit être adoptée.

Mr. Probstmayer formule sa proposition, dont la rédaction est adoptée par la conférence. Celle-ci décide en même temps qu'il n'y a rien à changer au texte français des décisions, qui est conforme au texte allemand qui vient d'être admis.

On passe à l'ordre du jour et le rapporteur du comité des mesures préventives Mr. François Müller aborde l'exposé des mesures proposées par le dit comité. Trois points de vue différents se sont manifestés dans le comité au sujet de ces mesures: plusieurs délégués ont désiré l'abattage de toutes les bêtes suspectes sans qu'il soit tenu compte de leur nombre; d'autres étaient d'avis qu'au commencement de la peste bovine il faut procéder à l'abattage, mais que cette mesure devient impossible après que la peste a gagné une grande extension; d'autres encore ont proposé d'adopter l'abattage en principe, mais d'admettre

des exceptions rendues nécessaires par les circonstances particulières.

Mr. Wehenkel fait en français un court exposé des motifs, qui ont amené la décision prise sur l'article 48.

Proposition du comité pas rapport à la question N^o 48.

Tous les animaux suspects de peste bovine doivent être abattus, quel qu'en soit le nombre.

Sont considérées comme suspectes toutes les bêtes bovines qui ont habité les mêmes étables ou fréquenté les mêmes abreuvoirs que les animaux malades, qui ont été soignées par les mêmes personnes que ceux-ci, ainsi que celles pour lesquelles ont servi les ustensiles qui ont également servi aux bêtes atteintes de peste bovine; en un mot toutes celles qui ont été en contact direct ou indirect avec les animaux frappés du typhus contagieux.

Mr. Bouley propose de désigner comme „suspectes“ les bêtes qui dans les herbages ont pâture dans les mêmes enclos.

Mr. Williams présente la proposition suivante: „les bêtes malades seront abattues et les suspectes seront isolées et ne seront abattues que si le gouvernement le juge nécessaire.

Le rapporteur Mr. François Müller lit en allemand la définition du bétail „suspect“ proposée par Mr. Bouley.

Mr. Zangger fait remarquer que le second alinéa de la réponse proposée par le comité, à l'occasion de la question N^o 48, contient une définition précise de ce que la conférence considère comme bétail suspect et comme tous les membres sont nécessairement d'avis que le bétail qui d'après cette définition est suspect doit être abattu, il y a lieu d'espérer que l'article en question sera adopté unanimement dans la rédaction du comité.

Mr. Wehenkel croit que le vote sur le premier alinéa dépend nécessairement de l'opinion que l'on a sur le second alinéa; par conséquent il serait logique de soumettre d'abord ce dernier au vote.

Mr. Röhl propose que les alinéas 1 et 2 de la solution du comité soient mis aux voix dans l'ordre inverse.

Cette proposition de Mr. Röhl est adoptée et tous les délégués se prononcent pour la rédaction du premier alinéa proposée par le comité. La Belgique, la France, l'Italie, la Suisse et la Turquie se déclarent pour le complément de Mr. Bouley relatif aux pâturages. Pour le ci-devant premier et maintenant second alinéa se prononcent tous les délégués à l'exception de ceux de la Grande-Bretagne et de la Turquie.

La réponse à la question N^{ro} 48 est donc la suivante :

Conformément au vote de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Roumanie, de la Russie et de la Serbie :

„Sont considérées comme suspectes toutes les bêtes bovines qui ont habité les mêmes étables ou fréquenté les mêmes abreuvoirs que les animaux malades, qui ont été soignées par les mêmes personnes que ceux-ci, ainsi que celles pour lesquelles ont servi les ustensiles qui ont également servi aux bêtes atteintes de peste bovine; en un mot toutes celles qui ont été en contact direct ou indirect avec les animaux frappés du typhus contagieux.

Tous les animaux suspects de peste bovine doivent être abattus, quel qu'en soit le nombre.“

Conformément au vote de la Belgique, de la France, de l'Italie et de la Suisse :

„Sont considérées comme suspectes toutes les bêtes bovines qui ont habité les mêmes étables, pâturé dans les mêmes enclos ou fréquenté les mêmes abreuvoirs que les animaux malades, qui ont été soignées par les mêmes personnes que ceux-ci, ainsi que celles pour lesquelles ont servi les ustensiles qui ont également servi aux bêtes atteintes de peste bovine; en un mot toutes celles qui ont été en contact direct ou indirect avec les animaux frappés du typhus contagieux.

Tous les animaux suspects de peste bovine doivent être abattus, quel qu'en soit le nombre.“

Conformément au vote de la Grande-Bretagne et de la Turquie :

„Sont considérées comme suspectes toutes les bêtes bovines qui ont habité les mêmes étables ou fréquenté les mêmes abreuvoirs que les animaux malades, qui ont été soignées par les mêmes personnes que ceux-ci, ainsi que celles pour lesquelles ont servi les ustensiles qui ont également servi aux bêtes atteintes de peste bovine; en un mot toutes celles qui ont été en contact direct ou indirect avec les animaux frappés du typhus contagieux.“

On aborde l'examen des questions 6, 7 et 32 qui ont été ajournées dans la seconde séance plénière pour être traitées après les questions 48 et 50.

Proposition du comité par rapports à la question N^{ro} 6 :

Relativement aux mesures prises en Russie en cas où la peste bovine éclate dans un troupeau destiné à l'exportation, le comité a été informé que, quand cet accident arrive dans un troupeau en marche, on abat au fur et à mesure toutes les bêtes malades, en laissant les autres continuer leur route et que, si le transport a lieu par chemin de fer, on abat toutes les bêtes malades et l'on conduit les autres dans les grandes villes les plus proches pour être livrées immédiatement à la consommation.

L'abattage des animaux suspects pourra se faire quand les assurances mutuelles obligatoires pour le bétail seront plus développées en Russie.

Le rapporteur Mr. Charles Müller propose de répondre affirmativement sur le littéra b et négativement sur les autres littéras de la question N^{ro} 6 et de supprimer la question N^{ro} 7.

Une discussion s'engage sur ces propositions.

Mr. Ravitsch fait remarquer qu'il faut distinguer entre un troupeau en marche et le troupeau d'une commune. Un troupeau en marche compte ordinairement 500—700 bêtes et plus encore et comme on ne saurait empêcher que plusieurs de ces bêtes ne se mettent en contact avec

les animaux infectés des endroits qu'elles traversent, il faudrait en ce cas que tout le bétail du transport soit abattu, ce que la Russie ne saurait admettre. Il propose par conséquent de faire traiter les troupeaux en marche comme il est décidé de procéder envers les grands troupeaux, dont il est question dans l'article N^o 50, relatif au parcellement.

Mr. Seifmann fait remarquer qu'en adoptant le système d'abattage on s'exposerait à l'inconvénient d'abattre les bêtes qui ne sont pas susceptibles de gagner la peste bovine par ce qu'elles ont été déjà pestiférées.

Mr. Zlamal est d'avis que dans le cas prévu par la question N^o 6, l'abattage est indispensable.

Mr. Bouley fait remarquer qu'il y a deux considérations dont il faut tenir compte, c'est d'une part que dans les troupeaux russes il y a beaucoup d'animaux qui jouissent de l'immunité parcequ'ils ont déjà été pestiférés et que d'autre part, les animaux russes ont une bien plus grande force de résistance contre la peste bovine. On ne peut pas exiger dans ces conditions, que la Russie fasse un abattage général quand quelques animaux seront atteints. Tout ce que l'on peut exiger c'est qu'un troupeau infecté s'arrête avant de passer la frontière.

Mr. Leclerc fait remarquer que la longue discussion qui vient d'avoir lieu est prématurée et peut-être inutile. A l'occasion du N^o 6 on avait décidé que la solution devait être conforme aux décisions prises sur les articles 48 et 50. Or on reprend aujourd'hui le N^o 6 immédiatement après avoir voté sur le N^o 48 et sans attendre la décision qui sera prise sur le N^o 50, alors que celle-ci satisfera peut-être les délégués de la Russie et mettra fin à leurs objections contre la solution proposée pour le N^o 6, en permettant le parcellement des troupeaux. Il demande que l'on continue l'examen des questions N^{os} 49 et 50.

La motion de Mr. Leclerc est adoptée, on passe à l'article 49.

Proposition du comité par rapport à la question N^o 49:

Tous les animaux atteints de peste bovine doivent être immédiatement abattus et enfouis avec la peau.

Les peaux des animaux abattus comme suspects peuvent être utilisées, mais elles doivent alors être désinfectées immédiatement par du lait de chaux et transportées directement à la tannerie.

La viande des bêtes suspectes reconnue saines à l'autopsie peut être utilisée

- a) dans la ferme infectée;
- b) dans la localité infectée, si l'on prend des précautions telles que cette utilisation ne puisse en aucune façon occasionner une propagation de la maladie;

c) en dehors de la localité infectée, dans des endroits où se fait une grande consommation de viande, si le transport peut se faire dans des conditions déterminées.

Les conditions dans lesquelles la viande provenant d'animaux suspects, reconnus sains à l'autopsie, peut être transportée en dehors de la localité infectée sont:

1. La viande doit être refroidie.
 2. Le transport se fera par chemin de fer ou par voiture ordinaire vers des grandes villes situées à moins de douze kilomètres du foyer d'infection.
 3. Le transport ne peut se faire dans des localités plus éloignées que par chemin de fer ou par bateaux; dans l'un comme dans l'autre cas, il doit être direct (sans déchargement) et se faire sous la surveillance de la police.
 4. Les wagons de chemin de fer renfermant cette viande doivent être plombés.
 5. La viande seule, à l'exclusion de toute autre partie de cadavre (intestins, pieds), peut être expédiée.
 6. L'autorité de la localité à laquelle la viande est destinée doit avoir déclaré qu'elle acceptera celle-ci.
 7. Les wagons et bateaux seront, après déchargement de la viande, désinfectés suivant les prescriptions en vigueur et sous la surveillance de l'autorité.
 8. Les emballages seront désinfectés ou brûlés.
 9. Le transport vers des villes distantes de moins de 12 kilomètres du foyer d'infection, ne pourra s'effectuer que par l'intermédiaire de chevaux et par des chemins aussi peu fréquentés que possible; ce transport aura lieu, sans que la viande puisse être déchargée en route, et un agent de police sera spécialement chargé de surveiller l'exécution des mesures prescrites.
- La majorité est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'autoriser le transport de la viande provenant d'animaux suspects, reconnus sains à l'autopsie, vers des villes distantes de moins de 40 kilomètres de la frontière.

Mr. Williams demande qu'on ajoute dans la rédaction du premier alinéa après „enfouis“ les mots „ou détruits d'une manière quelconque“.

Mr. Bouley s'oppose à la proposition de Mr. Williams, parceque la destruction des animaux abattus donne lieu à des manipulations qui peuvent présenter de très grands dangers. Il est indispensable d'enfouir le plutôt possible, afin qu'aucune partie des animaux ne soit détachée.

Au vote on adopte à l'unanimité le premier alinéa dans la rédaction du comité et tous les délégués à l'exception de ceux de l'Allemagne, de

la France et de la Suisse se déclarent en outre pour la proposition de Mr. Williams.

Mr. Leclerc fait remarquer que la rédaction du second alinéa ne rend pas exactement la décision prise par le comité, attendu que parmi les animaux „abattus comme suspects“ il peut y en avoir qui ont déjà des symptômes de la maladie que l'on découvrirait à l'autopsie et les peaux de ceux-là ne peuvent évidemment pas être utilisées. Il faudrait donc supprimer les mots „abattus comme“.

Mr. Bouley propose de dire les peaux des „animaux sains abattus comme suspects“.

Mr. Dahrenstaedt déclare que l'Allemagne est en principe contraire à l'utilisation des peaux ainsi que de la viande des bêtes abattues comme suspectes, si néanmoins l'utilisation de ces produits est admise il y a lieu d'adopter les précautions proposées par le comité.

L'alinéa 2 rectifié dans le sens indiqué par Messieurs Leclerc et Bouley est adopté par tous les délégués à l'exception de ceux de l'Allemagne.

Le troisième alinéa est adopté par tous les délégués à l'exception de ceux de l'Allemagne.

Les littéras *a*, *b* et *c* qui se rattachent au troisième alinéa sont adoptés à l'unanimité.

Quant aux conditions, auxquelles doit être soumise l'utilisation de la viande des bêtes suspectes, on propose les amendements suivants :

Mr. Pollanetz croit que du moment où les waggons sont plombés la surveillance de l'autorité devient inutile.

On se décide à ne point adopter cette mesure et de modifier le N^o 4 conformément au texte français.

Les N^{os} 1, 2, 3 et 4 sont adoptés.

Au N^o 5 Mr. Wehenkel propose de supprimer les mots insérés dans la parenthèse.

Mr. Leclerc propose d'arrêter que les autres débris des animaux suspects doivent être enfouis ou détruits.

Mr. Ravitsch propose, au contraire, d'admettre l'utilisation de la graisse.

Le rapporteur Mr. François Müller ne s'oppose pas à ces deux propositions.

Mr. Wehenkel fait au contraire remarquer que la préparation de la graisse est accompagnée de dangers très graves.

Mr. Zlamal se déclare pour l'utilisation du suif.

Au vote, la proposition de Mr. Leclerc, relative à la destruction de tous les débris, est adoptée à l'unanimité; pour celle de Mr. Ravitsch, ayant pour objet l'utilisation de la graisse, votent l'Autriche, la Hongrie, la France, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suisse et la Turquie.

Mr. Leclerc fait remarquer à propos du N^o 9 qu'il y a des centres de consommation dans lesquels la viande pourra être utilisée et qui ne sont pas des villes, par exemple des grands établissements industriels, des camps où des troupes sont réunies etc., d'un autre côté il y a lieu de changer la rédaction en ce qui concerne le transport exclusif par l'intermédiaire des chevaux.

Mr. Bruekmüller fait observer qu'il y a lieu de modifier, le N^o 9 comme suit: „9 Le transport par chariots vers des villes distantes etc.“

Mr. Williams considère tous ces numéros comme superflus, car si la viande peut contribuer à la propagation de la peste il faut en défendre l'utilisation sans réserves, tandis que dans le cas contraire les précautions sont inutiles.

Après une courte explication donnée par le rapporteur, les N^{os} 1 à 9 sont adoptés à l'unanimité.

Le premier alinéa du N^o 9 modifié d'après la proposition de Mr. Leclerc est adopté dans les termes suivants: „Le transport par chariots vers des centres de consommation distants de moins de 12 kilomètres du foyer d'infection ne pourra s'effectuer que par l'intermédiaire des bêtes à cornes; il devra se faire par des chemins aussi peu fréquentés que possible, sans que la viande puisse être déchargée en route, etc.“

Au second alinéa du N^o 9, qui n'est que la solution négative d'une motion présentée par Mr. Dahrenstaedt au comité, Mr. Dahrenstaedt déclare que les relations de l'Allemagne avec ses voisins deviendraient au point de vue du commerce de bétail plus faciles si cette proposition était adoptée.

La réponse à la question N^o 49 est la suivante:

Conformément au vote de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie et de la Turquie:

„Tous les animaux atteints de peste bovine doivent être immédiatement abattus et enfouis avec la peau ou détruits de manière quelconque.

Les peaux des animaux abattus comme suspects mais reconnus sains peuvent être utilisées, mais elles doivent alors être désinfectées immédiatement par du lait de chaux et transportées directement à la tannerie.

La viande des bêtes suspectes reconnues saines à l'autopsie peut être utilisée:

- a) dans la ferme infectée;
- b) dans la localité infectée, si l'on prend des précautions telles que cette utilisation ne puisse en aucune façon occasionner une propagation de la maladie;
- c) en dehors de la localité infectée, dans des endroits où se fait une grande consommation de viande, si le transport peut se faire dans des conditions déterminées.

Les conditions dans lesquelles la viande provenant d'animaux suspects, reconnus sains à l'autopsie, peut être transportée en dehors de la localité infectée sont:

- 1. La viande doit être refroidie.
- 2. Le transport se fera par chemin de fer ou par voiture ordinaire vers des grandes villes situées à moins de douze kilomètres du foyer d'infection.

3. Le transport ne peut se faire dans des localités plus éloignées que par chemin de fer ou par bateaux; dans l'un comme dans l'autre cas, il doit être direct (sans déchargement) et se faire sous la surveillance de la police.

4. Les waggon de chemin de fer renfermant cette viande doivent être plombés.

5. La viande et la graisse seulement, à l'exclusion de toute autre partie de cadavre, peut être expédiée.

6. L'autorité de la localité à laquelle la viande est destinée doit avoir déclaré qu'elle acceptera celle-ci.

7. Les waggon et bateaux seront, après déchargement de la viande, désinfectés suivant les prescriptions en vigueur et sous la surveillance de l'autorité.

8. Les emballages, seront désinfectés ou brûlés.

9. Le transport par charriot vers des centres de consommation distants de moins de 12 kilomètres du foyer d'infection, ne pourra s'effectuer que par l'intermédiaire des chevaux et par des chemins aussi peu fréquentés que possible; ce transport aura lieu, sans que la viande puisse être déchargée en route, et un agent de police sera spécialement chargé de surveiller l'exécution des mesures prescrites.

Conformément au vote de la France et de la Suisse:

Tous les animaux atteints de peste bovine doivent être immédiatement abattus et enfouis avec la peau.

Les peaux des animaux abattus comme suspects peuvent être utilisées, mais elles doivent alors être désinfectées immédiatement par du lait de chaux et transportées directement à la tannerie.

La viande des bêtes suspectes reconnues saines à l'autopsie peut être utilisée

a) dans la ferme infectée;

b) dans la localité infectée, si l'on prend des précautions telles que cette utilisation ne puisse en aucune façon occasionner une propagation de la maladie;

c) en dehors de la localité infectée, dans des endroits où se fait une grande consommation de viande, si le transport peut se faire dans des conditions déterminées.

Les conditions dans lesquelles la viande provenant d'animaux suspects, reconnus sains à l'autopsie, peut être transportée en dehors de la localité infectée sont:

1. La viande doit être refroidie.

2. Le transport se fera par chemin de fer ou par voiture ordinaire vers des grandes villes situées à moins de douze kilomètres du foyer d'infection.

3. Le transport ne peut se faire dans des localités plus éloignées que par chemin de fer ou par bateaux; dans l'un comme dans l'autre cas, il doit être direct (sans déchargement) et se faire sous la surveillance de la police.

4. Les waggon de chemin de fer renfermant cette viande doivent être plombés.

5. La viande seule, à l'exclusion de toute autre partie du cadavre, peut être expédiée.

6. L'autorité de la localité à laquelle la viande est destinée doit avoir déclaré qu'elle acceptera celle-ci.

7. Les waggon et bateaux seront, après déchargement de la viande, désinfectés suivant les prescriptions en vigueur et sous la surveillance de l'autorité.

8. Les emballages seront désinfectés ou brûlés.

9. Le transport vers des villes distantes de moins de 12 kilomètres du foyer d'infection, ne pourra s'effectuer que par l'intermédiaire des chevaux et par des chemins aussi peu fréquentés que possible; ce transport aura lieu, sans que la viande puisse être déchargée en route, et un agent de police sera spécialement chargé de surveiller l'exécution des mesures prescrites.

Conformément au vote de la Belgique:

Tous les animaux atteints de peste bovine doivent être immédiatement abattus et enfouis avec la peau ou détruit de manière quelconque.

Les peaux des animaux abattus comme suspects mais trouvés sains peuvent être utilisées, mais elles doivent alors être désinfectées immédiatement par du lait de chaux et transportées directement à la tannerie.

La viande des bêtes suspectes reconnues saines à l'autopsie peut être utilisée

a) dans la ferme infectée;

b) dans la localité infectée, si l'on prend des précautions telles que cette utilisation ne puisse en aucune façon occasionner une propagation de la maladie;



c) en dehors de la localité infectée, dans des endroits où se fait une grande consommation de viande, si le transport peut se faire dans des conditions déterminées.

Les conditions dans lesquelles la viande provenant d'animaux suspects, reconnus sains à l'autopsie, peut être transportée en dehors de la localité infectée sont:

1. La viande doit être refroidie.
2. Le transport se fera par chemin de fer ou par voiture ordinaire vers des grandes villes situées à moins de douze kilomètres du foyer d'infection.
3. Le transport ne peut se faire dans des localités plus éloignées que par chemin de fer ou par bateaux; dans l'un comme dans l'autre cas, il doit être direct (sans déchargement) et se faire sous la surveillance de la police.
4. Les waggon de chemin de fer renfermant cette viande doivent être plombés.
5. La viande seule, à l'exclusion de toute autre partie de cadavre, peut être expédiée.
6. L'autorité de la localité à laquelle la viande est destinée doit avoir déclaré qu'elle acceptera celle-ci.
7. Les waggon et bateaux seront, après déchargement de la viande, désinfectés suivant les prescriptions en vigueur et sous la surveillance de l'autorité.
8. Les emballages seront désinfectés ou brûlés.
9. Le transport par chariots vers des centres de consommation distants de moins de 12 kilomètres du foyer d'infection, ne pourra s'effectuer que par l'intermédiaire des chevaux et par des chemins aussi peu fréquentés que possible; ce transport aura lieu, sans que la viande puisse être déchargée en route, et un agent de police sera spécialement chargé de surveiller l'exécution des mesures prescrites.

Conformément au vote de l'Allemagne:

Tous les animaux atteints de peste bovine doivent être immédiatement abattus et enfouis avec la peau.

Stante Concluso:

La viande des bêtes suspectes reconnues saines à l'autopsie peut être utilisée:

- a) dans la ferme infectée;
 - b) dans la localité infectée, si l'on prend des précautions telles que cette utilisation ne puisse en aucune façon occasionner une propagation de la maladie;
 - c) en dehors de la localité infectée, dans des endroits où se fait une grande consommation de viande, si le transport peut se faire dans des conditions déterminées.
- Les conditions dans lesquelles la viande provenant d'animaux suspects, reconnus sains à l'autopsie, peut être transportée en dehors de la localité infectée sont:
1. La viande doit être refroidie.
 2. Le transport se fera par chemin de fer ou par voiture ordinaire vers des grandes villes situées à moins de douze kilomètres du foyer d'infection.
 3. Le transport ne peut se faire dans des localités plus éloignées que par chemin de fer ou par bateaux; dans l'un comme dans l'autre cas, il doit être direct (sans déchargement) et se faire sous la surveillance de la police.
 4. Les waggon de chemin de fer renfermant cette viande doivent être plombés.
 5. La viande seule, à l'exclusion de toute autre partie de cadavre, peut être expédiée.
 6. L'autorité de la localité à laquelle la viande est destinée doit avoir déclaré qu'elle acceptera celle-ci.
 7. Les waggon et bateaux seront, après déchargement de la viande, désinfectés suivant les prescriptions en vigueur et sous la surveillance de l'autorité.
 8. Les emballages seront désinfectés ou brûlés.
 9. Le transport par chariots vers des centres de consommation distants de moins de 12 kilomètres du foyer d'infection, ne pourra s'effectuer que par l'intermédiaire de chevaux et par des chemins aussi peu fréquentés que possible; ce transport aura lieu, sans que la viande puisse être déchargée en route, et un agent de police sera spécialement chargé de surveiller l'exécution des mesures prescrites.

Conformément au vote de la Grande-Bretagne:

Tous les animaux atteints de peste bovine doivent être immédiatement abattus et enfouis avec la peau ou détruits de manière quelconque.

Les peaux des animaux abattus comme suspects peuvent être utilisées, mais elles doivent alors être désinfectées immédiatement par du lait de chaux et transportées directement à la tannerie.

La viande de bêtes suspectes reconnues saines à l'autopsie peut être utilisée

- a) dans la ferme infectée;
- b) dans la localité infectée, si l'on prend des précautions telles que cette utilisation ne puisse en aucune façon occasionner une propagation de la maladie;
- c) en dehors de la localité infectée, dans des endroits où se fait une grande consommation de viande, si le transport peut se faire dans des conditions déterminées.

Proposition du comité par rapport à la question N^o 50:

Si des cas isolés de peste se déclarent dans de grands troupeaux de bêtes bovines des steppes ou des landes, on peut, après avoir fait abattre les animaux malades et ceux qui ont eu avec eux des relations de proche voisinage, faire subir un parcellement au bétail restant, sous condition que les nouveaux groupes soient le moins nombreux possible, que chaque groupe soit considéré comme troupeau isolé et que tous les animaux qui le constituent soient abattus dès que la maladie y fait invasion.

Après que les deux rapporteurs eurent exposé en allemand et en français les points de vue du comité, Mr. Charles Müller déclare qu'il est contraire à la solution proposée par le comité, parcequ'il est difficile de déterminer quels sont les animaux qui ont été en relations de proche voisinage avec les bêtes malades.

Mr. Zlamal fait observer que dans les grands herbages hongrois les bestiaux de toute une contrée sont en contact les uns avec les autres, de sorte que si l'on n'avait pas recours au parcellement on devrait abattre des populations bovines de toute une contrée.

Avant de procéder au vote on entreprend de commun accord une modification de rédaction qui consiste à remplacer les mots „des steppes ou des landes“ par les mots „dans les steppes ou les landes“.

On procède au vote: l'Autriche, la Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suisse et la Turquie se prononcent pour la solution du comité, tandis que les représentants de l'Allemagne considèrent la question comme résolue par la réponse qu'ils ont donnée par rapport à l'article 48 et votent par conséquent contre la proposition du comité.

Les représentants de la Belgique s'abstiennent.

La réponse à la question N^o 50 est donc celle qui suit:

Conformément au vote de l'Autriche-Hongrie, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Roumanie, de la Serbie, de la Suisse et de la Turquie:

Si des cas isolés de peste se déclarent dans de grands troupeaux de bêtes bovines dans les steppes ou les landes on peut, après avoir fait abattre les animaux malades et ceux qui ont eu avec eux

des relations de proche voisinage, faire subir un parcellement au bétail restant, sous condition que les nouveaux groupes soient le moins nombreux possible, que chaque groupe soit considéré comme troupeau isolé et que tous les animaux qui le constituent soient abattus dès que la maladie y fait invasion.

Conformément au vote de l'Allemagne:

„Pour peu que des cas isolés de peste bovine se déclarent fut-ce même dans de grands troupeaux de bêtes bovines dans les steppes ou les landes, il faut abattre toutes les bêtes suspectes.“

Proposition du comité par rapport à la question N^o 51:

Le parcellement éventuel, dans les conditions indiquées, ne peut avoir lieu que pour les bêtes bovines des steppes et des landes, et nullement pour des troupeaux d'une autre race; il ne sera par conséquent pas applicable aux bêtes bovines de l'Europe occidentale.

Mr. Williams propose qu'on déclare que le parcellement est admissible, par rapport à toutes les races, et non pas seulement pour celles des steppes.

Plusieurs membres proposent la suppression de l'article 51 qui est devenu inutile vu la solution adoptée par rapport à la question N^o 50.

D'autres encore désirent que la réponse à la question 51 soit conçue dans les termes suivants: „le parcellement éventuel des bêtes suspectes ne sera pas applicable aux bêtes bovines de l'Europe occidentale.“

Au vote, l'Autriche et la Hongrie se déclarent pour la suppression de l'article 51; l'Italie, la Roumanie, la Russie et la Serbie pour la proposition de Mr. Williams; l'Allemagne et la Suisse pour la proposition du comité; la Belgique et la Turquie s'abstiennent de vote.

La réponses à la question N^o 51 est donc la suivante:

Conformément au vote de l'Allemagne et de la Suisse:

Le parcellement éventuel, dans les conditions indiquées, ne peut avoir lieu que pour les bêtes bovines des steppes et des landes, et nullement pour des troupeaux d'une autre race; il ne sera par conséquent pas applicable aux bêtes bovines de l'Europe occidentale.

Conformément au vote de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Roumanie et de la Serbie:

„Le parcellement éventuel, dans les conditions indiquées, peut avoir lieu pour les bêtes bovines de toutes les races et de tous les pays.“

Conformément au vote de l'Autriche-Hongrie:

„La réponse à cette question est superflue en égard à la solution de la question N^o 50.

Maintenant que les questions N^o 48, 50 et 51 tout résolues on procède à l'examen des questions N^o 6, 7 et 32.

Mr. Ravitsch demande que les solutions sur les questions 6, 7 et 32 soient conçues dans le sens des déclarations de la Russie relatives aux questions 48 et 50.

Mr. Dahrenstaedt déclare que l'Allemagne persiste dans les opinions qu'elle a émises préalablement par rapport aux questions 6 et 7.

On procède au vote: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique et la Suisse se déclarent pour la proposition Dahrenstaedt; la Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Roumanie, la Russie, la Serbie et la Turquie se prononcent pour la motion de Mr. Ravitsch.

La réponse à la question N^o 6 est celle qui suit:

Conformément au vote de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et de la Suisse:

„Si dans un troupeau russe destiné à l'exportation, le typhus éclate durant le transport en Russie, il faut abattre les bêtes malades et suspectes de ce troupeau.“

Conformément au vote de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie, de la Hongrie, et de la Turquie:

„Si dans un troupeau russe destiné à l'exportation, le typhus éclate durant le transport en Russie, il sera appliqué à ce troupeau le procédé indiqué à l'article 50.“

La question 7 est supprimée de commun accord par égard aux décisions prises pour les questions 48 et 50.

On procède à la question N^o 32.

Le littéra *a* de la solution, proposée par le comité des mesures préventives, est adopté à l'unanimité.

Quant au littéra *b* Mr. Dahrenstaedt propose de lui donner la rédaction suivante: „les bêtes abattues seront enfouies ou détruites d'une manière quelconque“. Il croit que dans le cas actuel une plus grande rigueur est indispensable, attendu qu'il est plus difficile de constater l'état sanitaire des animaux importés que quand il s'agit des bêtes indigènes.

Au vote il n'y a que l'Allemagne qui se déclare pour cette proposition et tous les autres états votent pour la rédaction du comité.

La réponse à la question N^o 32 est donc la suivante:

Conformément au vote de tous les états à l'exception de l'Allemagne:

Si, dans un troupeau de bétail importé, le typhus contagieux venait à éclater durant le transport par chemin de fer ou par voie de terre

- a) tous les animaux de ce transport, malades et sains, doivent être abattus dans le plus bref délai possible;
- b) il y a lieu dans ce cas d'agir à l'égard des produits provenant des bêtes abattues de la même manière que pour ceux provenant des animaux que l'on sacrifie dans le pays infectés;
- c) la décision prise sur le littéra *a* rend le littéra *c* superflu.

Conformément au vote de l'Allemagne:

Si dans un troupeau de bétail importé, le typhus contagieux venait à éclater durant le transport par chemin de fer ou par voie de terre

- a) tous les animaux de ce transport, malades et sains, doivent être abattus dans le plus bref délai possible;
- b) les bêtes abattues doivent être enfouies ou détruites d'une manière convenable.“

Proposition du comité par rapport à la question N^o 52:

Il est impossible d'indiquer des dispositions précises applicables à chaque cas spécial. Le délégué du gouvernement doit aviser.

La rédaction proposée par le comité est adoptée à l'unanimité.

La réponse unanime à la question N^o 52 est donc celle qui suit:

Il est impossible d'indiquer des dispositions précises applicables à chaque cas spécial. Le délégué du gouvernement doit aviser."

Proposition du comité par rapport à la question N^o 53:

Le fumier provenant d'étables infectés sera brûlé ou détruit de toute autre manière; avant de l'extraire de l'étable, on aura soin de le couvrir d'une couche de chaux vive.

Mr. Ravitsch fait remarquer au premier alinéa de la décision du comité qu'il y a des endroits en Russie où la chaux manque, par conséquent il faudrait ajouter les mots „ou un autre moyen de désinfection“.

Mr. Dahrenstaedt déclare que la chaux est le moyen le plus sûr.

La réponse unanime à la question N^o 53 est donc la suivante:

„Le fumier provenant d'étables infectés sera brûlé ou détruit de toute autre manière; avant de l'extraire de l'étable, on aura soin de le couvrir d'une couche de chaux vive.“

Proposition du comité par rapport aux questions N^{os} 54 et 55.

Si, dans la ferme infectée, il n'y a qu'une petite quantité de fumier, on le détruira ou on l'enfouira.

Si le tas de fumier est considérable, on considérera comme suspect et on détruira comme tel le fumier qui peut avoir été extrait de l'étable infectée pendant les trois dernières semaines; on traitera de la même façon le fumier qui peut avoir été mélangé avec le purin provenant de l'étable infectée, depuis l'invasion de la peste bovine.

La proposition de procéder pour le fumier de plus ancienne date comme pour le fumier des trois dernières semaines a été rejetée.

Le fumier datant de plus de trois semaines sera désinfecté, transporté aux champs par des chevaux, et enfoui à l'aide de la charrue.

La désinfection du fumier sera faite à l'aide de chaux vive, de sulfate de fer ou d'acide phénique.

La désinfection, le transport et l'enfouissement du fumier auront lieu le plus tôt possible.

On propose les amendements suivants:

Quant au second alinéa de la solution du comité, on voudrait l'exprimer dans les termes suivants: „si le tas de fumier est considérable, on considérera comme suspect et on enfouira ou détruira comme tel ect.“

Quant au quatrième alinéa, on propose de lui donner la rédaction suivante: „Le fumier de date encore plus ancienne sera désinfecté et pourra être transporté aux champs, au moyen des chevaux et par des chemins non fréquentés par des ruminants, et enfoui.“

Quant à l'alinéa, relatif à la désinfection du fumier, on propose d'ajouter après „chaux vive“ les mots „à défaut de celle-ci à l'aide d'un autre agent de désinfection d'une efficacité prouvée par l'expérience“ et de supprimer les mots „de sulfate de fer ou d'acide phénique.“

Tous les alinéas en question sont adoptés avec les amendements respectifs.

Relativement à la dernière partie du dernier alinéa Mr. Zlamal croit qu'il suffirait de dire: „Pendant les grands froids on ne devra pas moins désinfecter le fumier et le conduire aux champs aussitôt que cela deviendra possible.“

Cette proposition n'est appuyée que par les délégués de la Hongrie, tandis que tous les autres membres de la conférence se déclarent pour la rédaction proposée par le comité.

La réponse aux questions 54 et 55 est la suivante:

Conformément au vote de tous les états excepté la Hongrie:

„Si, dans la ferme infectée, il n'y a qu'une petite quantité de fumier, on le détruira ou on l'enfouira.“

Si le tas de fumier est considérable, on considérera comme suspect et on détruira ou enfouira comme tel le fumier qui peut avoir été extrait de l'étable infectée pendant les trois dernières semaines; on traitera de la même façon le fumier qui peut avoir été mélangé avec le purin provenant de l'étable infectée, depuis l'invasion de la peste bovine.

Le fumier de date plus ancienne sera désinfecté et pourra, par des routes non fréquentées par des ruminants, être transporté par l'intermédiaire de chevaux dans les champs et enfoui à l'aide de la charrue.

La désinfection du fumier sera faite à l'aide de chaux vive, ou à défaut de celle-ci par un autre agent de désinfection d'une efficacité prouvée par l'expérience.

La désinfection, le transport et l'enfouissement du fumier auront lieu le plus tôt possible.

Si le froid trop considérable ne permet pas qu'on enfouisse le fumier immédiatement, on devra pourtant conduire celui-ci aux champs, mais au lieu de l'étendre, on le laissera en tas jusqu'au moment où l'enfouissement deviendra possible.“

Conformément au vote de la Hongrie:

„Si, dans la ferme infectée, il n'y a qu'une petite quantité de fumier, on le détruira ou on l'enfouira.“

Si le tas de fumier est considérable, on considérera comme suspect et on détruira ou enfouira comme tel le fumier qui peut avoir été extrait de l'étable infectée pendant les trois dernières semaines; on traitera de la même façon le fumier qui peut avoir été mélangé avec le purin provenant de l'étable infectée, depuis l'invasion de la peste bovine.

Le fumier de date plus ancienne sera désinfecté et pourra, par des routes non fréquentées par des ruminants, être transporté par l'intermédiaire des chevaux dans les champs et enfoui à l'aide de la charrue.

La désinfection du fumier sera faite à l'aide de chaux vive, ou à défaut de celle-ci par un autre agent de désinfection d'une efficacité prouvée par l'expérience.

La désinfection, le transport et l'enfouissement du fumier auront lieu le plus tôt possible.

Même quand le froid est considérable, le fumier sera transporté aussi tôt que possible après avoir été désinfecté.

Proposition du comité par rapport à la question N^o 56.

Les petits troupeaux de moutons comptant moins de cent têtes seront abattus, si la peste s'y déclare.

Le parcellement ne peut être permis pour des troupeaux de moins de cent têtes qu'exceptionnellement pour des troupeaux perfectionnés servant à l'élève.

Si, dans de grands troupeaux, des cas isolés de peste bovine se déclarent, on peut recourir au parcellement et à l'isolement après avoir fait abattre les animaux malades.

Mr. Wehenkel prend la parole en sa qualité de rapporteur français, pour signaler le point de vue du comité et fait observer que la minorité de celui-ci était d'avis, qu'il fallait abattre tout le troupeau de moutons, dans lequel la peste bovine a éclaté.

Mr. Dahrenstaedt présente de concert avec Mr. Charles Müller la proposition suivante: „La peste bovine ayant éclaté dans un troupeau de moutons, il faut abattre sans réserve tous les moutons de ce troupeau.“

Messieurs Williams et Bouley présentent la proposition suivante: „La peste bovine ayant éclaté dans un troupeau de moutons, il faut tuer les animaux malades et parceller les autres.“

On procède au vote, dont il résulte que l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Roumanie, la Serbie et la Suisse se déclarent pour la proposition du comité; la France, la Grande-Bretagne, la Russie et la Turquie pour celle de Mrs. Williams et Bouley, enfin l'Allemagne et la Belgique pour celle de Mr. Dahrenstaedt.

La réponse à la question N^o 56 est la suivante:

Conformément au vote de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie, de la Roumanie, de la Serbie et de la Suisse:

„Les petits troupeaux de moutons comptant moins de cent têtes seront abattus, si la peste s'y déclare.“

Le parcellement ne peut être permis pour des troupeaux de moins de cent têtes qu'exceptionnellement pour des troupeaux perfectionnés servant à l'élève.

Si, dans de grands troupeaux, des cas isolés de peste bovine se déclarent, on peut recourir au parcellement et à l'isolement après avoir fait abattre les animaux malades."

Conformément au vote de la France, de la Grande-Bretagne et la Turquie:

"La peste ayant éclaté dans un troupeau de moutons il faut tuer les bêtes malades et parcelle le restantes."

Conformément au vote de l'Allemagne et de la Belgique:

"La peste ayant éclaté dans un troupeau de moutons il faut absolument tuer tous les animaux de ce troupeau."

Proposition du comité par rapport à la question N^{ro} 57.

Si, dans une étable envahie par la peste bovine il n'y a qu'un petit nombre de moutons et que toutes les bêtes bovines aient été sacrifiées en vue d'éteindre rapidement le foyer d'infection, on fera abattre également ces moutons, même s'ils sont sains encore.

Si le troupeau de moutons se trouvait logé dans une bergerie séparée de l'étable infectée, mais en communication avec celle-ci, on aura recours au parcellement et à l'isolement des moutons.

Pour désinfecter ces derniers on les baignera ou bien, si cela n'est pas possible, on les fera passer à travers un lait de chaux, comme on le fait dans le cas de piétin; on les laissera séjourner ensuite pendant quelques jours à l'air libre, dans un pâturage isolé et clos.

L'isolement d'un pareil troupeau sera maintenu, pendant vingt et un jours.

Les alinéas 1, 2 et 3 de la solution proposé par le comité, relativement à la question 57, sont adoptées sans discussion. L'alinéa 4 du texte allemand est rendu conforme à la rédaction française, qui est reconnue plus correcte.

La réponse unanime à la question N^{ro} 57 est donc la suivante:

"Si dans une étable envahie par la peste bovine il n'y a qu'un petit nombre de moutons et que toutes les bêtes bovines aient été sacrifiées en vue d'éteindre rapidement le foyer d'infection, on fera abattre également ces moutons, même s'ils sont sains encore.

Si le troupeau de moutons se trouvait logé dans une bergerie séparée de l'étable infectée, mais en communication avec celle-ci, on aura recours au parcellement et à l'isolement des moutons.

Pour désinfecter ces derniers on les baignera ou bien, si cela n'est pas possible, on les fera passer à travers un lait de chaux, comme on le fait dans le cas de piétin; on les laissera séjourner ensuite pendant quelques jours à l'air libre, dans un pâturage isolé et clos.

L'isolement d'un pareil troupeau sera maintenu, pendant vingt et un jours."

Proposition du comité par rapport à la question N^{ro} 58.

L'Etat doit accorder une indemnité pour les animaux abattus et pour les matières détruites; quant au taux de l'indemnité, il doit être fixé par les différents Gouvernements.

L'indemnité pour les animaux abattus ne sera accordée que si le propriétaire a déclaré l'existence de la maladie en temps opportun.

(Le texte allemand contient en outre l'alinéa suivant.)

En principe il serait à désirer, que la commune et le propriétaire participent aux frais de l'abattage. C'est au gouvernement de décider dans quelles proportions et sous quelles conditions cette participation doit avoir lieu.

Les deux rapporteurs déclarent consécutivement que les avis des membres du comité ont été partagés au sujet de cette question : les uns étaient d'avis que l'état ferait mieux d'offrir une indemnité complète pour le bétail abattu, car cela aurait pour effet que les propriétaires des bestiaux ne craindraient pas d'informer l'autorité dès les premiers symptômes de la maladie; les autres pensaient au contraire que cette mesure aurait pour effet une certaine latitude dans la répression de la peste bovine, qu'on cesserait de craindre.

Mr. Leclerc propose de supprimer le second alinéa et de substituer aux deux dernières lignes du premier les mots suivants : „le taux de l'indemnité et les conditions sous lesquelles cette indemnité doit être accordée seront fixés par les différents gouvernements.

Au vote l'Autriche, la Belgique et la Russie se prononcent pour la proposition Leclerc; tandis que l'Allemagne, la Hongrie, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Roumanie, la Serbie, la Suisse, et la Turquie se déclarent pour la rédaction du comité.

Quant à l'a alinéa, qui manque dans le texte français, Mr. Zangger fait remarquer que la prescription, en vertu de laquelle les propriétaires doivent participer aux frais, est fondée sur l'expérience et pourra contribuer à augmenter la sollicitude pour la répression de la maladie.

Mr. Bouley fait observer qu'il y a des communes en France où un seul membre seulement possède du bétail, par conséquent il ne serait pas logique d'imposer aux autres l'obligation de subir les frais de la répression de la peste bovine.

On procède au vote, dont il résulte que la proposition du comité est adoptée par les représentants de tous les états sauf la France.

Pour ceux qui ont voté avec Mr. Leclerc à l'occasion du premier alinéa, le second et le troisième alinéa n'existe pas.

La réponse à la question N° 58 est la suivante :

Conformément au vote de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de la Hongrie, de l'Italie, de la Roumanie, de la Serbie, de la Suisse et de la Turquie.

„L'Etat doit accorder une indemnité pour les animaux abattus et pour les matières détruites; quant au taux de l'indemnité, il doit être fixé par les différents gouvernements.

L'indemnité pour les animaux abattus ne sera accordée que si le propriétaire a déclaré l'existence de la maladie en temps opportun."

En principe il serait à désirer, que la commune et le propriétaire participent aux frais de l'abattage. C'est au gouvernement de décider dans quelle proportion et sous quelles conditions cette participation doit avoir lieu.

Conformément au vote de l'Autriche, de la Belgique et de la Russie:

"L'Etat doit accorder une indemnité pour les animaux abattus et pour les matières détruites; le taux de l'indemnité et les conditions sous lesquelles cette indemnité doit être accordée seront fixés par les différents gouvernements."

Conformément au vote de la France:

"L'Etat doit accorder une indemnité pour les animaux abattus et pour les matières détruites; quant au taux de l'indemnité, il doit être fixé par les différents gouvernements.

L'indemnité pour les animaux abattus ne sera accordée que si le propriétaire a déclaré l'existence de la maladie en temps opportun."

La séance est levée à 3 heures.

SIXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE.

(6 avril 1872.)

Président: Son Excellence le Chevalier Jean de Chlumceky, Ministre Imp. et Roy. de l'agriculture.

Viceprésident: Le conseiller de gouvernement Röhl.

La séance est ouverte à 10 heures.

On donne lecture du texte allemand du procès verbal de la dernière séance.

Les deux rapporteurs donnent des explications sur les questions N^{os} 59 et 60.

Propositions du comité par rapport aux questions N^{os} 59 et 60:

Si, dans deux pays voisins, les mesures en vigueur contre la peste bovine sont basées sur les mêmes principes et exécutées avec la même rigueur, et que dans l'un de ces pays des cas isolés de peste surviennent, il n'y a pas lieu d'interdire l'importation du bétail de tout le pays dont quelques localités seulement sont infectées.

Les mesures légales relatives à la zone infectée suffisent dans ce cas.

Dans les cas d'apparition de foyers isolés de peste dans un pays où des mesures rationnelles sont prises contre la peste bovine, le pays voisin doit imposer certaines restrictions à l'importation du bétail venant du pays infecté: cette importation doit être limitée à certaines stations déterminées; les animaux seront visités à la frontière et ne pourront être admis que sur la production par le conducteur d'un certificat de santé et d'origine pour le troupeau.

Les différents pays auront à s'informer réciproquement par qui et dans quelle forme ces certificats de santé et d'origine pour les bêtes bovines seront délivrés.

Ces certificats contiendront, en tout cas, la déclaration que, dans la localité dont ces bêtes sont parties et à 20 kilomètres à la ronde, il n'existe pas de maladie contagieuse; ils contiendront, en outre, l'indication du temps pendant lequel ils sont valables.

Le président fait remarquer que trois propositions spéciales se rattachent à ces questions:

1^o la motion Leclerc-Dahrenstaedt qui consiste dans ce qui suit: „les mesures relatives au commerce international doivent être aban-

données aux différents gouvernements, qui doivent rester libres de prendre, en raison des circonstances, celles qu'ils jugent le plus utiles à leur sécurité et les plus opportunes;

2^o la proposition Ravitsch conçue en ce sens: „Dès que la Russie aura mis à exécution dans les gouvernements méridionaux et occidentaux de son territoire les mesures de répression adoptées par la conférence, ces gouvernements seront mis sur la même ligne que les autres états européens, au point de vue des articles 59 à 66;

3^o la proposition Williams, qui est la suivante: „il est désirable que l'exportation du bétail d'un pays infecté ne soit permise qu'en vertu d'un certificat établissant: a) que les animaux destinés à l'exportation ont été soumis pendant au moins 10 jours à l'observation d'un vétérinaire nommé par le gouvernement; b) que ces animaux ne se sont trouvés pendant au moins 10 jours en aucun contact avec des bêtes malades; c) que ces animaux sont libres de peste bovine.

Le président soumet d'abord à la discussion la proposition Leclerc-Dahrenstaedt.

Mr. Leclerc fait remarquer que cette proposition se rapporte non seulement aux questions 59 et 60 mais encore aux numéros 62 à 66 qui tous s'occupent des mesures qui lui paraissent échapper à la compétence de la conférence et qui doivent être laissées à la disposition de chaque gouvernement. Mr. Leclerc entre dans quelques développements pour justifier sa motion et insiste pour qu'elle soit adoptée; il déclare que son gouvernement n'entend nullement se lier à l'avance en ce qui touche aux relations commerciales. Il demande que dans le cas où la conférence n'adopterait pas sa proposition, elle consente au moins à modifier la forme des décisions prises par le comité en leur enlevant tout caractère impératif pour les exprimer seulement sous forme de vœux.

Mr. Bouley ne pense pas qu'il y ait lieu de substituer la formule générale proposée par Mr. Leclerc aux formules spéciales et précises proposées par le comité. Il fait remarquer que celles-ci ne sont que de simples indications, dans lesquelles chaque gouvernement trouvera d'utiles conseils pour se diriger dans chaque cas dans ses relations commerciales.

Mr. Bruckmüller fait remarquer que les points de vue que fait valoir Mr. Leclerc résultent du principe de la souveraineté de chaque état et ne peuvent par conséquent former un objet de discussion dans cette conférence. Le but actuel de la conférence consiste à formuler le principe d'après lequel le commerce international pourrait,

à l'avis des experts, être facilité sans qu'il y eût danger que la peste bovine ne soit propagée. Pour cette raison Mr. Bruckmüller propose à la conférence de passer à l'ordre du jour sur la motion de Mr. Leclerc.

Mr. Dahrenstaedt fait observer, qu'en s'associant à la motion de Mr. Leclerc il avait en vue, qu'il soit laissé à chaque gouvernement la liberté de décider si les conditions, auxquelles la conférence assujettit l'affranchissement du commerce des entraves en question, existent dans les états soumis à ce gouvernement ou non. Il ne serait pas nécessaire de voter sur cette proposition et il suffirait d'en faire mention dans le procès verbal.

Mr. Zangger fait remarquer que les propositions du comité ont pour objet l'affranchissement du commerce des différentes entraves que le danger de la peste bovine lui impose et qu'il est à désirer que les mesures, proposées à cet effet par le comité, soient présentées aux gouvernements comme vœux de la conférence. Sous ce point de vue Mr. Zangger ne peut pas appuyer la proposition de Mr. Leclerc.

Mr. Williams se déclare également contre la proposition de Mr. Leclerc.

Mr. Leclerc retire sa proposition, en présence du peu d'accueil qu'elle reçoit et demande seulement que les décisions relatives aux articles en question soient prises sous forme de vœux.

Le rapporteur Mr. François Müller se déclare prêt à modifier de concert avec Mr. Wehenkel le règlement proposé par le comité dans le sens de la motion de Mr. Leclerc.

Mr. Williams donne lecture d'un exposé sur les règlements existant en Angleterre par rapport au commerce de bétail.

La proposition Ravitsch est remise en qualité d'article supplémentaire à la fin.

Après cela, on adopte la réponse du comité à la question N° 59 en faisant précéder cette réponse des mots suivants: „sous le point de vue du commerce international la conférence déclare qu'il serait à désirer que les gouvernements adoptent les principes suivants.“

En passant à la question N° 60 on adopte les décisions proposées par le comité et sur l'observation de Mr. Leclerc, qui fait remarquer que le comité n'a pas formulé de décision pour le littéra c, on adopte la résolution que l'importation peut avoir lieu par d'autres voies que par chemin de fer.

On passe à la proposition de Mr. Williams.

Mr. Bouley se déclare contre la discussion de cette proposition parce que la conférence en a tenu compte dans les décisions qu'elles a déjà prises.

Sur une demande posée à cet effet par le président, la conférence refuse, à l'exception de l'Alle-

à l'avis des experts, être facilité sans qu'il y eût danger que la peste bovine ne soit propagée. Pour cette raison Mr. Bruckmüller propose à la conférence de passer à l'ordre du jour sur la motion de Mr. Leclerc.

Mr. Dahrenstaedt fait observer, qu'en s'associant à la motion de Mr. Leclerc il avait en vue, qu'il soit laissé à chaque gouvernement la liberté de décider si les conditions, auxquelles la conférence assujettit l'affranchissement du commerce des entraves en question, existent dans les états soumis à ce gouvernement ou non. Il ne serait pas nécessaire de voter sur cette proposition et il suffirait d'en faire mention dans le procès verbal.

Mr. Zangger fait remarquer que les propositions du comité ont pour objet l'affranchissement du commerce des différentes entraves que le danger de la peste bovine lui impose et qu'il est à désirer que les mesures, proposées à cet effet par le comité, soient présentées aux gouvernements comme vœux de la conférence. Sous ce point de vue Mr. Zangger ne peut pas appuyer la proposition de Mr. Leclerc.

Mr. Williams se déclare également contre la proposition de Mr. Leclerc.

Mr. Leclerc retire sa proposition, en présence du peu d'accueil qu'elle reçoit et demande seulement que les décisions relatives aux articles en question soient prises sous forme de vœux.

Le rapporteur Mr. François Müller se déclare prêt à modifier de concert avec Mr. Wehenkel le règlement proposé par le comité dans le sens de la motion de Mr. Leclerc.

Mr. Williams donne lecture d'un exposé sur les règlements existant en Angleterre par rapport au commerce de bétail.

La proposition Ravitsch est remise en qualité d'article supplémentaire à la fin.

Après cela, on adopte la réponse du comité à la question N° 59 en faisant précéder cette réponse des mots suivants: „sous le point de vue du commerce international la conférence déclare qu'il serait à désirer que les gouvernements adoptent les principes suivants.“

En passant à la question N° 60 on adopte les décisions proposées par le comité et sur l'observation de Mr. Leclerc, qui fait remarquer que le comité n'a pas formulé de décision pour le littéra c, on adopte la résolution que l'importation peut avoir lieu par d'autres voies que par chemin de fer.

On passe à la proposition de Mr. Williams.

Mr. Bouley se déclare contre la discussion de cette proposition parce que la conférence en a tenu compte dans les décisions qu'elles a déjà prises.

Sur une demande posée à cet effet par le président, la conférence refuse, à l'exception de l'Alle-

magne et de la Grande-Bretagne, de s'occuper de la motion de Mr. Williams.

La réponse unanime aux questions Nos 59 et 60 est la suivante:

„Sous les points de vue du commerce international la conférence déclare, qu'il serait à désirer que les gouvernements adoptent les principes suivants:

Si, dans deux pays voisins, les mesures en vigueur contre la peste bovine sont basées sur les mêmes principes et exécutées avec la même rigueur, et que dans l'un de ces pays des cas isolés de peste surviennent, il n'y a pas lieu d'interdire l'importation du bétail de tout le pays dont quelques localités seulement sont infectées.

Les mesures légales relatives à la zone infectée suffisent dans ce cas.

Dans le cas d'apparition de foyers isolés de peste dans un pays où des mesures rationnelles sont prises contre la peste bovine, le pays voisin doit imposer certaines restrictions à l'importation du bétail venant du pays infecté: cette importation doit être limitée à certaines stations déterminées: les animaux seront visités à la frontière et ne pourront être admis que sur la production par le conducteur d'un certificat de santé et d'origine pour le troupeau.

Les différents pays auront à s'informer réciproquement par qui et dans quelle forme ces certificats de santé et d'origine pour les bêtes bovines seront délivrés.

Ces certificats contiendront, en tout cas, la déclaration que, dans la localité dont ces bêtes sont parties et à 20 kilomètres à la ronde, il n'existe pas de maladie contagieuse; ils contiendront, en outre, l'indication du temps pendant lequel ils sont valables.“

Propositions du comité par rapport aux questions Nos 61 à 66:

61 Les prescriptions relatives à l'importation des bêtes bovines sont applicables à l'importation des autres ruminants, pourvu que les conditions indiquées à l'article 59 se trouvent exécutées.

Les certificats seront dressés de la même manière et renfermeront les mêmes indications.

Ces prescriptions ne sont pas applicables aux pores.

62 Le commerce de produits animaux secs doit être laissé complètement libre, si les conditions indiquées à l'article 59 sont observées.

63 En présence de la résolution précédente, cette question devient inutile.

64 Si les conditions relatives au commerce libre indiquées à l'article 59, sont observées, on peut admettre sans entrave l'importation de la paille, du foin et du regain, parce que la sortie de ces objets de la zone infectée est interdite et que les mesures prohibitives sont appliquées à la frontière dès que la peste bovine éclate dans le voisinage de celle-ci.

65 Si les conditions indiquées à l'article 59 sont observées, l'importation comme matière d'emballage, de paille et de foin provenant de pays partiellement infectés, ne présente aucun danger.

Si ces conditions ne sont pas observées, il y a lieu d'interdire absolument l'importation, sous forme d'emballage, du foin et de la paille provenant des localités infectées ou de leur proche voisinage; le foin et la paille provenant de localités non infectées du même pays ne peuvent, dans ce cas,

être admis comme emballage que sous condition d'être détruits aussitôt arrivés à destination.

66 L'opportunité des mesures prohibitives dépend moins de la distance à laquelle la localité infectée est située des frontières du pays voisin, que des mesures qui sont prises contre la peste bovine, des relations entre les deux pays et des conditions politiques et géographiques de ceux-ci.

Les solutions proposées par le comité aux questions 61 à 66 sont adoptées sans discussion.

Les réponses adoptées à l'unanimité sont donc les suivantes:

À la question N^o 61:

„Les prescriptions relatives à l'importation des bêtes bovines sont applicables à l'importation des autres ruminants, pourvu que les conditions indiquées à l'article 59 se trouvent exécutées.

Les certificats seront dressés de la même manière et renfermeront les mêmes indications.

Ces prescriptions ne sont pas applicables aux pores.“

À la question N^o 62:

„Le commerce de produits animaux secs doit être laissé complètement libre, si les conditions indiquées à l'article 59 sont observées.“

À la question N^o 64:

„Si les conditions relatives au commerce libre indiquées à l'article 59, sont observées, on peut admettre sans entrave l'importation de la paille, du foin et du regain, parce que la sortie de ces objets de la zone infectée est interdite et que les mesures prohibitives sont appliquées à la frontière des que la peste bovine éclate dans le voisinage de celle-ci.“

À la question N^o 65:

Si les conditions indiquées à l'article 59 sont observées, l'importation comme matière d'emballage, de paille et de foin provenant de pays partiellement infectés, ne présente aucun danger.

Si ces conditions ne sont pas observées, il y a lieu d'interdire absolument l'importation, sous forme d'emballage, du foin et de la paille provenant des localités infectées ou de leur proche voisinage; le foin et la paille provenant de localités non infectées du même pays ne peuvent, dans ce cas, être admis comme emballage que sous condition d'être détruits aussitôt arrivés à destination.“

À la question N^o 66:

„L'opportunité des mesures prohibitives dépend moins de la distance à laquelle la localité infectée est située des frontières du pays voisin, que des mesures qui sont prises contre la peste bovine, des relations entre les deux pays et des conditions politiques et géographiques de ceux-ci.“

Tous les articles du questionnaire étant épuisés on passe aux questions supplémentaires.

On commence par la discussion sur les articles supplémentaires proposés par le comité des mesures représsives.

Les décisions du comité sur la proposition Nr. I de Mr. Bouley et Nr. II de Mr. Zangger sont adoptées sans discussion.

I. Question proposée par Mr. Bouley,
membre de l'Institut de France.

Les gaz qui se dégagent, par les fissures du sol, dans les endroits où des cadavres d'animaux morts de la peste ont été enfouis, sont-ils susceptibles de transmettre la contagion aux animaux qui les respirent?

Dans l'affirmative, pendant combien de temps cette propriété contagieuse existe-t-elle?

Quelles sont les précautions à prendre pour rendre inoffensives les émanations des fosses d'enfouissement?

La décision unanime par rapport à la proposition Bouley est la suivante:

„Les lieux où des animaux atteints de peste bovine ont été enfouis, sont considérés comme dangereux; ils seront entourés d'une clôture et leur accès sera interdit à tout ruminant.

L'expérience doit prouver combien de temps doit durer la séquestration de ces lieux.

Les champs d'enfouissement seront semés de plantes à végétation rapide et à racines profondes, p. ex. d'hélianthèmes.

Pour avoir des champs d'enfouissement présentant toute sécurité, il y a lieu d'autoriser l'expropriation des terres où des animaux malades ou suspects de peste bovine ont dû être enfouis.“

II. Question proposée par Mr. Zangger.

Comment faut-il procéder avec les provisions de foin et de paille déposées dans la proximité de l'étable infectée, bien entendu lorsque ces provisions n'ont pas été en contact avec les matières contagieuses?

a) provisions peu considérables;

b) provisions considérables.

Quand la peste bovine éclate dans un Etat, le gouvernement est-il obligé d'en donner connaissance aux Etats voisins et de les tenir au courant de la marche de la maladie ainsi que des mesures de répression qui ont été prises.

La décision unanime par rapport à la proposition Zangger est celle qui suit:

„Le foin et la paille qui ont été directement ou indirectement exposés aux émanations d'une étable, renfermant des animaux atteints de la peste bovine, doivent être considérés comme véhicule du contagium et ne peuvent plus servir à l'usage des ruminants.

Les petites provisions, de même que les couches externes des provisions plus considérables, qui ont été exposées aux émanations de l'étable infectée seront détruites: le restant ne peut être employé que pour les chevaux.“

III. Proposition de Mr. Dahrenstaedt.

Chaque Etat où la peste bovine a éclaté est obligé d'en prévenir aussitôt que possible et directement (par télégraphe) les Gouvernements des Etats voisins et de les informer le cas échéant de la propagation du mal.

Des instructions seront données aux autorités des districts limitrophes pour que, si la peste bovine a éclaté dans une localité distante de moins de 75 kilomètres de la frontière, elles en informent aussitôt que possible (par télégraphe) les autorités de l'Etat voisin.

Tout État devra publier chaque semaine dans son journal officiel un bulletin sur la situation de la peste bovine, sur les mesures prises contre la maladie, les ordonnances prohibitives e. c. t.; les modifications et l'abolition éventuelle de ces mesures seront, par la même voie, portées à la connaissance du public. Le bulletin sera mis à la disposition du journal officiel de tout État, qui en exprimera le désir et lui sera expédié directement.

La proposition N^{ro} III de Mr. Dahrenstaedt donne à Mr. Bruckmüller l'occasion de remarquer que dans le procès verbal il est question de 40 au lieu de 75 kilomètres.

A la suite de l'explication que 75 kilomètres équivalent à 10 milles allemands et à 70 werstes russes la conférence adopte ce nombre.

Mr. Williams propose de substituer, dans le premier alinéa de la motion Dahrenstaedt, aux mots „les Gouvernements des États voisins“ l'expression „les Gouvernements des autres États.“

Mr. Dahrenstaedt modifie sa proposition en ajoutant „et des États qui en exprimeront le désir“, après quoi cette rédaction est adoptée.

La décision unanime par rapport à la proposition Dahrenstaedt est donc la suivante:

Chaque État où la peste bovine a éclaté est obligé d'en prévenir aussitôt que possible et directement (par télégraphe) les Gouvernements des États voisins ainsi que des États qui en exprimeront le désir et de les informer, le cas échéant de la propagation du mal.

Des instructions seront données aux autorités des districts limitrophes pour que, si la peste bovine a éclaté dans une localité distante de moins de 75 kilomètres de la frontière, elles en informant aussitôt que possible (par télégraphe) les autorités de l'État voisin.

Tout État devra publier chaque semaine dans son journal officiel un bulletin sur la situation de la peste bovine, sur les mesures prises contre la maladie, les ordonnances prohibitives e. c. t.; les modifications et l'abolition éventuelle de ces mesures seront, par la même voie, portés à la connaissance du public. Le bulletin sera mis à la disposition du journal officiel de tout État, qui en exprimera le désir et lui sera expédié directement.

IV. Question proposée par M. Mina.

Est-il dû une indemnité pour l'abattage d'un troupeau qui a importé la peste bovine dans un pays? Est-ce au Gouvernement de ce dernier pays que, dans l'affirmative, incombe le devoir de payer cette indemnité?

La décision unanime sur la question Mina est la suivante:

„Un Gouvernement n'est pas tenu de payer une indemnité pour les bêtes abattues d'un troupeau dans lequel la peste bovine s'est déclarée, s'il n'y a pas dix jours que ce troupeau séjourne dans le pays, à moins qu'il ne soit prouvé que c'est dans l'intérieur de ce dernier que le troupeau a été infecté.“

La conférence passe aux propositions dont les comités ne se sont pas occupés et aborde celle de Mr. Ravitsch en premier lieu.

V. Proposition du conseiller d'Etat Ravitsch.

„Dès que la Russie aura mis en exécution, dans les gouvernements méridionaux et occidentaux de son territoire les mesures de répression adoptées par la conférence, ces gouvernements seront mis sur la même ligne que les autres pays européens au point de vue des articles 59 à 66.“

Mr. Ravitsch déclare que le but de sa proposition est celui que du moins les gouvernements occidentaux et méridionaux de la Russie, dans lesquels les mesures adoptées par la conférence seront appliquées, soient mis sur la même ligne que les autres états européens et puissent jouir des avantages inhérents à la liberté du commerce de bétail.

Mr. Dahrenstaedt fait observer que, dans le cas mentionné par Mr. Ravitsch, il y aurait lieu de mettre certains gouvernements de la Russie et non toute la Russie sur la même ligne avec les autres états européens et il serait superflu de voter sur la proposition de Mr. Ravitsch conçue dans ce sens, car sa solution résulte nécessairement des décisions antérieures de la conférence.

Mr. Ravitsch insiste pour que sa proposition soit soumise au vote et affirme que sans cela la question N^o 2 du questionnaire ne serait pas complètement résolue, attendu que la réponse à cette question laisse intact le système d'exclusion de la Russie, tandis que le gouvernement russe tiendrait à savoir que, s'il entreprend les grands sacrifices que nécessitent les mesures de répression adoptées par la conférence, il en sera dédommagé par les avantages dont jouiront quelques-uns de ses gouvernements.

Mr. Zangger croit qu'on pourrait bien faire mention dans le procès verbal que si la Russie introduit dans une partie de son territoire occidental les mesures adoptées par la conférence contre la peste bovine et sépare ce territoire d'une manière convenable du reste de l'empire, il n'y aura pas d'obstacles à ce que ce territoire soit mis sur la même ligne que les autres états européens.

Mr. Dahrenstaedt s'associe à cette opinion.

Mr. Marchand fait une demande analogue par rapport à la Turquie et désire que la Turquie d'Europe et l'Asie mineure soient traités comme les autres pays, du moment où des mesures répressives suffisantes auront été prises dans cette partie de l'Empire ottoman.

On procède au vote. Tous les délégués à l'exception de ceux de la Belgique se déclarent pour les avantages demandés au profit de la Russie.

La décision de tous les états, à l'exception de la Belgique, par rapport à la proposition de Mr. Ravitsch est donc la suivante:

„Des que la Russie aura mis à exécution dans les gouvernements occidentaux et méridionaux de son territoire les mesures de répression adoptées par la conférence, ces gouvernements seront mis sur la même ligne que les autres états européens au point de vue des articles 59 à 66.“

Quant à la Turquie la conférence se décide à accorder à ses possessions européennes les mêmes avantages qui ont été accordés à la Russie et sous les mêmes conditions.

La proposition Ravitsch appliquée à la Turquie et adoptée par tous les états, excepté la Belgique, est la suivante.

Dès que la Turquie aura mis à exécution dans ses états européens les mesures de répression adoptées par la conférence, ces états seront mis sur la même ligne que les autres états européens au point de vue des articles 59 à 66.

VI. Mr. Williams présente la motion suivante: „chaque gouvernement sera obligé de prendre en ce qui concerne le transit du bétail et de produits animaux bruts, les mêmes mesures qui sont prescrites pour l'importation de ce bétail et de ces produits.“

Mr. Zangger répond que le transit implique l'importation, par conséquent la motion de Mr. Williams est superflue.

Mr. Zlamal propose d'ajouter à la motion de Mr. Williams le complément suivant: „le transit de bétail et de produits animaux bruts ne peut être demandé que quand la réception de ce bétail ou de ces produits par le pays de destination est assurée.“

Au vote on adopte à l'unanimité la proposition de Mr. Williams, ainsi que le complément de Mr. Zlamal, dans les termes suivants proposés par Mrs. Leclerc et Bouley:

Les mesures applicables à l'importation du bétail et des produits animaux bruts le seront également à leur transit. Ce transit ne peut avoir lieu que dans le cas où le pays de destination a déclaré vouloir accepter la marchandise.

VII. Mr. Zlamal propose une motion supplémentaire, à savoir: „le meilleur moyen d'empêcher la propagation de la peste bovine est de considérer cette maladie comme un vice redhibitoire.“

Mr. Wehenkel appuie cette proposition en ajoutant que cette mesure existe en Belgique.

Mr. Ravitsch fait remarquer, pour appuyer cette proposition, que le propriétaire du troupeau, dans lequel le premier cas de peste bovine se produit, se hâte de vendre aussitôt que possible l'animal malade et transplante par ce moyen la contagion dans un autre troupeau et ainsi de suite. D'après la motion de Mr. Zlamal, celui qui aurait vendu un animal malade perdrait le prix qu'il en obtiendrait et aurait à indemniser les pertes qu'il a occasionnées à l'acheteur.

Mr. Bouley croit devoir remarquer que la proposition de Mr. Zlamal donnerait lieu à de grandes difficultés pratiques. En France on emploie un moyen beaucoup plus simple et plus efficace: c'est l'application de l'article 1383 du code Napoléon, qui dispose que tout fait quelconque de l'homme qui cause dommage à autrui oblige celui qui l'a causé à réparer ce dommage.

Mr. Bruckmüller pense qu'en adoptant la proposition de Mr. Zlamal on se prononcerait contre le principe d'indemnités données par l'état, auxquelles on substituerait la responsabilité personnelle des coupables.

Mr. Zlamal réplique que le gouvernement serait toujours obligé en première ligne de payer les indemnités en question et que l'obligation du coupable ne pourrait être que subsidiaire.

On procède au vote: la Hongrie, la Belgique, l'Italie, la Russie et la Serbie se déclarent pour la proposition Zlamal; la Grande-Bretagne et la Turquie s'abstiennent de vote.

La décision de la Hongrie, de l'Italie, de la Russie et de la Suisse sur la proposition Zlamal est la suivante:

„La peste bovine est déclarée comme un vice redhibitoire.“

On passe à la discussion du règlement international contre la peste bovine, proposé par le comité des mesures répressives.

Mr. Williams propose de n'adopter pour base d'un règlement international que les décisions prises à l'unanimité et de ne point prendre en considération les autres.

Mr. Röhl fait remarquer que la conférence a adopté le principe de ne point voter par majorité, mais de se borner à constater quel État a voté pour ou contre une mesure proposée. La question de savoir quelle a été la décision de la majorité n'a point d'importance pour cette conférence, qui n'est pas une assemblée législative.

On passe à la discussion sur le projet du règlement international et l'on décide que les articles de ce règlement qui ne rencontreront aucune opposition ou seront adoptés à l'unanimité seront cités dans l'ordre établi par le comité et que ceux au contraire, à l'égard desquels une divergence d'opinion se sera produite, seront placés à la fin avec mention des opinions exprimées. La rédaction des modifications que la conférence a résolu de faire subir au règlement est confiée à un comité composé de Messieurs Röhl, Lorenz, Bruckmüller, François Müller, Dahrenstaedt, Leclerc et Bouley.

Le professeur Ereolani remercie au nom des délégués Son Excellence Monsieur le Ministre de la sollicitude avec laquelle il a dirigé les travaux et de l'amabilité qu'il a témoignée aux membres de la conférence.

Son Excellence, Monsieur le Ministre exprime ses remerciements aux membres de la conférence, qui ont apporté tant de bon vouloir à leurs travaux et les prie de remercier leurs gouvernements respectifs de l'empressement qu'ils ont mis à se rendre à l'invitation de celui d'Autriche.

Mr. Dahrenstaedt exprime les remerciements de la conférence à Messieurs les présidents et les secrétaires des deux comités, ainsi qu'au bureau de la conférence et particulièrement au conseiller de ministère Lorenz.

La séance est levée à 3 heures 30 minutes.

La décision de la Hongrie, de l'Italie, de la Russie et de la Suisse sur la proposition d'annuler la convention de 1864 est adoptée.

On passe à la discussion du règlement international contre la peste bovine. Le comité des mesures restrictives.

Mr. Williams propose de réviser pour la peste bovine le règlement international que les décisions prises à l'unanimité et de ne point prescrire en conséquence les autres.

Mr. Hall fait remarquer que la conférence a adopté le principe de ne point voter par majorité mais de se former à l'unanimité quel que soit le nombre de ceux qui proposent. La question de savoir quelle a été la décision de la conférence sur ce point est importante pour cette conférence, qui n'est pas une assemblée législative.

On passe à la discussion sur le projet de règlement international et l'on décide que les articles de ce règlement qui ne touchent pas à l'annulation ou à l'adoption de l'unanimité seront cités dans l'ordre établi par le comité et que ceux au contraire, à l'égard desquels une discussion d'opinion sera produite, seront placés à la fin avec mention des opinions exprimées. La rédaction des modifications que la conférence a résolu de faire au règlement est confiée à un comité composé de Messieurs Hall, Lorenz, Brackmüller, Franke, Müller, Dahrenstaedt, Lesclapart et Bouley.

La décision de la Hongrie, de l'Italie, de la Russie et de la Suisse sur la proposition d'annuler la convention de 1864 est adoptée.

On passe à la discussion du règlement international contre la peste bovine. Le comité des mesures restrictives.

Mr. Williams propose de réviser pour la peste bovine le règlement international que les décisions prises à l'unanimité et de ne point prescrire en conséquence les autres.

Mr. Hall fait remarquer que la conférence a adopté le principe de ne point voter par majorité mais de se former à l'unanimité quel que soit le nombre de ceux qui proposent. La question de savoir quelle a été la décision de la conférence sur ce point est importante pour cette conférence, qui n'est pas une assemblée législative.

On passe à la discussion sur le projet de règlement international et l'on décide que les articles de ce règlement qui ne touchent pas à l'annulation ou à l'adoption de l'unanimité seront cités dans l'ordre établi par le comité et que ceux au contraire, à l'égard desquels une discussion d'opinion sera produite, seront placés à la fin avec mention des opinions exprimées. La rédaction des modifications que la conférence a résolu de faire au règlement est confiée à un comité composé de Messieurs Hall, Lorenz, Brackmüller, Franke, Müller, Dahrenstaedt, Lesclapart et Bouley.

EXPOSÉ

des

principes devant servir de base à un règlement international contre la peste bovine.

I. Tout Etat où la peste bovine a éclaté est obligé d'annoncer aussitôt que possible par communication directe (télégramme) l'invasion de cette maladie aux gouvernements des pays voisins et de ceux qui en auront exprimé le désir et d'informer ceux-ci de toute extension de la maladie.

Si la peste bovine a été constatée dans une localité distante de moins de 75 kilomètres de la frontière, les autorités du district correspondant annonceront le fait aussitôt (par télégramme) aux autorités du pays voisin.

Une enquête minutieuse sera faite sur les voies d'introduction et de propagation de la peste bovine, et les résultats de cette enquête seront, dans le plus court délai, portés à la connaissance des autorités des contrées qui peuvent être menacées de l'introduction de la maladie.

Chaque pays fera publier dans son journal officiel un bulletin hebdomadaire sur l'état de la peste bovine et sur les mesures qu'il a dû ordonner quant à l'importation d'animaux ou d'objets; il fera connaître par la même voie les modifications apportées à ces mesures, de même qu'il annoncera le jour où elles cesseront d'être appliquées.

Le bulletin sera envoyé aux rédacteurs des journaux officiels qui en feront la demande.

II. Tout Etat aura soin d'organiser son service vétérinaire de façon à pouvoir arriver à supprimer le plus tôt possible toute invasion de la peste bovine.

III. Les propriétaires des animaux abattus et des objets détruits par ordre des autorités, à l'effet de réprimer la peste bovine, recevront une indemnité équivalente à la valeur des animaux et objets en question; les propriétaires et les communes contribueront aux frais pour la répression de la peste bovine.

IV. Les différents Etats s'entendent sur ce que tous les objets qui ont servi au transport de ruminants, de chevaux et de cochons seront absolument désinfectés avant d'être employés pour de nouveaux transports; les objets, qui ont servi au transport de produits provenant d'animaux suspects de peste bovine, seront également désinfectés.

V. Quant aux relations internationales, on se conformera aux principes suivants :

a) Si, dans un pays, la peste bovine s'est déclarée dans une ou dans quelques localités d'un seul district ou de plusieurs districts qui se touchent, et que les mêmes mesures y soient prescrites contre la peste bovine et y soient exécutées avec la même rigueur que dans le pays voisin, celui-ci n'interdira pas l'exportation des bêtes bovines des contrées non infectées du pays envahi par le typhus contagieux.

b) Dans les conditions indiquées sous a l'introduction de bêtes bovines ne sera pourtant autorisée que par des stations déterminées, sur la production d'un certificat d'origine et sous réserve d'une révision sanitaire à la frontière.

Les différents Gouvernements se feront réciproquement connaître par qui et sous quelle forme ces certificats de santé et d'origine seront délivrés; ceux-ci contiendront, en tout cas, la déclaration que dans le lieu de provenance et dans vingt kilomètres à la ronde il n'existe pas de maladie contagieuse; ces certificats indiqueront le temps pendant lequel ils sont valables.

c) Les dispositions qui règlent l'importation des bêtes bovines sont applicables aux autres ruminants.

d) L'exportation de peaux, d'os, de cornes, de bouts de cornes et d'onglons parfaitement secs, d'intestins salés ou séchés de bêtes bovines ou de moutons, de suif en tonneaux et en peaux, de poils de bêtes bovines et caprines, de soies de pores et de laine de moutons en sacs, ainsi que de foin, paille, regain et autres objets d'un pays infecté vers un pays non infecté est permise si les conditions indiquées sous a sont observées.

e) Le transport de foin et de paille comme matière d'emballage est autorisé sans restriction dans les conditions énumérées. Si celles-ci ne sont pas observées, on interdira rigoureusement l'importation de foin et de paille comme matière d'emballage, si ces matériaux proviennent d'une contrée infectée; s'ils proviennent d'une région non infectée d'un pays envahi par la peste bovine, on ne les admettra que sous la condition qu'ils seront brûlés immédiatement après l'arrivée à destination.

f) Le transit de bestiaux et de produits animaux bruts sera assujéti aux mêmes mesures que l'importation de ces bestiaux et produits. Ce transit ne peut avoir lieu que quand la réception est assurée par le pays de la destination.

g) Si la peste bovine s'est déclarée dans un district limitrophe, l'importation et l'exportation des ruminants et des objets dont il s'agit dans les alinéas précédents, seront interdites, si le lieu d'infection ne se trouve qu'à une distance peu considérable de la frontière. La détermination de cette distance dépend des mesures prescrites pour la répression de la peste bovine, des relations entre les deux pays, de leurs institutions politiques et de leurs conditions géographiques.

h) Aucun État n'est tenu à indemniser le propriétaire d'un troupeau qui a été tué pour cause de peste bovine, si ce troupeau ne se trouve pas dans le pays depuis dix jours, à moins toutefois qu'il soit démontré que l'infection a eu lieu dans le pays même.

i) Les précautions à prendre pour les marchés internationaux de bétail sont:

1. la surveillance par des vétérinaires que chaque gouvernement nommera;

2. la séparation complète du bétail de provenance suspecte de celui qui n'inspire aucune appréhension; le bétail de provenance suspecte devra être abattu sur place pour la consommation locale;

3. la séparation complète du bétail qui a été engraisé dans les établissements industriels de celui qui vient des pâturages;

4. la séparation du bétail de consommation et de celui d'exploitation.

VI. Lorsque la peste bovine éclate dans un pays, on aura recours à des mesures conformes aux principes suivants:

1. Tous les animaux atteints ou suspects de peste bovine seront abattus. On considérera comme suspectes toutes les bêtes bovines qui ont habité les mêmes étables ou fréquenté les mêmes abreuvoirs que les bêtes malades, qui ont été soignées par les mêmes personnes que celles-ci ou pour lesquelles ont servi les ustensiles qui ont été employés pour les animaux atteints de peste bovine; en un mot toutes les bêtes bovines qui ont été en contact direct ou indirect avec des bêtes affectées de typhus contagieux.

2. Toutes les bêtes abattues comme malades seront enfouies avec la peau à une profondeur suffisante ou détruites d'une autre manière.

3. Les lieux d'enfouissement, qui en cas de besoin pourront être acquis en voie d'expropriation seront clôturés et semés de plantes à végétation rapide et à racines profondes.

4. Les peaux d'animaux suspects reconnus sains à l'autopsie peuvent être livrées à la tannerie, après avoir été désinfectées par un lait de chaux; le transport à la tannerie aura lieu sous la surveillance de l'autorité.

5. La viande provenant d'animaux suspects reconnus sains pendant la vie et exempts de lésions de peste bovine à l'autopsie peut être utilisée:

a) dans la ferme et dans la localité infectées, si toutes les conditions nécessaires pour prévenir la propagation de la peste bovine sont rigoureusement observées;

b) en dehors de la localité infectée, dans de grands centres de consommation, sous les conditions suivantes:

α) la viande ne peut être transportée qu'après refroidissement complet;

β) le transport ne peut avoir lieu par voiture ordinaire que quand le lieu de destination est situé à moins de 12 kilomètres de la localité infectée;

γ) le transport se fera par chemin de fer ou par bateau si le lieu de destination est situé à plus de 12 kilomètres de la localité infectée;

δ) les wagons renfermant cette viande doivent être plombés et les bateaux doivent faire le trajet directement sans s'arrêter en route; dans l'un comme dans l'autre cas, le transport se fera sous la surveillance spéciale d'un agent de la police;

ε) on ne peut expédier que la viande des animaux suspects (les quatre quartiers), toutes les autres parties seront enfouies ou détruites;

ζ) les autorités de la localité à laquelle la viande est destinée doivent avoir consenti à la recevoir;

η) les wagons et bateaux seront, après le déchargement de la viande, nettoyés et désinfectés suivant les prescriptions en vigueur;

θ) les objets d'emballage seront détruits ou désinfectés;

c) le transport de cette viande par voiture ordinaire vers un centre de consommation situé à moins de 12 kilomètres du foyer d'infection ne doit se faire que directement et sans arrêt, à l'aide de chevaux, par des chemins aussi peu fréquentés que possible, et sous la surveillance continuelle d'un agent de la police. Les voitures seront désinfectées et les objets d'emballage désinfectés ou détruits.

VII. Les lieux où ont séjourné des animaux atteints de peste bovine seront nettoyés et désinfectés le plus tôt possible.

VIII. Le fumier des étables infectées doit être couvert de chaux vive avant d'être extrait; il sera brûlé ou détruit d'une autre manière, ou bien enfoui.

Le fumier de la ferme infectée sera, s'il est en petite quantité, traité comme le fumier des étables.

Si la quantité de fumier est considérable, on considérera comme suspect et enfouira ou détruira comme tel tout le fumier qui a été extrait des étables pendant les trois dernières semaines avant l'apparition de la peste bovine; il en sera de même pour le fumier qui aura été imprégné de l'urine provenant de l'étable depuis l'infection de celle-ci.

Le restant sera désinfecté, transporté le plus tôt possible aux champs et enfoui immédiatement à l'aide de la charrue; si l'enfouissement immédiat n'est pas possible, on mettra le fumier en tas sur les champs, en dehors de la ferme, en attendant le moment où cette opération devient possible.

IX. Les petites provisions de foin ou de paille qui ont été, d'une manière quelconque, exposées aux émanations d'animaux atteints de peste bovine, seront, comme le fumier, détruites ou enfouies.

Si les provisions de foin ou de paille sont considérables, on enlèvera du tas, pour les détruire, des couches assez profondes pour comprendre tout ce qui peut être imprégné des émanations suspectes; le restant de ces provisions ne sera utilisé que pour les chevaux.

Le blé non battu sera traité de la même manière que la paille; les provisions moins considérables seront détruites sans être battues.

X. Si dans une étable infectée se trouvent en petit nombre des moutons ou autres ruminants et que toutes les bêtes bovines de l'étable aient été abattues, on sacrifiera également les autres animaux, même s'ils paraissent encore tout-à-fait sains.

Si un grand troupeau de moutons est logé dans une bergerie séparée de l'étable infectée, mais en communication avec celle-ci, on peut recourir au parcelllement et à l'isolement. La désinfection de ces moutons aura lieu par des bains simples, et si on ne peut leur faire prendre des bains on fera passer les animaux à travers un lait de chaux, comme dans le traitement du piétin; on complètera la désinfection en les laissant séjourner pendant plusieurs jours à l'air libre, dans un pâturage clos.

La séquestration de ces moutons sera maintenue pendant vingt et un jours.

Les mêmes mesures seront appliquées à toute autre espèce de ruminants, excepté les boeufs.

XI. Si la peste bovine s'est déclarée dans une localité on prescriera des mesures d'isolement pour la ferme et la localité infectées, les personnes venant de cette localité seront soumises à un procédé de désinfection, ayant pour but la désinfection de leurs chaussures.

Du bétail ne pourra être introduit dans la localité infectée que pour autant qu'il soit nécessaire à l'alimentation de celle-ci.

Dans une zone, d'étendue variable suivant les conditions locales, autour du foyer d'infection, la circulation des ruminants et le commerce de produits pouvant servir de véhicules de contagie ne seront permis qu'avec l'autorisation du gouvernement. Les foires et marchés de bétail ne pourront avoir lieu dans cette zone que dans les grandes villes et sous la condition que tous les ruminants amenés à ces foires et marchés ne quitteront ceux-ci que pour être conduits immédiatement à l'abattoir.

On procédera immédiatement au recensement de tous les ruminants aussi bien de la zone suspecte que de la localité infectée; tout changement survenu dans la population des étables de cette zone devra être aussitôt déclaré à l'autorité.

L'exportation de toutes les substances qui peuvent être chargées de contagie, telles que laines, suif en branches, cornes, onglons, foin, paille et fumier, sera interdite pour toute la zone infectée, quant aux peaux et à la viande fraîche il sera procédé d'après les articles VI, 4 et 5.

XII. La déclaration immédiate de tout cas de maladie survenu chez des ruminants de la localité infectée ou de la zone suspecte, est obligatoire.

XIII. Les entraves à la circulation et au commerce du bétail et des objets pouvant être chargés de contagie, seront maintenus dans la localité et dans la zone susdites pendant un certain temps après l'assainissement de l'étable infectée.

Même après une désinfection parfaite d'une ferme ou d'une localité et après que la clôture aura cessé, le repeuplement des étables infectées ne pourra avoir lieu que dans un espace de temps fixé par l'autorité.

Les pâturages, qui ont été fréquentés par du bétail malade ou suspect de peste bovine, ne peuvent être repeuplés, qu'après un interval de temps fixé par l'autorité.

Ces principes n'ont rencontré nulle opposition; les délégués de l'Allemagne seulement ont déclaré, qu'ils sont en principe contraires à toute utilisation des peaux et de la viande des animaux abattus comme suspects, mais ils doivent reconnaître que les mesures de précaution, auxquelles cette utilisation est soumise par la conférence, sont suffisantes pour obvier presque totalement au danger de la propagation de la peste bovine.

Outre les dispositions ci-dessus, on a proposé d'insérer dans le règlement international les deux suivantes:

A. Si dans de très grands troupeaux ou parmi le bétail très nombreux d'une ferme, il n'y a eu que des cas isolés de peste bovine, on peut dans les steppes et les landes, après avoir abattu les animaux malades et ceux qui ont eu avec ceux-ci des relations de proche voisinage, recourir au parcellement. Celui-ci doit avoir lieu de façon que le grand troupeau soit divisé en petits groupes isolés l'un de l'autre; si la maladie éclate dans un de ces petits groupes, on le considérera comme troupeau indépendant et on fera abattre tous les animaux qui le composent.

La Russie et la Hongrie seulement ont exprimé le désir que cette disposition, adoptée par les représentants de tous les états excepté ceux de l'Allemagne et de la Belgique, qui se sont abstenus de vote, fût insérée dans le règlement.

B. Quant au procédé envers un troupeau de moutons, atteint de peste bovine, trois opinions se sont manifestées: les représentants de l'Allemagne et de la Belgique ont voulu que toutes les bêtes soient abattues.

Les représentants de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Italie, de la Roumanie, de la Serbie et de la Suisse ont exprimé le désir que tous les animaux soient abattus, quand le troupeau ne compte pas plus de 100 têtes; que le parcellement des troupeaux de moins de 100 têtes ne soit permis que pour des troupeaux perfectionnés servant à l'élevage; que quant aux grands troupeaux on puisse recourir au parcellement et à l'isolement, après avoir fait abattre les animaux malades.

Les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Turquie ont été d'avis, que dans ce cas il suffit de tuer les bêtes malades et parceller les restantes.

Comme on n'est pas tombé d'accord sur les dispositions ci-dessus, plusieurs délégués ont exprimé le désir qu'il en soit fait mention à la suite du projet d'un règlement international.



APPENDICE AUX DÉBATS DE LA CONFÉRENCE.

Exposé du délégué anglais Mr. le docteur **Williams**.

Pour motiver du point de vue des principes internationaux les propositions et les votes que j'ai présentés à la conférence, je commencerai par exposer à grands traits les conditions, auxquelles est soumise l'importation de bétail en Angleterre. Cet exposé contribuera à la juste appréciation des motifs, qui rendent une convention internationale, en égard à l'importante question qui nous préoccupe, doublement désirable.

Cette convention doit avoir un double objet: de protéger et faciliter autant que possible le commerce et de réprimer la peste bovine, ce fléau tellement redouté et accompagné de suites si facheuses.

Quant à l'importation de bétail en Angleterre, j'ai eu l'honneur de faire déjà mention, qu'elle montait en 1871 à 247.426 pièces de bétail, 917.017 moutons et 85.613 cochons. Il y a eu des années, où cette importation a considérablement dépassé celle de 1871. De ces bestiaux plus de 31 pourcents ont été achetés dans le lieu même du débarquement; les restants, après avoir subi une observation de 12 heures et une inspection sanitaire, jouissaient de la même liberté de commerce qui est le partage des bestiaux indigènes et pouvaient être envoyés vivants aux marchés. Il est constaté, que ce procédé a occasionné une augmentation de valeur, qui peut être évaluée en moyenne à 2 livres sterl. par pièce.

La loi anglaise, avec ses dispositions sur la manière de procéder avec le bétail importé, peut être envisagée comme le résultat direct des considérations que le danger plus au moins grave, inhérent à l'importation de bétail, impose au gouvernement anglais. C'est l'objet que se propose la législation anglaise, quand elle s'occupe avec sollicitude du débarquement et du transport de bétail dans l'intérieur du pays. Il est évident qu'on doit distinguer parmi les pays, d'où viennent les transports.

Lorsqu'un pays présente un danger particulier, on interdit absolument l'importation du bétail de ce pays. C'est la première catégorie.

Lorsqu'un pays présente moins de danger ou ses institutions plus de garanties, on permet l'importation du bétail de ce pays à la condition, que ce bétail ne pourra être débarqué que dans des endroits fixés à l'avance dans certains ports, pour y être abattu. Ce bétail subit dans les endroits en question une observation d'au moins 12 heures, ainsi qu'une inspection sanitaire, afin que des mesures plus rigoureuses puissent être entreprises en cas de symptômes de la peste; ce bétail, enfin, doit être abattu dans l'endroit désigné à cet effet et dans l'espace de 10 jours. C'est la seconde catégorie.

La troisième catégorie comprend le bétail des pays, qui ont été longtemps exempts de peste bovine et qui ont mis en exécution des

mesures assez efficaces, pour que le gouvernement anglais n'ait pas à redouter ni l'introduction de la peste bovine de ces pays, ni le transit du bétail. Les animaux venant de tel pays peuvent être débarqués dans chaque port, où des établissements nécessaires à cet effet existent, et cessent de porter le caractère de bétail étranger, après qu'ils eussent été reconnus sains à la suite d'une observation de 12 heures et d'une inspection sanitaire réitérée.

La première catégorie comprend le bétail de France et de Belgique, qu'il est absolument interdit d'importer.

La deuxième catégorie comprend le bétail de Russie, d'Autriche, de Hongrie, d'Allemagne, de Turquie, de Grèce et d'Italie. Toutes les bêtes du transport sont abattues au lieu de débarquement.

La troisième catégorie comprend le bétail importé d'autres pays, qui est mis sur la même ligne avec le bétail indigène sous les conditions énoncées ci-dessus.

Jusqu'il y a quelques ans, tout le bétail importé en Angleterre appartenait aux deux premières catégories; mais dans les derniers temps plusieurs gouvernements ont donné des garanties, que le gouvernement anglais a considéré comme suffisantes pour modifier au profit de la liberté du commerce les prescriptions relatives à l'importation de bétail de l'étranger. En conséquence $\frac{2}{3}$ de bétail importé en Angleterre en 1871 a été classé dans la troisième catégorie. C'était le bétail qui peut être importé vivant jusque dans l'intérieur du pays.

Si le gouvernement anglais obtient des garanties que les états, qui appartiennent aujourd'hui à la première et deuxième catégorie, présentent le même degré de sûreté que ceux qui sont compris dans la troisième, il n'hésitera pas à modifier les restrictions qui entravent à l'heure qu'il est le commerce avec ces états. Je suis convaincu, que le profit en serait tout aussi considérable pour les états en question que pour l'Angleterre.

Pour délivrer dans ces circonstances la Russie, l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne, la Turquie, et l'Italie d'une part et l'Angleterre de l'autre part de ces mesures rigoureuses auxquelles est assujétie l'importation de bétail en Angleterre il faut considérer en premier lieu les prescriptions relatives à l'exportation du bétail de ces pays. C'était le but de mes propositions. Dans son propre territoire, chaque état peut se garantir par des mesures de précaution et par des dispositions législatives; mais il est bien temps, que chaque état se sente en devoir d'obvier par tous les moyens à la propagation de la peste bovine, pour favoriser ainsi le développement du commerce de bétail, qui est devenu tellement nécessaire pour tous les états européens.

Quant à l'Angleterre, il est hors de doute, que toutes les restrictions, auxquels son gouvernement a dû avoir recours jusqu'à cette heure entravent son commerce très sérieusement.

La route naturelle que devrait suivre les transports de bétail, dans la direction de l'Orient à l'Occident, est fermée. Cet article de commerce pourrait sans les restrictions adoptées aujourd'hui devenir un des plus importants. Le commerce doit avoir recours à des pays éloignés. Les frais considérables de transport et de transit sont plus que contrebalancés par la valeur du bétail qu'on n'a pas besoin d'abattre au débarquement, mais qu'on peut faire entrer librement dans l'intérieur.

Je suis d'avis, que si les gouvernements voulaient donner les garanties impliquées dans mes propositions, ce serait un pas important pour faciliter le commerce entre les différents pays et bien que les mesures que ces propositions ont pour but, soient moins rigoureuses que celles que le premier comité a proposées, elles n'en présenteraient pas moins à chaque état un degré de sûreté suffisant pour le déterminer à réduire au minimum les restrictions qui entravent aujourd'hui le commerce. Je ne saurais nier que les réponses proposées par le second

comité aux questions relatives à la répression de la peste bovine présentent sous le point de vue de l'Angleterre bien plus de sûreté que les mesures qui sont en vigueur jusqu'à-présent.

Prenons pour exemple la Belgique, la France et l'Allemagne, les trois pays qui souffrent assurément le plus des restrictions adoptées en Angleterre. Si je suis bien informé, il existe dans ces pays une loi permanente, d'après laquelle il est défendu d'exporter du bétail d'une localité infectée.

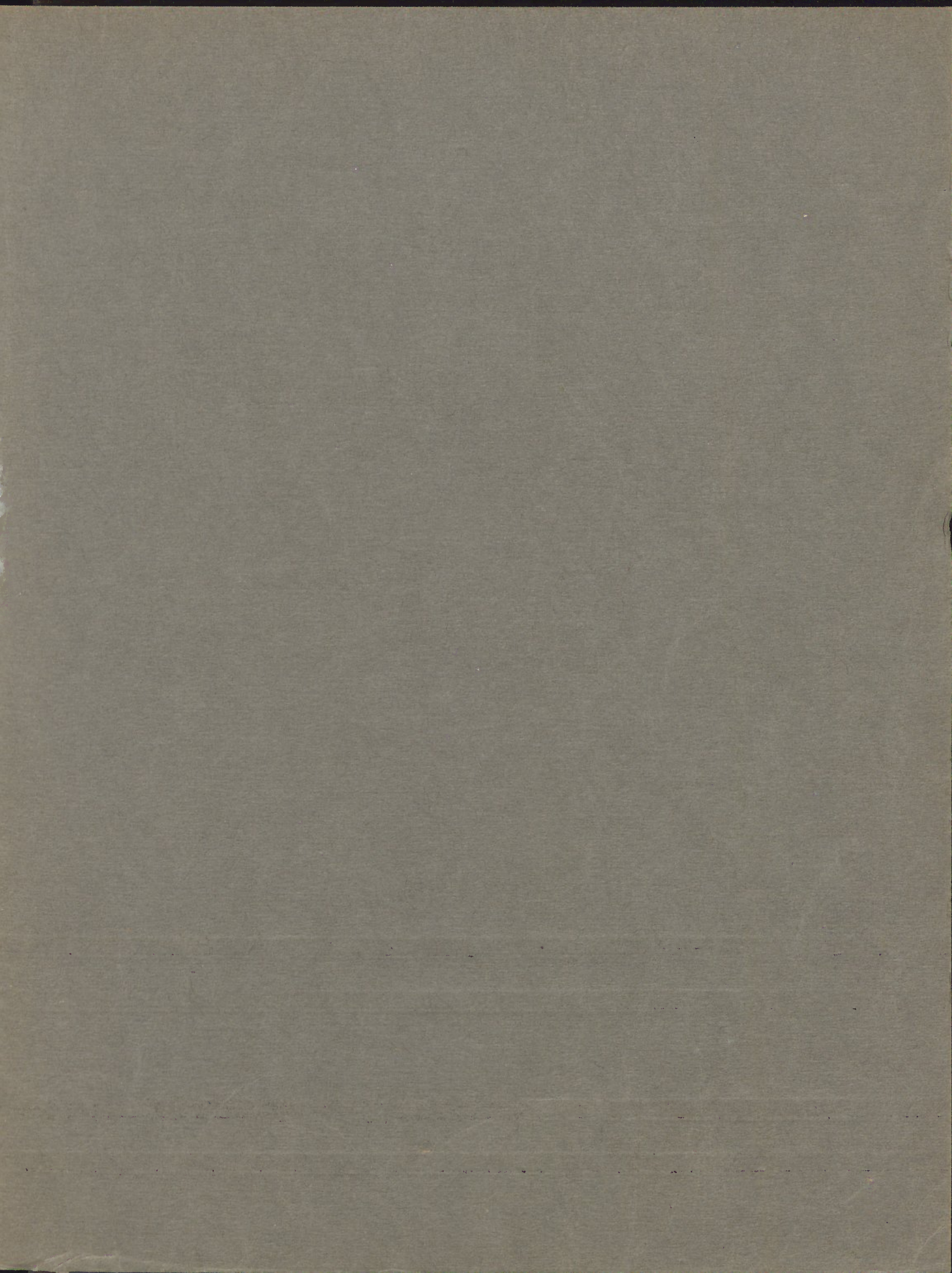
Or, on a certainement le droit de poser la question : quelle valeur peut avoir une telle loi et quelle garantie elle présente contre le procédé généralement adopté des propriétaires de bestiaux, qui se déchargent de leur propriété au premier alarme causé par la nouvelle que la peste bovine a éclaté. Quelle valeur, quel importance méritoire peut on attacher aux certificats, considérés comme garantie contre la propagation de la peste bovine, si la conférence a adopté le principe que de tels documents n'inspirent pas de confiance.

Quant à l'inspection sanitaire du bétail à la frontière, chacun, pour peu qu'il soit informé sur la question, doit savoir combien une simple inspection a peu d'importance et présente peu de sûreté contre la fraude et les nombreux moyens illicites, par lesquels on cherche d'habitude à se soustraire à la rigueur des mesures de précaution. Même en Angleterre, où il ne peut être question que de bétail qui provient des pays exempts de peste bovine et qui traverse des pays, considérés également comme non infectés, en Angleterre où l'on contrôle consciencieusement le nombre des bestiaux chargés à bord d'un navire et le nombre des bestiaux débarqués, même en Angleterre on n'est pas en état d'accorder à cette catégorie du bétail le droit de circuler librement dans l'intérieur avant de lui avoir fait subir une observation de 12 heures et une inspection sanitaire réitérée et qui d'après la loi ne peut avoir lieu que le jour.

Ce que l'Angleterre désire, avant de modifier les prescriptions qui y sont en vigueur, ce sont des garanties additionnelles d'un autre caractère et d'une autre nature que celles que la conférence a proposées, des garanties qui auraient pour suite un plus grand et plus libre développement du commerce et offrirait aux relations internationales une base plus solide, tandis que les mesures adoptées par la conférence pourraient aboutir, il est vrai, à donner plus de liberté aux relations commerciales du continent, mais augmenteraient pour l'Angleterre le danger, de sorte que ce pays, loin de supprimer ou modifier les prescriptions rigoureuses qui y sont en vigueur, se verrait peut-être dans la pénible nécessité de substituer à ses dispositions, tellement onéreuses pour le commerce, des mesures encore plus dures.

Dr. Alexandre Williams

Secrétaire du département vétérinaire du conseil intime.





206\$01470744